EL (18)

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique et politique
de l'Organisation marxiste-léniniste
du Canada EN LUTTE!
No 24 (vol. 5, no 2) avril-mai-juin 1981

$2.00

Sionisme et antisémitisme: Alliés ou ennemis?

Le projet péquiste
Après 4 ans de pouvoir

Note de la rédaction

Le débat soulevé par le lecteur de Regina dans notre dernier numéro (voir la lettre *Qui peut écrire dans la revue*?) commence à susciter diverses réactions de la part de nos lecteurs. Certains nous écrivent pour se prononcer sur la politique éditoriale qui devrait guider la revue (voir à ce propos la lettre du présent numéro), mais surtout, des personnes communiquent avec nous pour nous offrir de collaborer d'une façon ou d'une autre et sur différentes questions: religion, écologie, sciences, oppression des femmes, etc. Ces résultats, encore limités il faut le dire, nous convainquent amplement de la nécessité de développer beaucoup plus que par le passé le travail de collaboration et d'utiliser l'ensemble des ressources qui commencent à se manifester suite à notre récente politique d'ouverture. Les formes de cette collaboration peuvent être diverses: il peut s'agir de participer à un collectif comme celui que nous sommes en train de mettre sur pied sur les sciences ou tout simplement d'y collaborer en correspondant ou en aidant son travail de diverses façons. Tous ceux qui font déja, dans le cadre de leur travail ou par intérêt, des recherches particulières peuvent nous le faire savoir ou nous soumettre un projet d'article qui pourrait être discuté collectivement. Pour aider tous ceux qui seraient intéressés à collaborer à la revue, nous allons donner une idée générale des priorités qui vont guider notre travail dans les prochains mois. Dès notre prochain numéro, nous pourrons faire état plus complètement des articles et des dossiers que nous avons en préparation, ce qui devrait d'ailleurs devenir une pratique régulière.

"Ça brasse" dans la gauche

Pas besoin de longues dissertations pour s'apercevoir que "ça brasse" dans la gauche comme en témoignent l'article du présent numéro sur la conférence tenue à Vancouver sous le thème **Le socialisme dans les années 80**, les débats qui animent le mouvement des femmes ou les partisans de l'indépendance et du socialisme au Québec. C'est à ces débats qu'UNITÉ PROLÉTARIENNE entend consacrer le meilleur de ses énergies dans les mois à venir. Au coeur de toutes ces discussions, on retrouve une question aussi fondamentale que celle de la validité même du marxisme pour analyser l'histoire et comprendre la réalité (voir l'article intitulé **Pour une conception scientifique du monde, Déterminisme ou liberté?** qu'il s'agisse de l'histoire des sociétés ou de l'ensemble des sciences sociales. Il ne fait pas de doute que le marxisme sclérosé qu'on a connu depuis des années a produit des petits, parmi lesquels la recrudescence de points de vue contraires au matérialisme dialectique n'est pas la moindre. Qu'on se rappelle seulement qu'ils sont légions, même parmi les progressistes, ceux qui défendent que l'histoire n'a pas de sens, que le progrès social n'existe pas ou que le communisme primitif était préférable à la société actuelle ou au socialisme. Qu'on pense seulement que dans des domaines comme la psychologie, la biologie, les sciences en général, on assiste à une offensive des idées de droite. Tout cela pour dire que dans la prochaine période nous voulons contribuer à intensifier la lutte dans divers domaines avec l'objectif de remettre le marxisme sur ses pieds et de montrer qu'il demeure, non pas un dogme, non pas une foi, non pas une pensée sclérosée, mais un instrument d'analyse scientifique de la réalité et de l'histoire.

Parmi les questions qui vont aussi retenir particulièrement notre attention, il y a celle du parti révolutionnaire, de son rôle, de son lien avec les organisations de masse et la lutte pour le socialisme sur lequel nous entendons intervenir de façon diversifiée, tant à partir de l'actualité qu'avec des articles de fond.

Enfin, d'autres sujets vont aussi retenir l'attention de la revue: la poursuite du débat sur l'indépendance et le socialisme, l'analyse politique et économique des sociétés d'Europe de l'Est, l'analyse des principales questions soulevées par le mouvement des femmes ainsi que la poursuite de notre analyse de la bourgeoisie canadienne et de la crise au Canada. Soulignons enfin que nous entendons publier régulièrement des documents de recherche et d'analyse sur l'impérialisme aujourd'hui qui, malgré leur caractère nécessairement en friche, devraient contribuer à mettre à date notre analyse de l'impérialisme et de la crise mondiale actuelle.

Bien sûr, la revue veut intervenir sur bien d'autres questions (culture, écologie, sciences, psychologie, etc.) mais elle le fera à chaque fois dans la perspective de rétablir aujourd'hui la perspective marxiste dans l'analyse de ces questions. Dans le prochain numéro, nous vous ferons part des dossiers qui sont actuellement en préparation.

Un nouveau nom pour la revue! Faites marcher votre imagination

Eh oui, les temps changent et les noms de revue aussi. C'est suite aux demandes répétées de nombreux lecteurs que nous avons décidé de changer le nom de la revue. Les raisons sont de deux ordres. Premièrement, le mot "prolétarienne" reste une énigme pour la majorité de la population. Ensuite, UNITÉ PROLÉTARIENNE réfère directement à la conjoncture qui a vu naître la revue, soit celle de la lutte pour l'unité des communistes en 1975-76, alors qu'on voudrait un titre qui s'inscrive plus concrètement dans les débats qui traversent aujourd'hui le mouvement révolutionnaire. Pour aider tout le monde, disons que nous sommes à la recherche d'un nom qui permette à la fois de montrer que la revue représente un lieu de **débat, d'échange, de lutte idéologique, de critique,** et cela sur les enjeux fondamentaux qui confrontent la classe ouvrière, sur le **socialisme, le communisme**...

Envoyez vos suggestions par la poste ou par téléphone
N'attendez pas que votre voisin le fasse à votre place

UNITÉ PROLÉTARIENNE no 24 (Vol. 5, no 2) avril-mai-juin 1981

Sommaire

2
Editorial

4
Correspondance

5
Le projet péquiste après 4 ans de pouvoir

11
Conférence sur *Le socialisme dans les années 80,* un débat à poursuivre

14
Notes sur la conjoncture internationale, au seuil des années 80

19
Sionisme et antisémitisme, alliés ou ennemis?

25
Notes sur l'impérialisme aujourd'hui
Au pays des multinationales

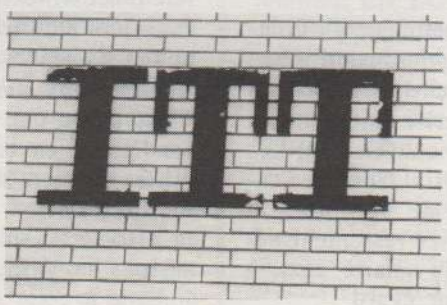
32
Pour une conception scientifique du monde, déterminisme ou liberté?

37
Notes de lecture

Le 8 mars 1981: des mobilisations et des questionnements plus profonds et plus déterminants. **Les célébrations de la Journée internationale des femmes ont été, cette année, les plus importantes de toute l'histoire du pays. Plus de trente-cinq milles personnes ont fait résonner les rues, les halls, les salles de leur engagement dans le combat des femmes pour leur libération.** **p. 2**

Le projet péquiste après quatre ans de pouvoir. **Où en est-il ce projet qui prétendait en 1976 être le "moins pire" et constituer une alternative au projet fédéral de Trudeau? En revenant à l'histoire, en examinant la stratégie du PQ depuis 4 ans, on verra mieux les intérêts qu'ont représentés en fait ces deux hommes, Trudeau et Lévesque. Et qu'en est-il au juste de ce nouveau prétendant au pouvoir: Claude Ryan?** **p. 5**

Sionisme et antisémitisme, alliés ou ennemis? **Cette question vient d'être remise à l'ordre du jour suite aux attentats nazis et antisémites qui ont défrayé la manchette, particulièrement en Europe. Le Sionnisme offre-t-il une alternative à l'antisémitisme où ne s'appule-t-il pas sur les mêmes idées racistes et réactionnaires? Faudrait-il choisir entre les camps de concentration nazis et ceux des réfugiés palestiniens?** **p. 19**



Au pays des multinationales. **Cet article qui se veut le premier d'une série de contributions sur l'impérialisme aujourd'hui, analyse ce phénomène que constitue la montée des firmes multinationales depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ces firmes sont-elles vraiment au-dessus des nations et des Etats?** **p. 25**

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique et politique de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!. Elle est publiée au Canada à chaque trimestre en anglais et en français. Adressez vos lettres, articles, suggestions, commentaires à: UNITÉ PROLÉTARIENNE, C.P. 340, succ. M, Montréal, Québec, Canada, H1V 3M5. Pour contacter directement la revue, téléphoner à (514) 526-9870.

Photo couverture: l'élection du PQ, le 15 novembre 1976. Photo La Presse, Montréal.

Editeur: Presses de l'Unité Inc., C.P. 116, Succ. Delorimier, Montréal, Québec Canada, H2N 2N6
Photocomposition, mise en page, impression: Les Presses Solidaires Inc., 2381 Jeanne-d'Arc, Montréal, Québec, Canada. (514) 253-8331
Distributeur, Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Québec, Canada, H2K 3B1, (514) 527-7319
Membre de la Canadian Periodical Publishers' Association, 54 Wolseley Street, Toronto, Ontario, Canada
Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec, 3e trimestre 1976

ISSN 0707-7696

Le 8 mars 1981: des mobilisations et des questionnements plus profonds et plus déterminants

Les célébrations de la Journée internationale des femmes ont été, cette année, les plus importantes de toute l'histoire du pays. Plus de trente-cinq milles personnes ont fait résonner les rues, les halls, les salles de leur engagement dans le combat des femmes pour leur libération.

Fouettées par la crise

Le véritable raz de marée des diverses mobilisations a mis en branle des dizaines de milliers de personnes non seulement dans les grands centres urbains mais partout: 4,000 manifestants à Toronto (le double de l'an passé), 20,000 personnes à Montréal le 8 mars et 10,000 à la manifestation le 7 mars, 400 personnes à Sudbury (cinq fois plus que l'an dernier), 550 à Régina (plus du double de 1980), 150 participants à Moncton (pour la première mobilisation large), 350 à la manifestation d'Edmonton (3 fois plus importante que l'an dernier).

Mais, l'ampleur du 8 mars cette année n'est pas uniquement dûe à l'expansion géographique qu'ont prises les festivités mais aussi à la diversité des couches de femmes entraînées dans le courant de résistance. Ainsi, les femmes des minorités opprimées ont fait entendre leur voix. A Moncton, neuf groupes d'Acadiennes ont organisé le 8 mars; à Régina, l'Association des femmes autochtones a mobilisé le dixième du contingent; à Toronto, un comité de travail a traduit le matériel de la JIF en 6 langues; à Vancouver, Harminder Senghera de l'India Mahila Association a rappelé dans un discours l'isolement et la peur que vivent les immigrantes ainsi que l'urgence de les rejoindre.

Organisationnellement, des coalitions larges, parfois regroupant jusqu'à 80 organisations de femmes, des syndicats, des groupes politiques ont travaillé ensemble. Des messages de solidarité des coalitions de Vancouver et de Toronto ont été élus à Halifax.

D'où vient cette vitalité, cette diversité, cette énergie créatrice qui a multiplié les témoignages, les kiosques d'information, les discours, les productions culturelles, les fêtes, les cortèges? **De la résistance des femmes à la crise** qui les étrangle de plus en plus. Le thème général à Vancouver était: Les femmes ont assez payé! Ripostons à tout prix! Comme l'expliquait Linda Yantz, membre du comité de Toronto: "la crise affecte vraiment les gens. Les femmes ressentent ses effets à travers l'absence de garderies, de salaire égal, à travers l'augmentation de la violence à leur égard".

De plus, face à cette crise qui fait qu'aucun gain n'est jamais acquis de façon durable, le 8 mars aura permis d'exprimer la solidarité des femmes d'ici avec toutes les femmes du monde. A Winnipeg, un porte-parole du Chile Information Center a décrit les conditions atroces suivantes: "Aujourd'hui au Salvador, les femmes accusent la junte au pouvoir d'utiliser le viol systématiquement comme méthode de terreur. Des bébés servent de cibles vivantes pour la pratique militaire et des femmes enceintes sont écorchées vives, on leur arrache les entrailles et assassine leur enfant. Les femmes sont tirées à bout portant". Pendant ce temps à Toronto, Sue Colley expliquait: "Nous avons découvert que nous devons combattre partout dans le monde pour arrêter les bombes qui tuent nos soeurs et nos frères au Vietnam et au nouveau Vietnam d'aujourd'hui, le Salvador."

Un thème unificateur: la résistance à la montée de la droite

Outre les thèmes traditionnels des revendications spécifiques des femmes, un thème a fait cette année l'unanimité dans plusieurs régions du pays dont Vancouver, Toronto, Saskatoon: **celui de la résistance à la montée de la droite.**

L'attention passionnée portée à cette question a permis lors de plusieurs débats, discours et manifestations de lier concrètement la lutte des femmes à celles des homosexuels, des lesbiennes et à celles des minorités nationales opprimées; elle a servi en quelque sorte de pivot autour duquel s'est bâtie une véritable solidarité. Comme l'expliquait le pamphlet de coalition de Toronto: "La droite dans ce pays essaie de devenir une majorité sociale et politique en utilisant les minorités raciales et ethniques, les femmes, les lesbiennes et les gais comme bouc-émissaires. Le droit à l'avortement, les libertés d'être lesbienne et de travailler sans violence ou discrimination — telles sont quelques-unes des libertés que ces groupes essaient de nous enlever. Femmes, travailleurs, immigrants, gais, Unité!"

Ce thème de la résistance à la montée de la droite a non seulement permis de tisser des liens entre diverses oppressions mais a aussi permis de mieux démasquer le caractère odieusement exploiteur et patriarcal du système en place. Pourquoi en effet la droite s'attaque-t-elle aux homosexuels et aux lesbiennes, au droit des femmes de contrôler leurs maternités, aux mères célibataires et aux mères lesbiennes? C'est parce que tous ces aspects de la vie remettent profondément en cause la **famille patriarcale** comme un des piliers de notre société. Même les femmes célibataires sont, dans cette veine, une menace à la famille sacro-sainte. C'est la place et le rôle des femmes dans la société qu'il ne faut surtout pas remettre en question.

Face à cette situation "nous ripostons. Les femmes refusent d'être congédiées et reléguées à la maison. Les femmes s'organisent pour combattre le racisme et la discrimination. La lutte contre les groupes conservateurs, racistes, anti-femmes est la lutte de tous" notait le pamphlet de la coalition de Toronto.

Toute cette éducation autour du thème de la montée de la droite a indéniablement haussé le niveau politique des débats,

faisant prendre conscience aux participants de l'ampleur des questions soulevées par le mouvement des femmes. Malheureusement, de tels débats n'ont pas eu lieu lors des grandes manifestations de Montréal où les thèmes de débat et la possibilité même de débattre n'ont permis que des discussions sans enjeux majeurs pour le développement du mouvement des femmes.

Les perspectives politiques

Dans la plupart des régions, le 8 mars a donc permis d'approfondir la compréhension de la nature de l'oppression des femmes sous toutes ses facettes et a aussi permis de lier cette lutte contre l'oppression à d'autres combats. Comme le disait Sue Colley: "Nous sommes ici pour célébrer notre engagement grandissant dans la lutte et le fait qu'il est partagé par les Noirs, les gais, les travailleurs et les immigrants. Nous sommes ici pour célébrer aussi une vision de l'avenir. Celle d'un monde où les enfants sont une responsabilité sociale, un monde où les femmes ont des salaires égaux et décents, où les femmes immigrantes ne subissent plus une triple oppression et où il n'y a plus de profiteurs et de capitalistes.

Une question demeure toutefois sans réponse et elle a traversé plusieurs des manifestations: comment harnacher, comment rassembler toute la puissance du mouvement des femmes dans une force vitale unifiée? La réponse ne viendra pas des partis bourgeois qui ont tous révélé à quel point ils étaient incapables de lutter sur le front de la lutte des femmes.

Un fait intéressant à signaler cependant. C'est que des femmes socialistes ont commencé à mettre de plus en plus sur la table des questionnements capitaux pour l'avenir de la lutte des femmes. Dans des publications comme **Broadside** et **Canadian Dimension,** elles ont posé **aussi** des questions au mouvement socialiste au Canada sur sa capacité réelle d'intégrer la lutte de libération des femmes à la lutte pour le socialisme. A l'occasion de la Journée internationale des femmes, EN LUTTE! a, dans la même veine, organisé une causerie publique à Montréal intitulée: "Lutte des femmes et socialisme: combat difficile, possible, urgent" à laquelle 500 personnes ont assisté. Comprendre réellement la nature de l'oppression des femmes dans notre société, réexaminer l'histoire des liens entre la gauche et le mouvement des femmes, scruter la pratique des organisations de gauche sur la question des femmes, forger un projet de société et une organisation révolutionnaire permettant d'intégrer toutes les facettes de la cause et du combat des femmes: voilà un défi crucial et pour l'avenir de la révolution dans notre pays et pour le développement du mouvement des femmes.

A travers le pays, de Vancouver à Regina, à Toronto, Montréal et Québec, des groupes, collectifs et organisations se mettent à discuter aussi de ces questions. Une chose demeure importante et porteuse d'espoir: "Les femmes se sont tenues et se tiennent unies... notre force nous libérera. Toujours vers l'avant! jamais vers l'arrière!"

Lettre ouverte à la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

La note de la rédaction du numéro 23 de la revue nous invitait à débattre des questions soulevées par la lettre intitulée **Qui peut écrire dans la revue?** Cette note constatait qu'"Il faut reconnaître avec ce lecteur que la rédaction des articles de la revue a jusqu'ici été très centralisée".

Depuis que l'Organisation a engagé ouvertement le débat sur la question du révisionnisme, nous nous rendons compte jusqu'à quel point la science du marxisme-léninisme s'est figée. Le supplément au journal EN LUTTE! no 238 mettait cela en relief:

"*... on doit constater que depuis de nombreuses années déjà les forces communistes, notamment celles qui se réclament du marxisme-léninisme, pour se démarquer des positions du révisionnisme moderne, soviétique, eurocommuniste, etc., ne se sont généralement pas distinguées par leur intérêt pour les questions historiques, théoriques, encore moins pour les questions scientifiques et philosophiques.*"

L'activité théorique des marxistes-léninistes semble s'être figée lors de la bureaucratisation de l'Etat soviétique dans les années 30, sa direction étant devenue l'embryon d'une bourgeoisie. Par la suite, le marxisme-léninisme s'est transformé en une idéologie du pouvoir au service des bureaucrates. Aujourd'hui, les progrès réalisés par les sciences en économie, en histoire, sur le plan culturel ou de la théorie de la connaissance, l'ont été parallèlement au mouvement communiste international par des intellectuels tels que Bettleheim, Amin, T.S. Kuhn...

Notre organisation a elle-même entretenu cela. Quelle place accordions-nous auparavant aux intellectuels? On leur disait qu'il fallait construire le parti, diffuser le journal, etc. Ce n'est pas la tradition théorique du mouvement marxiste-léniniste qui était en mesure de nous y intéresser. Par exemple, qu'est-il arrivé aux participants des revues culturelles "Chroniques", "Champs d'application" et "Stratégie" qui ont rallié EN LUTTE!? Leur ralliement a-t-il permis de donner une impulsion à la culture communiste?

Une politique d'ouverture de la revue est à favoriser, et beaucoup plus que la rédaction ne l'a fait jusqu'à présent. Comment la rédaction en est-elle arrivée à regrouper les huit ou dix participants du collectif sur les sciences que nous annonçait le no 235 du journal? Ont-ils répondu à un appel large de la revue ou ont-ils été parachutés? Pourquoi le restreindre à des "spécialistes" alors que les "amateurs" sont relégués aux oubliettes?

La rédaction se doit de susciter beaucoup plus le travail théorique et ce, dans toutes les directions. Elle se doit de diriger davantage la recherche des professeurs, étudiants dont beaucoup sont préoccupés à produire dans le cadre de leurs universités ou collèges, des travaux connexes à nos sphères d'intérêt, sans oublier les prolétaires "amateurs".

L'activité de la rédaction doit dépasser le cadre de la revue, inciter ces intellectuels à écrire dans d'autres revues, organiser des colloques publics, etc. La revue peut devenir notre organisateur sur le terrain théorique, tout comme notre journal pour l'agitation politique communiste.

En ce qui concerne les articles pertinents non endossés par la rédaction, elle n'a qu'à les précéder d'un commentaire.

Je n'ai pas d'opinion fixe sur la pertinence de signer les articles, mais nos principaux théoriciens ou intellectuels devront se faire connaître d'une manière ou d'une autre, tout comme nos principaux agitateurs.

Un lecteur de Montréal

A propos du dernier numéro

Une petite note pour vous offrir mes félicitations à propos du dernier numéro d'UNITÉ PROLÉTARIENNE: il était encore meilleur que le précédent! Je viens tout juste d'en terminer la lecture de la première à la dernière page et, à ma grande surprise, j'ai trouvé **tous** les articles stimulants! (...) Lors de la dernière assemblée du International Women's Day Committee, nous avons vendu 10 exemplaires de la revue en 20 minutes. Dans les semaines qui viennent, je recueillerai les réactions et je vous les centraliserai.

Non seulement la variété des sujets abordés était excellente, mais on sentait également que l'invitation au débat était présente partout. Je suis sûre qu'à Toronto les gens de la gauche qui ne font partie d'aucun groupe précis et qui n'ont jamais pris le temps de lire UNITÉ PROLÉTARIENNE seront agréablement surpris.

L'article qui m'a le plus intéressée était celui portant sur la constitution, et particulièrement sa conclusion. Cependant j'ajouterais que l'oligarchie des provinces de l'Est a un autre atout en main, soit la révolution technologique. Bien que je reconnaisse que le secteur manufacturier de l'Ontario traverse une crise, je vois néanmoins que les monopoles tentent fébrilement de faire une percée dans l'ère électronique, en remportant des succès assez considérables dans les domaines des communications, des services publics et des microprocesseurs. S'ils réussissent à "refaire une beauté" à la base industrielle de l'Ontario, cette chirurgie mettra fin à la baisse des profits et servira en quelque sorte d'amortisseur contre la concurrence des provinces de l'Ouest. J'aimerais qu'UNITÉ PROLÉTARIENNE publie bientôt un article sur la révolution technologique. Pour sa part du moins, le mouvement syndical ontarien commence à s'intéresser à cette question. (...)

J'apprécierais également que ces professeurs de psychologie publient d'autres articles! Le dernier était intéressant mais un peu trop avancé, c'est-à-dire bon pour des universitaires! Et pourquoi pas un autre article qui appliquerait l'approche de Wallon à un problème particulier, comme par exemple le pourquoi de la hausse des maladies mentales dans notre société, comment faire face au fait d'être célibataire, comment élever un enfant "libéré"...

Une lectrice de Toronto

Theoretical Review

(disponible en anglais seulement)

Theoretical Review
P.O. Box 3692
Tucson, Arizona, 85722

Abonnement pour un an: $8.00; Canada: $10.00; Abonnement de soutien: $12.00; Organismes: $15.00; à l'étranger (courrier aérien): $12.00. Prix à l'unité: $1.50; anciens numéros: $2.00. Les librairies doivent écrire pour information.

Le projet péquiste après 4 ans de pouvoir

15 novembre 1976, le Parti québécois (PQ) dirigé par René Lévesque remporte les élections provinciales avec 40.1% des votes. Pendant qu'au Canada anglais l'élection d'un parti "séparatiste" est vécue comme un choc, des dizaines de milliers de personnes au Québec accueillent cet événement comme un vent de libération. Bourassa, le premier ministre libéral, l'homme aux 100,000 promesses[1], ami de l'ITT et matraqueur du mouvement syndical est battu, même dans son propre comté.

Profitant du vaste mouvement de résistance syndicale au régime Bourassa, le PQ se fait élire en invoquant son "préjugé favorable aux travailleurs". Ajoutant une touche "raisonnable" aux mobilisations nationalistes de la fin des années 60, le PQ se présente comme la voie respectable de l'affirmation nationale du peuple québécois.

Mais, remisant son "préjugé favorable aux travailleurs" dans l'armoire des discours électoraux, le PQ n'a pas été long, une fois au pouvoir, à se mettre à "bâtir le Québec"[2] avec l'entreprise privée. De la souveraineté-association, version diluée du projet d'indépendance des "séparatistes" des années 60, le PQ en est rendu à la sauvegarde de l'"autonomie provinciale", slogan cher à l'ancien premier ministre Duplessis.

Que nous apprennent les réalisations législatives du gouvernement péquiste sur la nature de ce parti et des intérêts qu'il représente? Quel sens faut-il donner à la remontée du Parti libéral (PLQ) de Claude Ryan? Quels sont finalement les enjeux de la prochaine confrontation électorale entre le PQ et le PLQ? Voilà les questions auxquelles nous allons tenter de répondre dans cet article.

Le modèle québécois

"Il fallait reprendre le souffle qu'avait lancé la Révolution tranquille et l'aménager aux circonstances des années que nous traversons. C'est pourquoi délibérément, nous avons voulu que l'Etat prenne le leadership. Que ce soit avec l'assurance-automobile ou la **Société nationale de l'amiante** *(SNA), toutes nos orientations visaient çà (...). Dans ce sens, la social-démocratie québécoise nous la vivons. Car, l'intervention de l'Etat (...) ne sert finalement qu'à une seule chose: la prise en main par les Québécois et pour les Québécois de leur devenir économique, en symbiose avec les réalités dont nous devons tenir compte"*[3].

Voilà comment Bernard Landry, le ministre d'Etat au développement économique dans le gouvernement Lévesque, décrit le "modèle québécois" de social-démocratie. Essentiellement, ce projet peut se définir en quatre idées, intimement reliées, et dont l'origine historique remonte à la "Révolution tranquille" des années 60. Ces idées, on peut les résumer en quatre mots:

— un **objectif:** la prise en main par la bourgeoisie québécoise du développement capitaliste du Québec;

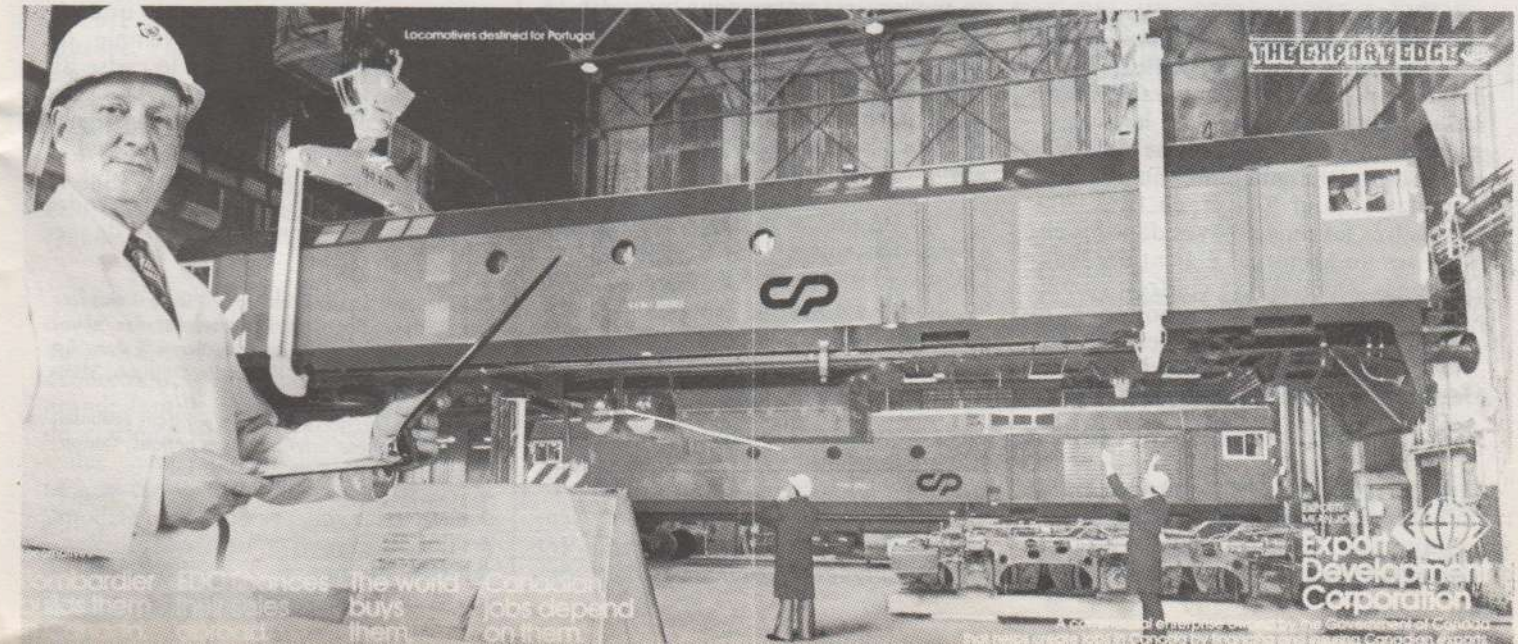
— un **instrument** privilégié: l'Etat provincial du Québec transformé, si possible, en Etat national souverain;

— une **tactique** face au mouvement ouvrier: celle du "préjugé favorable aux travailleurs";

— et enfin, une **alliance:** qui tient compte des "réalités", avec le grand capital non québécois, et américain en particulier.

1. **Bourassa s'était fait élire en promettant 100,000 emplois... qui eurent plutôt des allures de 100,000 chômeurs.**
2. **Titre du document économique principal du gouvernement péquiste.**
3. **Bernard Landry dans l'hebdomadaire FINANCE du 1-12-80, p. 2.**

Bombardier, un monopole québécois qui a su se faire une place dans le club des grands bourgeois canadiens.



"Maîtres chez nous"

"La prise en main par les Québécois et pour les Québécois de leur avenir économique", voilà donc l'objectif du "modèle québécois". Et ce "devenir économique", est-il besoin de le préciser, c'est le devenir économique **capitaliste** du Québec. "Maîtres chez nous" disait le Parti libéral de la Révolution tranquille des années 60. Et c'est ainsi en effet que, depuis 20 ans, les "maîtres de chez nous", les bourgeois francophones du Québec se sont hissés à la tête de véritables monopoles indutriels, financiers et commerciaux.

Bombardier, Normick-Perron, Québécor, Papier Rolland, Télé-Métropole, Simard Beaudry, Vachon, Provigo, United Auto Parts, Campeau Corporation, Hydro-Québec, Mouvement Desjardins, Sidbec-Dosco, Société générale de financement (SGF), Caisse de dépôt et de placement, ce ne sont là que quelques noms, parmi les plus importants, qui illustrent l'essor des entreprises privées ou publiques sous contrôle québécois. A cela il faut ajouter le rôle important joué par les bourgeois francophones dans certains empires financiers canadiens tel Power Corporation dirigé par Paul Desmarais, et qui comptait $6,236 millions d'actifs en 1975. De plus, à l'intérieur même des entreprises qui échappent au contrôle du capital québécois, on a vu, depuis vingt ans, une pénétration importante de cadres québécois francophones.

Cette promotion des bourgeois francophones est confirmée par l'évolution des statistiques qui démontre que l'écart des salaires entre les cadres anglophones et francophones à Montréal ne cesse de s'amenuiser, passant de 51% en 1961 à 32% en 1970 et à 15% en 1977. Et si on examine la situation des 15% de cadres ayant les meilleurs salaires, on constate une montée fulgurante des francophones. En 1961, les francophones ne constituaient que 44% des cadres de cette catégorie. En 1971, ils comptaient pour 57% et, en 1977, 70% des cadres les mieux payés dans les entreprises de Montréal étaient des francophones. De plus, ces chiffres, compilés par le Conseil économique et publiés dans le journal Le Devoir (24-2-81), ne tiennent pas compte de l'impact de la loi 101 adoptée par le gouvernement péquiste.

Mais, cet objectif de renforcement de la bourgeoisie québécoise n'est pas spécifique au Parti québécois. Il est partagé de fait par tous les partis bourgeois au Québec, y compris par les fractions québécoises des partis fédéraux. Aussi, ce qui fait la particularité du "modèle québécois" du PQ, c'est la stratégie pour réaliser cet objectif.

L'Etat au service de l'entreprise

Au coeur de cette stratégie, il y a un instrument privilégié, l'Etat. En effet, comme l'explique Parizeau, le ministre des Finances:

"Au Québec, il faut faire intervenir l'Etat, c'est inévitable. C'est ce qui nous donne une allure plus à gauche. Si nous avions au Québec vingt-cing entreprises Bombardier (important monopole industriel québécois qui exporte plus de la moitié de sa production — NDLR) et si nous avions des banques très importantes, la situation serait peut-être différente"[4].

Pelletier, Marchand et Trudeau en 1965. Au Québec on les a appelés les "trois colombes". Au Canada anglais, on a surtout parlé du "french power"...

Il est donc clair que l'intervention de l'Etat est conçue par le PQ comme un moyen de suppléer à la faiblesse relative de la bourgeoisie québécoise, comme un moyen en somme pour créer 10, 15 ou 25 Bombardier. Voilà pourquoi, dans ce "modèle québécois", la reconnaissance du rôle moteur de l'Etat se marie parfaitement avec une profession de foi envers le "secteur privé comme agent économique de premier plan"[5].

Yves Bérubé, le ministre de l'Energie et des Ressources, et responsable de l'Hydro-Québec, devait expliquer plus en détails ce mariage, d'intérêt il va sans dire. C'est ainsi qu'il distingue trois étapes dans ce "modèle québécois" de développement.

"La première étape, qui semble maintenant complétée avec la relance de toutes les sociétés d'Etat vers la profitabilité, est celle du savoir-faire. Rentables et dynamiques, les sociétés d'Etat témoignent de leur réussite"[6].

Donc, la première étape de ce modèle péquiste: rentabiliser les sociéts d'Etat, c'est-à-dire en faire des entreprises capables de faire des profits. Cela étant accompli, il s'agit, dans une seconde étape, d'en faire profiter l'entreprise privée: *"Nous en sommes maintenant à la deuxième étape, celle de la participation étroite avec l'entreprise privée québécoise dans de grands projets moteurs"*[7].

En somme, il s'agit ici pour l'Etat de mettre au point des "projets moteurs" qui vont permettre à des entreprises québécoises de percer dans de nouveaux secteurs. Bérubé donne une série d'exemples de ces projets conjoints avec l'entreprise privée et les sociétés d'Etat. Dans le papier, c'est la création de deux papeteries (**Normick-Donohue** et **Papeterie du bas St-Laurent**) où deux sociétés d'Etat, la **SGF** et **Rexfor** fournissent 50% du capital. C'est le cas aussi de l'amiante où le PQ a créé une nouvelle société d'Etat, la **Société nationale de l'amiante** (SNA), qui va lancer des projets conjoints avec **Distex** et **Lupel-Amiante**. Dans le domaine minier, c'est la société d'Etat **SOQUEM** qui va s'associer avec l'entreprise privée directement ou par des royautés dans toutes ses mines. Dans le domaine de la pétrochimie, la **SGF** va prendre une participation de 35% dans l'important complexe de **Petromont**. Dans le domaine de l'agro-alimentaire, **SOQUIA** va s'associer en tant que partenaire minoritaire avec l'entreprise québécoise. L'objectif est ici non seulement d'ouvrir la voie aux capitalistes québécois en élaborant avec eux des projets d'envergure, mais aussi de fournir un "capital de risque" et l'expertise nécessaire pour forcer la concurrence.

Voilà pourquoi, de poursuivre Bérubé, "ces associations renforcent nettement nos entreprises québécoises"[8]. Et il donne l'exemple de Normick-Perron qui, dans le cadre du projet Normick-Donohue d'Amos, a "fait son entrée **dans les grandes lignes** de la production du papier journal"[9]. Voilà comment, avec l'aide de l'Etat, le capital québécois commence à prendre place dans les "lignes majeures" de sec-

---

4. **Jacques Parizeau, cité par Pierre Fournier, "projet national et affrontement des bourgeoisies québécoise et canadienne", dans** *La chance au coureur*, **Nouvelle Optique, Montréal, 1978, p. 49.**
5. *Bâtir le Québec*, **Enoncé de politique économique, Synthèse, orientations et actions, Gouvernement du Québec, 1979, p. 168.**
6. **Yves Bérubé dans FINANCE du 1-12-80, p. 3.**
7. **Idem**
8. **Idem**
9. **Idem**

Ryan et Trudeau, pour le Canada, mais pas le même projet.

teurs qui, tels le papier, sont dominés par le capital américain ou ontarien.

Nous en arrivons donc à la "troisième étape du modèle québécois en autant que les sociétés d'Etat sont concernées: l'émergence de nos entreprises privées grâce au support des sociétés d'Etat"[10]. Et c'est ainsi que la social-démocratie québécoise entend créer 10, 15, 25 Bombardier!

Mais, toute cette stratégie du "modèle québécois", avec ses multiples étapes, serait sans doute de peu d'efficacité si elle ne s'accompagnait pas d'une **tactique précise visant à obtenir l'appui du mouvement ouvrier** et, en premier lieu, des appareils syndicaux. Cette tactique, elle porte l'étiquette de la social-démocratie. C'est ce que le PQ a appelé lui-même son "préjugé favorable aux travailleurs".

Car, comme l'affirme **Bâtir le Québec**, "les objectifs proposés par cet énoncé de politique économique ne pourront être atteints que dans la mesure où tous les intéressés — le patronat, les syndicats, les coopératives, la population et l'Etat — uniront leurs efforts pour réaliser pleinement le Québec"[11].

Aussi, pour le PQ, le symbole même de la "social-démocratie québécoise" aura été la tenue de divers sommets économiques qui, comme dans une grande famille, réuniront les présidents de compagnie, les présidents de centrales syndicales et les ministres de l'Etat... Sous cette baguette magique du "modèle québécois", on verra même l'"idéal coopératif" vibrer au diapason de la paix sociale. Car, comme le déclarait Duhaime, le ministre de l'Industrie et du Commerce:

"En Amérique, l'économie s'est davantage caractérisée par des affrontements entre patrons et syndicats. Les coopératives ouvrent une porte de sortie"...[12].

Quand concurrence rime avec alliance

"Prise en main par les Québécois et pour les Québécois de leur avenir économique" certes, mais ajoute le ministre Landry, "en symbiose avec les réalités dont nous devons tenir compte". En d'autres mots, si le "modèle québécois" vise à développer l'emprise du grand capital québécois sur l'économie capitaliste du Québec, il ne peut faire autrement que de tenir compte de certaines "réalités", à savoir la forte présence au Québec d'un grand capital monopoliste contrôlé de Toronto ou de New-York. Voilà pourquoi, tout en s'appuyant sur l'Etat pour développer ses 25 Bombardier, la bourgeoisie nationaliste québécoise doit agir en "symbiose", c'est-à-dire en "association durable et réciproquement profitable"[13] avec le capital canadien-anglais ou étranger, américain surtout.

Ainsi, avant même qu'il n'entame son programme législatif, on a vu René Lévesque revêtir la redingote pour aller présenter ses états de service aux financiers américains du très sélect Economic Club de New-York. Et, dans cette foulée, le PQ se serait même rallié les gros monopoles comme l'ALCAN, deuxième producteur mondial d'aluminium. Comme le déclarait Landry, "ils nous ont compris (...). Entre l'ALCAN et nous existe maintenant un climat de collaboration"[14]!

Les limites du projet péquiste

"Aucun gouvernement n'a autant de contact que nous avec le monde des affaires"[15] déclarait un autre ministre du PQ. Et pourtant, bien rares sont ceux, parmi les hommes d'affaires québécois, qui ont appuyé le "oui" lors du référendum sur la souveraineté-association. Ainsi, malgré tous les compromis "étapistes" qu'il aura fait pour diluer son projet constitutionnel, malgré l'appui des appareils syndicaux et surtout de la FTQ, malgré le ralliement du chef de l'Union nationale, Rodrigue Biron, qui a même dû démissionner de son parti pour passer dans le camp du "oui", le référendum a été un échec pour le PQ alors qu'une majorité de près de 60% a refusé de donner au gouvernement le mandat de négocier la souveraineté-association[16].

Option Québec ou option Canada

Finalement, ce revers du PQ repose, dans un nouveau contexte, le grand débat politique qui confronte la bourgeoisie québécoise depuis une dizaine d'années. Il faut rappeler en effet que le référendum de mai 80 est l'aboutissement direct de l'"option Québec"[17] dont la formulation remonte en fait à 1967, alors que René Lévesque tournait le dos à l'"option Canada" du Parti libéral du Québec (PLQ). Il est remarquable en effet de constater comment le Livre blanc sur la souveraineté-association présenté avant le référendum est en parfaite continuité avec le manifeste

---

10. Idem
11. *Bâtir le Québec*, ouvrage cité, p. 3.
12. Yves Duhaime dans FINANCE du 1-12-80, p. 3.
13. Comme le dit le Petit Robert (1), le dictionnaire de la langue française.
14. Bernard Landry dans FINANCE du 1-12-80, p. 9.
15. Denis de Belleval dans FINANCE du 1-12-80, p. 3.
16. Pour une analyse détaillée des résultats du référendum, voir UNITÉ PROLÉTARIENNE, no 22.
17. L'expression est de René Lévesque dans le livre *Option Québec* est à l'origine du PQ.

pour "un Québec souverain dans une nouvelle union canadienne" présenté par René Lévesque au congrès du PLQ en octobre 1967. Lévesque écrivait alors:

"Il faut que nous osions saisir pour nous l'entière liberté du Québec. (...) Cela signifie que le Québec doit devenir au plus tôt un Etat souverain"[18]. En même temps, explique Lévesque, *"il n'y a aucune raison pour que les voisins que nous serons (Canadiens et Québécois) ne demeurent pas, librement, des associés et des partenaires d'une entreprise commune"*[19].

A l'opposé de ce manifeste, Paul Gérin-Lajoie, le père de la réforme de l'éducation, va présenter un rapport prônant le maintien d'un fédéralisme basé sur une nouvelle constitution qui accorderait un statut particulier et des pouvoirs accrus pour le Québec. Condamnant le "séparatisme sous toutes ses formes", le rapport met de l'avant la défense des revendications du Québec à partir des institutions actuelles, plutôt que de "mettre gravement en danger sa vie économique"[20]. C'est ce qu'on pourrait appeler l'"option Canada" qui vise à renforcer le poids de l'Etat québécois sans remettre en question les institutions fédérales qui garantissent l'existence du marché canadien.

En réalité cependant, cette "option Canada" est beaucoup moins limpide qu'elle n'y paraît à première vue. D'abord, la revendication du PLQ pour la reconnaissance légale dans la constitution canadienne d'un "statut particulier" pour le Québec apparaît en 1967 comme un projet politique illusoire. La monopolisation du capital québécois est en effet beaucoup trop récente encore pour être en mesure d'imposer aux autres bourgeois canadiens une telle mesure politique. Politiquement, cela se traduit par l'isolement du gouvernement québécois face au front uni du fédéral et des provinces anglophones, front uni qui s'inscrit dans une longue tradition de chauvinisme anti-francophone.

Mais, cette unanimité contre l'autonomisme du Québec n'empêche pas le développement de rivalités économiques croissantes à l'échelle du Canada. Ces rivalités se manifestent au niveau politique par une suite de gouvernements minoritaires à Ottawa. C'est dans ce contexte de crise de la politique fédérale que Jean Marchand, qui vient de quitter la présidence de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Gérard Pelletier, éditorialiste congédié de La Presse, et Pierre Elliot-Trudeau, un intellectuel millionnaire bien connu pour ses écrits dans la revue réformiste **Cité libre**, décident de joindre les rangs du Parti libéral fédéral. Le 25 juin 1968, les élections conduiront à la victoire de Pierre Elliot-Trudeau et au premier gouvernement majoritaire depuis 10 ans à Ottawa.

Qualifiée de "traîtrise" par les nationalistes, l'arrivée des "trois colombes"[21] à Ottawa correspond néanmoins aux intérêts d'une bonne partie de la bourgeoisie au Québec, qui y voit le moyen de profiter davantage de l'intervention de l'Etat fédéral. A ce titre, la politique du bilinguisme officiel et les millions en subvention du ministère de l'Expansion économique régionale (MEER), dirigé par Jean Marchand, sont perçus effectivement comme un moyen de promotion des bourgeois francophones. D'un côté, la loi sur les langues officielles, patronnée par Gérard Pelletier en 1969, était destinée à renforcer la présence et l'influence des francophones au sein de l'Etat central. De l'autre, le MEER devait lutter contre les inégalités régionales. En d'autres mots, il s'agissait de prouver que l'Etat central, accaparé depuis les débuts de la Confédération par les financiers de Toronto, pouvait aussi servir les intérêts des bourgeois des autres régions. Parmi les projets subventionnés par le MEER et complétés au 31 décembre 78, 60% viennent du Québec, ce qui représente 41% du total des subventions et 59% des emplois créés.

On a donc ici clairement deux options politiques qui évoluent parallèlement. L'une, représentée par le "French Power" à Ottawa, est une tentative d'investir l'Etat fédéral pour y défendre les intérêts d'une bourgeoisie québécoise qui veut profiter des "bienfaits" du capitalisme canadien. C'est ainsi que le Parti libéral de Trudeau a réussi depuis 15 ans, presque sans interruption, à constituer un gouvernement majoritaire à Ottawa en s'appuyant sur une députation massivement libérale au Québec. Mais, malgré certaines percées, ce "French Power" à Ottawa est en grande partie une illusion électorale. Car, le maintien au pouvoir du Parti libéral fédéral dépend essentielle-

"Envoyons de l'avant nos gens", le slogan de l'Opération solidarité économique pour forcer la monopolisation des petites et moyennes entreprises québécoises.

---

18. René Lévesque, "Manifeste", 15 septembre 1967, La Presse, 12-10-67; cité par Roch Denis, *Luttes de classes et question nationale au Québec 1948-1968*, PSI-EDI, Montréal, Paris, 1979, p. 458.
19. Idem
20. Rapport du comité des affaires constitutionnelles au congrès du PLQ en octobre 1967; cité par Roch Denis, ouvrage cité, p. 457.
21. Les chauvins anglophones préféreront l'image du "French Power" à celle, retenue au Québec, des colombes pacifistes et réformistes... On se souviendra que Trudeau a gagné les élections de juin 68 sur le thème de la "société juste".

ment du fait qu'il continue à servir d'instrument au pouvoir politique d'une oligarchie financière dominée par des intérêts ontariens. Ce n'est d'ailleurs pas un fait anodin que Pelletier et Marchand aient décidé de quitter la politique fédérale active devant l'impossibilité de faire contrepoids à l'influence politique déterminante des ministres anglophones, ontariens en particulier. Rappelons-nous que Marchand, par exemple, a démissionné avec fracas après que le gouvernement fédéral ait décidé de céder à la grève des contrôleurs anglophones contre l'utilisation du français dans l'espace aérien du Québec!

L'autre voie, bien entendu, aura été celle de René Lévesque qui, au moment où Trudeau prenait le pouvoir à Ottawa, créait le Parti québécois qui devait le mener au pouvoir au Québec. Or, l'"option Québec", au-delà de la "social-démocratie québécoise", qui peut en bonne partie se satisfaire des limites d'un Etat provincial, est une tentative de coup de force politique de la part de l'aile la plus nationaliste de la bourgeoisie québécoise. La stratégie péquiste de souveraineté-association consiste essentiellement à proclamer, à tout le moins sous la forme d'un mandat électoral ou référendaire, la souveraineté du Québec pour forcer sur cette nouvelle base une nouvelle association avec le Canada anglais. L'"option Québec" n'est donc pas si éloignée que cela dans le fond du "statut particulier" du PLQ des années 67. Car, dans un cas comme dans l'autre, l'objectif visé est l'accroissement des pouvoirs de l'Etat québécois dans le cadre du maintien d'un marché canadien unique. Bien sûr, il existe une différence de stratégie fondamentale entre ces deux options, à savoir le retrait du Québec de l'Etat fédéral au profit de traités bilatéraux entre deux Etats juridiquement souverains.

Mais, malgré les compromis incessants du PQ par rapport à sa propre stratégie, la grande majorité des capitalistes québécois a rejeté la souveraineté-association lors du référendum du 20 mai 80. Pourquoi? Parce que le grand capital québécois est déjà en mesure d'élargir ses bases à l'ensemble du marché canadien et ainsi de se donner la force de pénétrer le marché américain. Pour les monopoles québécois, l'existence d'un pouvoir central est vu comme une chose nécessaire pour garantir l'existence de ce marché canadien et pour agir avec plus de force sur le marché international. En réalité, le grand capital québécois est bien plus intéressé aujourd'hui à investir dans l'Ouest et à se garantir des sources fiables de pétrole et de gaz qu'à établir un marché préférentiel à l'intérieur des frontières québécoises.

Finalement, la petite et moyenne entreprise (PME) aime bien, certes, OSEr[22] avec le gouvernement péquiste. Le problème cependant, c'est que les PME ont aussi un besoin vital du marché canadien pour se développer, et OSERr précisément! Voilà pourquoi leur nationalisme ne peut pas aller jusqu'à prendre le risque de perdre ce marché en s'inscrivant dans le projet de souveraineté-association du PQ. Car, le PQ aura beau faire l'apologie de l'esprit démocratique et de "gentlemen" des bourgeois canadiens-anglais(!), les capitalistes québécois — et tout homme sensé — ne sont quand même pas assez naïfs pour croire à cette fabulation du "parfait amour" après le divorce... Or, rien ne serait plus néfaste à la bourgeoisie québécoise qu'un protectionnisme du Canada anglais. Aussi, la présence au Québec de l'Etat fédéral, de ses sociétés d'Etat et des contrats qui s'y rattachent, porte en elle-même de dangereux risques de représaille économique.

Voilà pourquoi, quand on examine objectivement les choses, on n'a pas à s'étonner que le référendum sur la souveraineté-association soit apparu, ultimement et au-delà des considérations tactiques, comme une lutte entre deux voies, entre deux pouvoirs bourgeois symbolisés par deux premiers ministres francophones, Trudeau à Ottawa et Lévesque à Québec.

Ryan et la nouvelle option Canada

Mais, si Lévesque a perdu le référendum, Trudeau, lui est à la veille de partir. Même qu'il avait déjà démissionné après sa défaite momentanée aux mains de Joe Clark en mai 79. Et, il n'y a pas de doute que son retour et sa réélection en février 80 soient dus pour une bonne part à l'échéance référendaire qui se dessinait au Québec. Mais, comme on le voit avec la crise actuelle suscitée par le projet de rapatriement unilatéral de la constitution, la crise politique au Canada, bien loin de s'estomper, ne fait que s'approfondir. Car aujourd'hui, la bourgeoisie nationaliste québécoise n'est plus la seule à contester l'hégémonie des financiers de Toronto. Avec la crise de l'industrie manufacturière en Ontario, et l'essor du capitalisme au Québec et dans les provinces de l'Ouest, le rapport de force entre les bourgeois des diverses régions du Canada s'est modifié considérablement[23]. C'est ainsi que se fait jour, au Québec en particulier, une nouvelle "option Canada", une stratégie qui vise à s'appuyer sur les Etats provinciaux afin de forcer un changement politique au niveau de l'Etat central lui-même.

Il faut voir en effet que si le projet de souveraineté-association allait au-delà des possibilités politiques de la bourgeoisie québécoise, un "autonomisme" qui ne déboucherait pas sur un projet cohérent de refonte de l'Etat fédéral serait en deçà du potentiel économique d'une bourgeoisie québécoise de plus en plus solide et qui dispose aujourd'hui d'alliés dans d'autres régions du Canada.

On comprend donc mieux aujourd'hui pourquoi Claude Ryan, le chef actuel du PLQ, après avoir critiqué

Lancement de l'Opération solidarité économique (OSE) avec Jean-Paul Létourneau de la Chambre de commerce du Québec (debout) et Louis Laberge de la FTQ (à sa droite).

22. OSE, Opération solidarité économique est un vaste programme de subventions instauré par le gouvernement péquiste en vue d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à se développer et à devenir plus moyennes que petites, et plus grandes que moyennes...

23. Pour une analyse plus développée de cette évolution du rapport de force au sein de la bourgeoisie canadienne, voir UNITÉ PROLÉTARIENNE, no 23, *Les bases économiques de la crise constitutionnelle.*

la faiblesse politique du gouvernement Bourassa, après avoir salué, du temps où il était éditorialiste au Devoir, les "bons coups" du PQ, se présente aujourd'hui comme le représentant le plus éclairé des intérêts de la bourgeoisie québécoise. Ayant abandonné l'illusoire projet de "statut particulier", le projet politique de Ryan consiste à s'appuyer sur l'Etat provincial québécois, non pas pour le constituer en Etat "souverain-associé" comme le propose le PQ, mais plutôt pour forcer un changement politique au niveau du pouvoir central lui-même. C'est en ce sens que Ryan tente de se présenter aujourd'hui comme le seul capable d'affronter Pierre Elliott Trudeau, alors que le PQ, depuis l'échec du référendum en est réduit à défendre l'autonomie provinciale, à la manière de Maurice Duplessis dans les années 50.

Mais, outre cet échec du projet de souveraineté-association, le "modèle québécois" ne va pas sans heurter les intérêts d'une partie de la bourgeoisie québécoise. "Le Québec est véritablement devenu un paradis de la PME"[24] devait affirmer le ministre Landry. Il faut voir cependant que le "paradis de la PME" dont parle le PQ a pu, pour certains, prendre des allures d'enfer. La stratégie du PQ consiste en effet à élargir la monopolisation du capital québécois en se servant de l'Etat pour centraliser les PME. Sauf que cela ne va pas sans une résistance à la monopolisation de la part de plusieurs petits capitalistes. Ce n'est pas pour rien que dans **Bâtir le Québec**, le PQ est amené à faire un portrait peu élogieux d'une couche importante de petits chefs d'entreprise. Le document du PQ déplore en effet que plusieurs d'entre eux aient peur du risque et préfèrent se payer le gros bungalow et la grosse cadillac plutôt que de réinvestir les profits. Ces parvenus, dont le pouvoir est important dans les commissions scolaires et les municipalités, voient avec méfiance l'omniprésence de l'Etat et la montée de cette "nouvelle classe d'entrepreneurs qui mettent davantage l'accent sur le niveau de production et de pénétration des marchés que sur les profits à court terme et qui s'orientent vers des entreprises débordant le cadre familial et les secteurs traditionnellement réservés aux francophones"[25].

C'est d'ailleurs en utilisant le mécontentement de cette couche de petits capitalistes que le PLQ de Claude Ryan entend reprendre le pouvoir. Ainsi, le programme du PLQ qui, pour l'essentiel, maintient les réformes du PQ, entend jouer à plein, en même temps, la carte de l'antibureaucratisme et de l'antitechnocratisme. C'est ainsi que le PLQ promet une décentralisation administrative vers les commissions scolaires et les municipalités, tout en limitant le rôle d'initiative des sociétés d'Etat.

Voter moins pire?

Une certaine gauche au Québec aime bien présenter Claude Ryan comme étant le Ronald Reagan du Québec. C'est aussi la tactique du PQ qui, n'ayant rien de neuf à proposer, se présente comme le garant des réformes passées contre la volonté de retour en arrière prêtée à Claude Ryan. Certes, le programme du PLQ est plus près, dans son langage à tout le moins, de l'idéologie libérale traditionnelle que de l'idéologie technocratique qui caractérise le PQ. Visiblement, le PLQ entend s'appuyer sur la résistance des élites locales à la centralistion, sur le mécontentement des minorités nationales face au nationalisme méprisant du PQ. Certes, le PLQ entend bien davantage s'appuyer sur les AFEAS[26] que sur les bureaucraties syndicales. Mais, quant au fond, le programme du PLQ est tristement semblable à celui du PQ. Et pour ce qui est des retours en arrière, il faut dire que le PQ, en particulier dans le domaine de l'éducation, s'est lui-même lancé dans de véritables projets de contre-réformes.

Certains vont s'efforcer de nous faire croire que l'enjeu de la prochaine élection au Québec, ce serait de barrer la route à "l'extrême droite" de Claude Ryan. Voilà pourquoi ils nous ressortent leur formule magique de l'"appui critique au PQ" et du "voter moins pire". La réalité, c'est que, en 1981 encore davantage qu'en 1976, la classe ouvrière n'a rien à gagner à l'élection de l'un ou l'autre parti bourgeois. Quel que soit le gagnant le soir de l'élection, la vraie bataille va commencer dès le lendemain, et dans la rue. Pour les organisations ouvrières et populaires, l'effervescence électorale doit être une occasion pour défendre nos revendications et pour confronter les partis bourgeois. Que la bourgeoisie soit divisée, c'est tant mieux, pourvu qu'elle ne réussisse pas à engager le peuple dans ses divisions de clique. On doit, au contraire, y répondre en construisant notre propre front.

---

24. Bernard Landry dans FINANCE du 1-12-80, p. 9.

25. *Bâtir le Québec*, **ouvrage cité, p. 2.**

26. AFEAS: Association féminine d'éducation et d'action sociale, une organisation féminine traditionnelle.

COMPRENDRE à la librairie politique

Des livres pour...

SUGGESTIONS DE LECTURE POUR L'ÉTUDE DU RÉVISIONNISME

Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme. F. Engels (ELEP): brève description de l'évolution de l'homme en fonction du travail qu'il accomplit 0.30

Socialisme utopique et socialisme scientifique F. Engels (ELEP): ouvrage fondamental expliquant l'évolution des idées socialistes dans la conjoncture économique et de luttes du mouvement ouvrier depuis l'avènement du capitalisme jusqu'en 1880 .....0.40

Manuel d'économie politique. Académie des Sciences de l'URSS (Ed. Norman Béthune): ouvrage de base expliquant les modes de production précapitalistes et décrivant tous les éléments du mode de production capitaliste 7.50

Histoire économique des grands pays capitalistes. Edition du peuple — Pékin: précis d'histoire du développement économique de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Japon — du Moyen-Age jusqu'en 1945 ..10.75

librairie L'ETINCELLE

MONTREAL
325 Ste-Catherine est,
Montréal, Qué.
tél: (514) 844-0756

QUEBEC
110 St-Vallier ouest,
Québec, Qué.
tél: (418) 522-2186

Conférence sur *Le socialisme dans les années 80*

Un débat à poursuivre...

La gauche au Canada-anglais est engagée dans un double processus qui consiste à évaluer les actions qu'elle a entreprises ces dernières années et à explorer celles à poser dans l'avenir. C'est du moins ce qu'on peut conclure à la fois de la parution récente de certaines publications et d'une conférence tenue en Colombie-Britannique à la fin janvier.

La sobriété peut certainement le mieux qualifier le climat qui régnait lors de cette conférence intitulée *Le socialisme dans les années 80*. La place n'était ni à l'euphorie délirante ni aux proclamations fracassantes: en présentant leurs idées les participants lançaient plutôt des pistes. Il en est alors résulté une plus grande ouverture à des points de vue différents. Cet esprit de tolérance a même surpris certains participants qui se sont mis à s'interroger sur les causes de cette situation. S'agissait-il là d'un phénomène régional? Ne serait-ce pas plutôt une situation mondiale en pleine effervescence et l'échec de nombreux espoirs qui ont amené un nombre toujours plus grand de progressistes à ouvrir la porte à un débat approfondi.

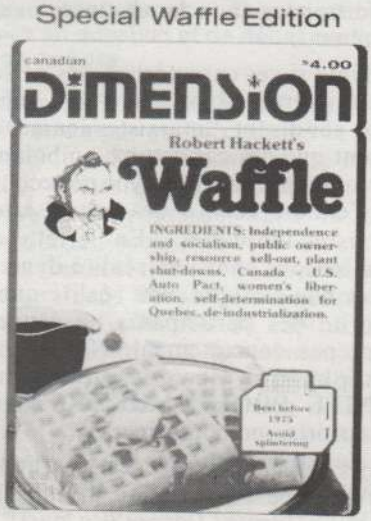
Lors de la conférence, cette ouverture s'est étendue aux idées marxistes-léninistes, idées qui étaient exclues du projet initial de plate-forme de la conférence, idées qu'au départ la plupart des participants rejetaient du revers de la main comme dogmatiques, idées qui sont encore considérées avec un scepticisme particulier.

Le socialisme dans les années '80 tel était le thème de la conférence qui s'est tenue en Colombie-Britannique du 23 au 25 janvier. Y ont participé en grande majorité des universitaires de tout le Canada-anglais. Plusieurs occupent une place importante dans des revues politiques et culturelles de la gauche comme Cy Gonick, de la rédaction de **Canadian Dimension**, et John Saul, de **This Magazine.** D'autres, en plus d'écrire et d'enseigner, militent dans des mouvements populaires: Jack Warnock du mouvement écologiste et antinucléaire; Heather Jon Mulroney du mouvement des femmes; Norman Penner et Phil Resnick, l'organisateur de la conférence, actifs dans la défense du droit à l'autodétermination du Québec lors du référendum du 20 mai; John Saul, actif dans le soutien aux mouvements de libération africains.

Malgré le thème central de la conférence, les exposés ont abordé une mosaïque de sujets. On a ainsi assisté à des panels pour évaluer les résultats de la lutte pour le socialisme dans le monde, la montée des forces de droite, la crise économique internationale, le mouvement des femmes, le mouvement écologique, la morale socialiste, les forces et les faiblesses des organisations social-démocrates (le CCF-NPD) et marxistes-léninistes (principalement le Parti communiste)... et d'autres sujets également.

Et tout cela en deux jours!

Plutôt que de passer en revue chacun des panels, malgré l'importance propre de chacun, il semble davantage approprié ici d'essayer de cerner certains courants qui ont animé les discussions, certaines questions qui doivent être mises à l'ordre du jour d'un débat approfondi au sein de la gauche canadienne **dans son ensemble.**



En novembre dernier, la revue de Winnipeg, Canadian Dimension, conscrait un numéro entier à l'histoire de la lutte du Waffle au sein du NPD.

Parmi les questions abordées, soulignons en premier lieu, celle du caractère de la lutte pour "l'indépendance" tant au Canada-anglais qu'au Québec et de l'importance à y accorder, une question soulevée dans plus d'un atelier. Deuxièmement, celle de l'organisation politique: les commentaires de plusieurs participants mêlaient, unissaient et opposaient les mouvements de masse, les formations social-démocrates, les formations d'avant-garde. Troisièmement, la conférence a clairement mis sur la table, le problème non résolu de la transition des luttes de libération nationale victorieuses vers la construction du socialisme.

Enfin, notons la question du marxisme lui-même en tant que méthode d'analyse, question qui n'a pas été directement abordée. Au contraire, les diverses approches employées par les participants n'ont généralement pas soulevé de commentaires. Mais dans les discussions à venir, la gauche devra, avec une certaine rigueur, se poser cette question: le matérialisme historique (le marxisme) est-il **la** méthode d'analyse de la société et, si oui, quels en sont précisément les principaux éléments?

Indépendance et socialisme

La défaite de l'option du "oui" lors du référendum québécois a représenté une importante toile de fond de la conférence. La confusion et le malaise qui, suite au référendum, ont marqué des militants socialistes québécois partisans du "oui" ont été ressentis par des progressistes du Canada-anglais qui voyaient aussi le nationalisme comme un pas en avant. Pour eux, ce dernier recul de la voie de l'indépendance vers le socialisme s'inscrit dans la même ligne que l'effondrement antérieur du Waffle au Canada-anglais. (Juste avant la conférence, c'est-à-dire dans son numéro de décembre 1980, **Canadian Dimension** publiait d'ailleurs un numéro spécial qui se penchait sur **cet** échec du mariage de l'indépendance et du socialisme.[1])

Ces reculs en ont poussé plusieurs à s'interroger sur la voie de l'indépendance et du socialisme. Mais, malgré ces reculs, ce questionnement

1. **Une évaluation de ce numéro de Canadian Dimension a été publiée dans le journal EN LUTTE!, nos 239 et 240.**

est demeuré hésitant lors de la conférence. Phil Resnick semblait le plus disposé à reconsidérer cette perspective. En premier lieu, il a carrément souligné que "la gauche doit apprendre que le nationalisme n'est pas un raccourci vers le socialisme". Les faits eux-mêmes, tel le référendum québécois, nous l'ont montré. En second lieu, il faut voir qu'à l'échelle canadienne, les gestes de Trudeau, particulièrement en ce qui a trait à l'expansion de Petrocan, montrent combien la lutte pour l'indépendance nationale risque d'être tronquée pour servir des fins capitalistes.

Resnick aurait pu ajouter que, dix ans plus tard, on ne peut manquer de constater avec ironie que les principales revendications du Waffle sur la nationalisation des ressources naturelles sont aujourd'hui également défendues par un vieil **ennemi** du Waffle, soit Ed Broadbent, l'homme qui a fait expulser le Waffle du NPD. Broadbent ne représente aucune menace au capital canadien. C'est tout le contraire, il oeuvre consciemment à en améliorer la position compétitive dans le monde.

Mais, selon Resnick et d'autres participants, l'élection de Reagan à la présidence des Etats-Unis et les politiques continentales de ce dernier — cette montée de la réaction (étrangère) — appellent les socialistes canadiens à redoubler d'effort pour "défendre le Canada". Par cette excuse, par cette réserve, par ce "mais" rempli de sens, les progressistes peuvent redonner vie à des activités qui pourraient suivre les traces du Waffle qui suivait lui-même les traces du Parti communiste du Canada, dont plusieurs ex-membres ont été impliqués dans la création du Waffle. Avec de telles formules, nous pourrions à nouveau consacrer des énergies à la lutte contre un quelconque "plus grand danger", sans mener la lutte politique et organisationnelle pour prendre le pouvoir de notre **propre** bourgeoisie.

C'est du moins un danger qui demeure présent tant et aussi longtemps qu'on ne se mettra pas d'accord sur le fait essentiel que les capitalistes canadiens forment eux-mêmes une bourgeoisie impérialiste qui n'a rien de progressiste.

L'organisation politique

Certains ont affirmé que les mouvements de masse, particulièrement le mouvement des femmes et le mouvement écologique (antinucléaire) doivent constituer des préoccupations centrales dans la lutte pour le socialisme. Malgré le peu de désaccord exprimé sur ce sujet, reste à savoir **comment.**

Heather-Jon Mulroney a affirmé que le mouvement des femmes était à nouveau à la croisée des chemins, qu'il était "fragmenté et sur la défensive". Compte tenu de la crise économique, les victoires de ces quinze dernières années sont attaquées et la réponse de la gauche est "inadéquate". Quant au mouvement écologique, que John Warnock estime être le plus grand mouvement de masse dans les pays capitalistes, la gauche demeure politiquement et organisationnellement à sa périphérie.

Sans aucun doute, la fusion de la lutte pour le socialisme avec les mouvements de masse demeure un dilemne pour la gauche canadienne.

Une partie de la gauche tend à faire l'apologie du spontanéisme. Cette tendance anarchiste est un thème central dans **Long Way From Home**, un livre de Myrna Kostah qui revient sur la nouvelle gauche des années '60.[2] Des publications comme **Our Generation**[3] reprennent ce point de vue avec encore plus de vigueur. Et lors de la conférence, la plupart des participants ont tenu à rejeter le concept d'organisation d'avant-garde. Ce type d'organisations est automatiquement qualifié de dogmatiques (sans aucune capacité théorique), antidémocratiques (liées inévitablement au **diktat** d'un pays étranger), et sectaires (isolées des mouvements populaires et n'y ayant aucune influence) et cela en faisant peu ou pas d'efforts pour faire les distinctions qui s'imposent.

Même si ces caractérisations ne sont pas entièrement sans fondement, même si de soi-disant "marxistes-léninistes" ne sont que des caricatures ambulantes du marxisme, ce stéréotype ne recouvre pas l'entière réalité des organisations marxistes-léninistes. En effet, ces organisations sont une réalité dynamique et non statique, une réalité que la majorité des participants ne connaissaient pas concrètement. Notons, par exemple que le contenu actuel d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** a été une surprise pour plusieurs.

Lors de la conférence, cet écart entre le stéréotype et la réalité a emprunté une autre forme. Lorsqu'il a passé en revue les organisations marxistes-léninistes au Canada, Norman Penner a tenu à affirmer que les marxistes-léninistes avaient apporté une contribution très positive a des luttes politiques centrales comme la défense du droit du Québec à l'autodétermination et l'insertion dans la constitution des droits démocratiques nationaux et populaires. Par la suite, il a comparé cette contribution active et positive à la passivité de plusieurs progressistes indépendants sur ces mêmes questions.

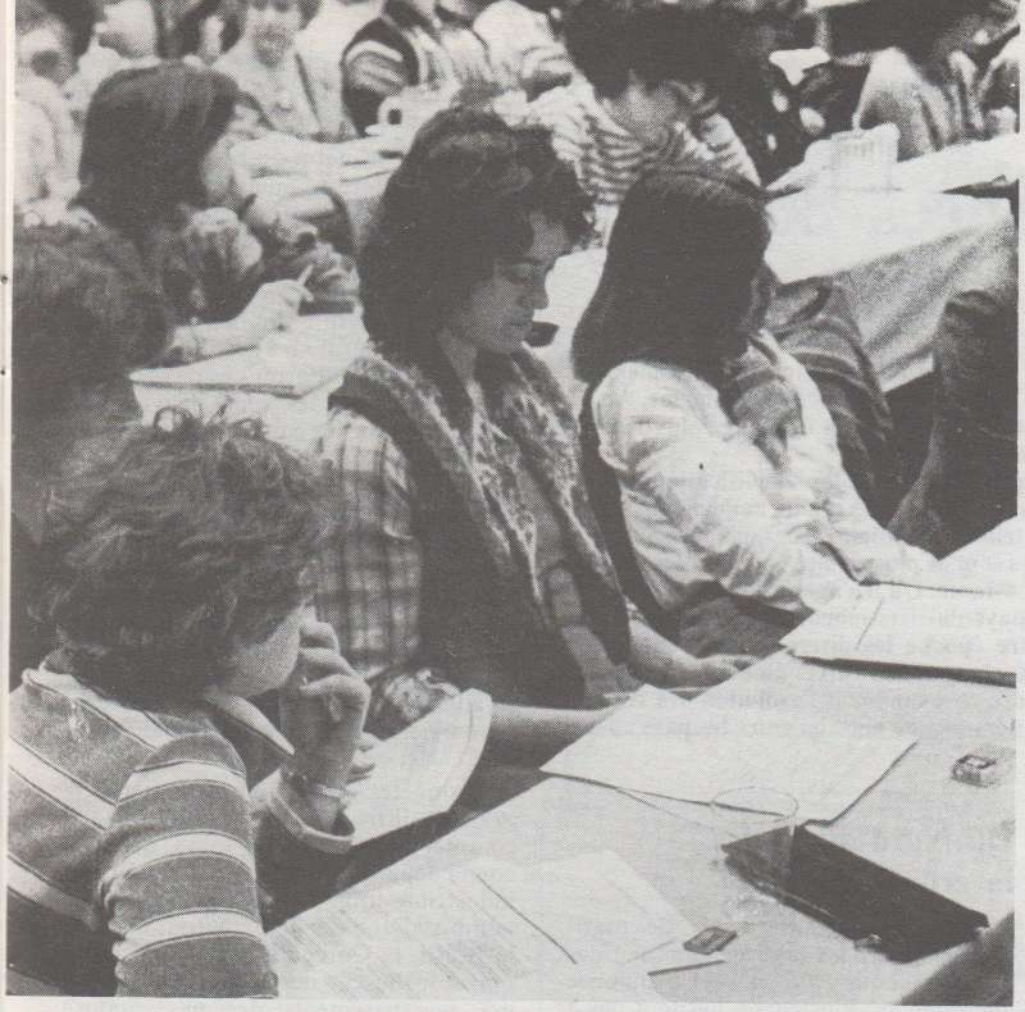
Voilà un paradoxe intéressant. Si donc les groupes marxistes-léninistes "cadrent si peu" à la réalité canadienne, comme l'ont prétendu de nombreux intervenants, comment expiquer qu'ils aient pu, au moment approprié, prendre des initiatives importantes dans l'identification des questions politiques clés au Canada? Comment expliquer leur capacité, qu'ils ont bel et bien prouvée, à mobiliser des forces populaires qui dépassent de beaucoup leurs propres rangs? Aussi longtemps qu'on s'en tient au stéréotype de "l'avant-garde", ce paradoxe demeure inexplicable. Il faudrait donc que les progressistes réexaminent les activités **réelles** et les publications des marxistes-léninistes et qu'ils voient les différences importantes qui existent entre chacun des groupes.

Certains groupes ont une vie théorique vigoureuse, mènent des discussions démocratiques et ont montré qu'ils peuvent tirer les acquis de leur expérience et travailler honnêtement avec des gens qui ne sont pas de leurs rangs. C'est le cas d'EN LUTTE!, croyons-nous. L'organisation d'avant-garde n'est pas uniquement un instrument qui entrera en fonction lors du combat, vague mais inévitable, contre les forces bourgeoises rassemblées et exerçant une répression extrême. Les participants ont vu d'un meilleur oeil la nécessité de formations d'avant-garde davantage dans le contexte de luttes armées de libération nationale par exemple. A l'heure actuelle, l'organisation d'avant-garde, même si elle n'a pas atteint la maturité nécessaire au parti, est un instrument capable de rassembler les idées les meilleures et les plus utiles pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière de façon à ce que ces idées passent l'examen de la pratique.

Une minorité de participants a défendu le NPD, dans l'optique d'y intervenir pour le "gauchir" de l'intérieur. Mais la plupart des critiques de cette façon de voir se basaient sur la nature antidémocratique du NPD, et non sur la collaboration de classe qui est à la base de son **programme**. Même limitée à ce cadre, il ne faut pas sous-estimer la révolte de plusieurs au sein du NPD contre les manipulations d'arrière-scène. Comme le disait un étudiant dans la discussion-bilan: "J'ai assisté à deux congrès du NPD et en tant que démocrate, j'ai été consterné. Je ne m'étais jamais rendu compte **à quel point** c'était antidémocratique. Si le NPD est notre seul choix, alors nous n'avons pas de choix!"

---

2. **Myrna Kostash,** *Long Way from Home*, **James Lorimer & Company, Toronto, 1980.**
3. **Revue à tendance libertaire publiée à Montréal en anglais seulement.**



Dans le mouvement syndical, dans le mouvement des femmes et dans la gauche en général, la période actuelle en est une de remise en question et de débat sur l'orientation à prendre pour dépasser l'état actuel de la lutte

Libération nationale et construction du socialisme

L'appui aux luttes de libération nationale comme tremplin pour la construction du socialisme fut une idée maîtresse pour plusieurs progressistes du Canada anglais. Mais John Saul, dans son survol éclairant de cette question, a bien montré que "la transformation de fond en comble de l'histoire s'est révélée beaucoup plus difficile qu'on ne le pensait auparavant".

A de nombreuses occasions le danger d'un "dénouement autoritaire", de la formation de nouvelles classes, de la reprise du contrôle impérialiste après l'indépendance se sont avérés beaucoup plus réels que les espoirs et les désirs de la gauche pour un progrès stable sur la voie de la construction du socialisme.

Saul a passé ces idées en revue et a rejeté l'inévitabilité d'un tel "dénouement", tout comme la nécessité de passer par une étape préliminaire, le capitalisme, pour parvenir au socialisme, ou encore que la révolution simultanée universelle soit la seule possible. Toutefois, il n'a pas eu l'occasion à la conférence de présenter son analyse personnelle voulant que la révolution au Mozambique progresse dans la construction du socialisme.

La restructuration du capital international (que Ducan Cameron appelle la "transnationalisation du capital financier pour former un capital monopoliste mondial") est un des principaux éléments de la compréhension des obstacles et du caractère de la révolution socialiste. Parmi les autres éléments soulevés, notons la tension dynamique entre la direction (les organisations formées lors de la lutte de libération nationale) et les masses dans les pays où la classe ouvrière est réduite, la faiblesse du capital accumulé et la limitation en général de l'accroissement de la productivité dans le cadre d'une réorganisation du travail à cause du faible développement des capacités techniques et de l'absence d'une discipline de travail collectif.

Mais ces éléments du problème n'ont pas été étroitement intégrés pendant la discussion. De plus, soulignons qu'on n'a pas directement abordé la question du caractère et des gestes de l'impérialisme soviétique qui n'est apparu qu'épisodiquement tout au cours de la conférence.

Le marxisme en tant que méthode

Lors d'une discussion sur les développements actuels en Chine, Jack Scott a rappelé que Marx et Engels avaient expliqué les défaites des révolutions de 1848 non par le sabotage de renégats mais par la capacité qu'avait le capitalisme de développer encore davantage les forces productives. Il a souligné la difficulté de construire le socialisme avec des forces productives aussi sous-développées que celles de la Chine. Mais, dans ce contexte, après avoir cité les formules chinoises actuelles sur la théorie des forces productives ("Edifiez la production et vous édifiez **automatiquement** le socialisme"), il a lui-même évité toute critique publique ou désaccord ouvert avec cette perspective.

Son exposé fut un des rares à tenter d'utiliser les principaux éléments constitutifs d'une analyse matérialiste historique. Cependant à l'occasion, certaines références ont été faites à cette méthodologie. D'un côté, on a dit craindre le danger du réductionisme, à savoir la liquidation en pratique des traits distinctifs de la sexualité et du caractère national en particulier, en les considérant seulement comme des expressions de l'intérêt économique. D'un autre côté, Penner, dont l'analyse de l'idéologie politique (le marxisme-léninisme au Canada) était séparée des développements économiques, donc tout à l'opposé du réductionisme, a tenu à faire une précision. Il a affirmé qu'il était nécessaire d'abandonner le préjugé voulant que "le marxisme-léninisme est la seule théorie qui n'a pas besoin d'être jugée par ses résultats".

En effet, le marxisme-léninisme, comme toute autre théorie, doit être situé historiquement dans le contexte de l'économie politique et relié aux conséquences de ses gestes autant qu'aux circonstances dans lesquelles ses débats ont eu lieu.

Mais si on doit procéder avec objectivité à tirer des conclusions valides et non préconçues, alors la connaissance de la méthode marxiste elle-même et la capacité de s'en servir doivent être améliorées.

* * *

Parmi ceux qui ont assisté à la conférence, certains ont remis en doute son utilité en la qualifiant d'intellectualiste. Mais ce dont la gauche au Canada a besoin pour résoudre les questions auxquelles elle fait face c'est bien davantage, et non moins, de réflexion sérieuse.

Notes sur la conjoncture internationale

Au seuil des années 80

La conjoncture internationale offre à première vue la vision fort complexe d'un tableau où la seule constante serait l'aggravation de la crise elle-même. Au seuil des années 80, tous les pays semblent devoir s'enfoncer de plus en plus dans une crise dont on ne voit pas encore l'aboutissement.

L'analyse de cette situation demande que l'on dépasse les simplifications qui tendent à faire du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest des réalité homogènes. La crise actuelle ne saurait se résumer à de telles oppositions géographiques à une époque où les liens entre les différents pays sont de plus en plus étroits et les contradictions qui les animent en évolution constante. Qu'il s'agisse du taux d'inflation américain ou de l'endettement des pays du tiers-monde, les exemples ne manquent pas pour démontrer qu'à notre époque les divers pays du monde ressemblent étrangement à un château où chacune des cartes aide à faire tenir les autres. C'est ce qu'on peut comprendre en examinant l'évolution des contradictions actuelles au sein des pays du tiers-monde ainsi qu'entre les pays européens et les Etats-Unis.

Les pays non exportateurs de pétrole, parmi lesquels on compte les plus pauvres du monde sont les plus durement frappés par la crise et son cortège de malheurs: famines, analphabétisme, expropriations, etc.

Du Nord au Sud... la crise!

1980 aura été de l'avis de pratiquement tous les observateurs une des pires années de crise, et 1981 n'annonce guère mieux. Plusieurs n'hésitent pas à comparer la situation actuelle à celle des années 30, ce qui n'est pas faux pour certains indices, comme par exemple le taux de chômage qu'enregistrent de nombreux pays du monde. Le début des années 80 aura connu l'approfondissement d'une crise amorcée au moins depuis 1974, date du premier choc pétrolier, de la chute du dollar et du début du déclin américain. Fait caractéristique, l'inflation atteint aujourd'hui dans presque tous les pays, industrialisés ou pas, des sommets inégalés alors qu'on enregistre un ralentissement général de la production.

Mais ce qui est surtout caractéristique de la dernière période, c'est l'aggravation des déséquilibres au niveau financier qui se manifeste surtout par des déficits et des excédents considérables selon les pays. De 1974 à 1979, le nombre de pays qui n'ont pu rencontrer à temps leurs obligations financières est passé de 4 à 20. Cette crise financière touche particulièrement durement les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole. Ces pays, parmi lesquels on compte les plus pauvres du globe, avaient pu franchir le choc des années 1974-75, date de la première hausse des prix du pétrole, grâce aux emprunts et à des restrictions drastiques sans affecter trop leur taux de croissance. A cette époque, en effet, on avait réussi à recycler les pétro-dollars sous forme de prêts aux pays du tiers-monde non producteurs de pétrole. Mais cela risque de ne plus être le cas aujourd'hui.

En effet, la dette de ces pays est en train d'atteindre un point de non retour, un point où les pays les plus endettés ne pourront et ne peuvent déjà plus payer. En terme simple, on appelle cela être acculé à la faillite. En deux ans seulement, cette dette a doublé, passant de $US 36 milliards à $US 70 milliards (voir tableau 1). Parmi ces pays on retrouve les pays les plus pauvres du monde, comme les pays africains du sud du Sahara où les perspectives de croissance sont les plus sombres, le taux d'analphabétisme le plus haut et l'espérance de vie la plus faible au monde; comme les pays du sud de l'Asie où on retrouve la moitié des pauvres du monde; bref, cette moitié de l'humanité que plusieurs ont appelé le **quart-monde** pour bien montrer comment, là plus qu'ailleurs, la crise entraîne son cortège de famines, de chômage, d'abandon des terres, etc.

Parmi les pays non pétroliers en grande difficulté financière, il faut compter aussi certains pays qui ont connu depuis le début des années 60 une industrialisation rapide. Ces pays, au nombre d'une dizaine environ, comme le Brésil, la Corée du Sud, l'Argentine ont absorbé ces dernières années 50% des investissements des pays industrialisés dans le tiers-monde. En fait, cette industrialisation n'a pu être financée qu'à coup d'emprunts monstrueux auprès des institutions financières.

Industrialisés ou pas, ces pays deviennent aujourd'hui insolvables, si bien que les institutions privées refusent de leur consentir les prêts nécessaires. C'est cette situation qui a amené la Banque mondiale et les Fonds monétaire international (FMI) à leur consentir une "aide" financière spéciale, "spéciale" en ce sens qu'elle constitue le plus souvent une intervention directe des puissances impérialistes dans l'économie de ces pays. On imagine facilement l'instabilité qui résulte d'une telle situation: instabilité financière des grands monopoles dont les clients ne sont plus solvables; frein à l'expansion industrielle des pays impérialistes qui perdent ainsi des marchés importants. Finalement, c'est une situation qui est aussi source d'instabilité politique.

Mais comment ces pays ont-ils pu en arriver là, alors qu'au début des années 70 la conjoncture avait laissé entrevoir une poussée revendicative de ces pays. Les matières premières qu'ils possédaient ne devaient-elles pas leur assurer la prospérité et une place plus importante sur l'échiquier mondial?

De 1956 à 1972, 20% des actifs

Principaux pays industrialisés du FMI.
Pays exportateurs de pétrole.
Pays du tiers monde non exportateur de pétrole.
Pays d'Europe de l'Est, Chine, Albanie, Vietnam, Corée du Nord, Laos, Cambodge.

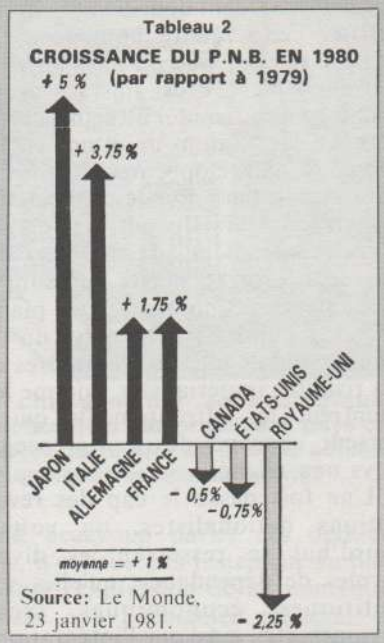


Tableau 1

Balances des transactions courantes, 1973-1980 [1]

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980 [2]
Pays industrialisés [3]	19,3	– 11,6	17,9	– 0,5	– 4,1	33,4	– 9,8	– 50
Sept grands pays [4]	14,1	– 3,8	23,0	9,0	9,3	36,1	2,9	– 29
Autres pays	5,2	– 7,8	– 5,1	– 9,6	– 13,4	– 2,7	– 12,7	– 21
Pays en développement								
Pays exportateurs de pétrole [5]	6,6	67,8	35,0	40,0	31,9	5,0	68,4	115
Pays en développement non pétroliers [6]	– 11,5	– 36,9	– 45,9	– 32,9	– 28,6	– 35,8	– 52,9	– 70
Total [7]	14,4	19,3	7,0	6,6	– 0,8	2,6	5,7	– 5

[1] Au titre des biens, services et transferts privés. Pour la classification des pays dans les groupes figurant ci-dessus, voir les notes suivantes.
[2] Projections des services du Fonds.
[3] République fédérale d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.
[4] République fédérale d'Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni.
[5] Algérie, Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Indonésie, Irak, Iran, Koweit, Libye, Nigéria, Oman, Qatar et Venezuela.
[6] Tous les membres du Fonds non mentionnés ci-dessous, plus certains territoires autonomes pour lesquels on dispose de statistiques suffisantes.
[7] Il comprend les erreurs, les omissions et les asymétries des statistiques publiées sur les balances des paiements et le solde des pays pris en compte ici avec les autres pays.

Source: Finance et développement.

détenus à l'étranger par les firmes multinationales ont été nationalisés. Au début des années 70, toute une série d'organisations sont mises sur pied, regroupant les principaux pays producteurs de matières premières du tiers-monde. C'est à cette époque aussi qu'est fondé le "groupe des 77" regroupant la majorité des pays du tiers-monde, et qu'on commence à parler d'un nouvel ordre économique mondial, issu du dialogue Nord-Sud. Le coup de force de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) en 1973 qui entraîna une hausse abrupte des prix du pétrole, a représenté le point culminant de tout un mouvement tiermondiste porté lui-même par le flot des luttes anti-impérialistes des années 60. Mais depuis cette époque, le vent a tourné et l'exploit de l'OPEP n'allait plus être répété.

Non seulement les interventions politiques directes comme au Chili par exemple allaient contribuer à faire tomber le prix du cuivre et le cartel qui s'était formé autour de lui, mais la crise inaugurée en 1974 portera un dur coup à l'unité de ces pays, faisant elle aussi chuter le cours de plusieurs matières premières. En même temps, les principaux pays impérialistes qui le peuvent réagissent en exploitant leurs propres richesses naturelles. C'est le cas du Canada par exemple avec les sables bitumineux de l'Arthabaska, le pétrole albertain et la Baie James au Québec. Si bien que depuis 1973, 80% des investissements en exploration minière dans le monde ont été faits aux Etats-Unis, au Canada, en Afrique du Sud et en Australie.

Seuls les pays de l'OPEP auront finalement réussi à maintenir en vie leur cartel et à en tirer un bénéfice stable, avec cette nuance que ces pays se sont montrés encore incapables d'utiliser les énormes redevances qu'ils tirent du pétrole pour favoriser l'industrialisation de leurs pays. Ces capitaux sont plutôt investis dans les pays industrialisés quand ils ne servent pas tout simplement à acheter des armes.

Il faut constater que les taux de croissance des pays du tiers-monde restent pour la majorité des pays en-deçà des prévisions escomptées. Leur propre dépendance financière, la structure économique, la faiblesse en technologie et en main-d'oeuvre spécialisée, tout cela concourt à freiner l'industrialisation d'une grande partie de ces pays. On raconte par exemple que le Nigéria est devenu dans les derniers temps un cimetière de machinerie faute de réparateurs qualifiés.

Les manifestations de la crise actuelle contribuent donc de plus en plus à effriter cette réalité homogène qu'on appelle tiers-monde ou pays en voie de développement. C'est ainsi par exemple qu'on a vu s'affronter au sein de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) les pays du tiers-monde producteurs et non-producteurs de pétrole. Ces derniers reprochaient aux premiers de ne pas leur avoir concédé suffisamment d'avantages économiques. Au plan politique d'autre part, les pays du tiers-monde sont de plus en plus divisés selon les rivalités impérialistes, comme le démontrent les affrontements qui traversent chacune des conférences des pays non alignés.

Une fois passé le cap des revendications nationalistes, on voit aujourd'hui se resserrer les diverses formes de dépendance, qu'elles soient politiques, économiques, technologiques, etc., ainsi que l'intégration des bourgeoisies nationales de ces pays à l'impérialisme. Cette dépendance qui prend des formes de plus en plus diverses s'accentue d'autant plus que le système est en crise et que les pays dépendants sont les premiers touchés. Mais ils ne sont pas les seuls...

Une économie de guerre

La crise ne touche pas que les pays du tiers-monde, même si c'est là qu'elle frappe le plus durement. Elle a pour conséquence aussi d'accroître considérablement les rivalités entre les pays développés. Les périodes de crise sont généralement aussi des périodes de réaménagement de l'ordre impérialiste et de transformation des rapports de force.

Tous les observateurs ont parlé de 1980 comme l'année du deuxième choc pétrolier et du début d'une récession mondiale. Ce qui frappe à première vue, c'est le caractère synchronisé de cette crise qui gagne simultanément les principaux pays capitalistes et qui a même gagné l'Allemagne fédérale qui s'en était tenue à l'écart depuis quelques années. Au plan économique donc, la crise frappe partout, même si elle frappe inégalement. Il n'y a en fait que le Japon qui semble s'en sortir en conservant un taux de croissance de son PNB (produit national brut) de 5% (voir tableau 2).

Le coup de force des pays de l'OPEP n'aura finalement pas été répété par les autres pays du Tiers-monde. Ci-haut: réunion des pays de l'OPEP à Stockholm en juillet 1977.

Symbole d'une crise qui frappe particulièrement durement les USA, les coupons de rationnement sont déjà sous presse!

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan et son plan de redressement économique, de même que celui de Margaret Thatcher en Angleterre. Pour ces pays, et dans une certaine mesure peut-être aussi pour le Canada, l'économie de guerre est devenue la seule véritable solution à la crise. Une solution à la fois politique, économique et technologique.

Une réponse politique, évidemment dans la mesure où la présence militaire soviétique au Moyen-Orient menace les approvisionnement en pétrole et de ce fait représente un moyen de pression réel sur les économies des pays industrialisés, en particulier l'Europe et le Japon. Les Etats-Unis sont aussi la puissance la plus touchée par les luttes révolutionnaires des peuples, que ce soit en Iran ou en Amérique latine. La situation précaire de plusieurs pays du tiers-monde, leur instabilité politique et économique croissante rend plus difficile aujourd'hui de s'appuyer sur des gendarmes régionaux dans diverses régions du monde. Il ne s'agit donc pas seulement de savoir si les USA possèdent plus de chars ou de canons que l'URSS. Comme le disait Robert W. Tucker, un des penseurs de la nouvelle administration Reagan: "Dans les deux régions les plus critiques en ce qui concerne les Etats-Unis (le golfe Persique et l'Europe — NDLR) les moyens nécessaires — non pas les seuls, mais ceux qui sont nécessaires — sont militaires"[1].

Une réponse économique, la militarisation l'est aussi dans la mesure où le plan Reagan mise essentiellement sur l'augmentation très importante des budgets militaires (d'ailleurs déjà proposée par Carter) pour relancer l'économie américaine. Une relance qui demande évidemment la plus grande "discipline nationale" puisque l'économie américaine enregistre un taux de productivité très bas, celui-ci n'ayant augmenté que de 1% pour 1978 comparativement à 4% pour l'Allemagne fédérale et 5% pour le Japon.

La réponse à la crise demande non seulement que les Etats-Unis conservent intacts les marchés qui sont les siens mais aussi qu'elle accroisse elle-même ses propres capacités de production. C'est le sens du débat actuellement en cours dans plusieurs pays capitalistes avancés sur l'orientation que doit prendre la recherche et le développement. Il semble bien que ce débat doive se résoudre aux USA par l'impulsion donnée à la recherche militaire qui a toujours su trouver ses applications dans le domaine industriel. C'est de là d'ailleurs que vient le quasi-monopole des USA dans le domaine de l'informatique.

Les périodes de crise se caractérisent d'ailleurs souvent par l'accent mis sur la production de nouveaux moyens de production afin d'accroître la productivité puisque les biens de consommation trouvent de moins en moins à s'écouler sur les marchés extérieurs comme intérieurs. Tel est aussi le sens de la course aux technologies nouvelles qui s'engage entre les différents pays impérialistes afin de renouveler leurs moyens de production et développer de nouvelles formes d'organisation du travail.

Mais si l'économie de guerre semble devoir être la réponse américaine à la crise, il n'en va pas nécessairement de même dans tout le camp impérialiste.

Le "reich" européen

C'est en ces termes que M. Peter Jay, ex-ambassadeur britannique à Washington, s'inquiétait des divergences croissantes qui animent les relations entre l'Europe et les USA. Car, en pratique, la Communauté économique européenne (CEE) et en particulier l'économie allemande n'ont pas autant besoin du poumon artificiel que constitue l'économie de guerre. Jusqu'à tout récemment en effet, l'économie allemande, bénéficiant d'un marché stable

1. Foreign Affairs, hiver 1980-81, p. 251.

et de la stabilité des prix que lui procure la CEE n'a cessé d'enregistrer une croissance économique qui n'avait d'égal que celle du Japon. La position de force qu'exerce l'Allemagne de l'Ouest au sein du Marché commun représente en effet une situation presque unique. Non seulement cette position est-elle peut-être la garantie qui permet de maintenir ensemble les pays de la CEE, mais elle fournit à l'Allemagne un avantage incontestable sur ses concurrents, en particulier le Japon dont les exportations sont régulièrement menacées par les mesures protectionnistes. C'est ainsi que l'Allemagne de l'Ouest s'est bâti un quasi-monopole dans la production de biens d'équipement qu'elle écoule dans les pays capitalistes avancés et plusieurs pays du tiers-monde.

Mais il y a plus, il y a l'ensemble des liens économiques qui unissent l'URSS et les pays du COMECON (bloc économique comprenant principalement les pays de l'Europe de l'Est) à l'Europe qui fait de cette dernière un acteur tout à fait opposé à la guerre froide et à la politique de Reagan. Au-delà de toutes considérations politiques, l'URSS et les pays du COMECON représentent pour l'Europe un marché de choix qu'elle a tout intérêt à conquérir. C'est ainsi par exemple qu'en pleine crise provoquée par l'invasion de l'Afghanistan, un responsable de la Commerzbank déclarait: "Nous sentons que nous avons une chance sérieuse de décrocher des contrats commerciaux (...) les industriels allemands se précipitent actuellement à Moscou comme ils ne l'ont jamais fait auparavant (...)"[2]. Autre exemple: la société française Creusot-Loire réussissait en plein embargo à ravir à la société américaine Armco un contrat de livraison à l'URSS d'équipement pour une usine métallurgique.

F-15 Eagle et F-18A Hornet.
Deux chasseurs sur lesquels le Canada peut compter...
fabriqués par une compagnie sur laquelle
le Canada peut compter.
Eagle et Hornet
MCDONNELL DOUGLAS

La militarisation de l'économie c'est la réponse américaine à la crise actuelle.

Une chose est certaine, les pays de l'Europe de l'Est occupent de plus en plus une part importante du commerce de la CEE, une part qui est en progression constante. Comme l'illustre de façon éloquente le cas de la Pologne, les pays de l'Europe de l'Est ont développé considérablement leurs transactions commerciales et financières en dehors du COMECON. On constate en fait un grand degré de complémentarité entre les économies de l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Les pays de la CEE exportent vers l'Est pour 88% de machinerie et de biens industriels alors qu'ils en importent pour 75% des matières premières. Cette interdépendance économique est particulièrement forte en ce qui concerne des pays comme la République démocratique allemande (RDA), la Roumanie, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

L'an dernier, l'URSS faisait cette offre à la France et à l'Allemagne de négocier en commun leurs achats de pétrole avec les pays de l'OPEP. Certes, cela ne s'est pas réalisé, mais il n'en fallait pas plus pour faire sauter le gouvernement américain et montrer à nouveau comment le Moyen-Orient reste la clé de voute pour effriter ou consolider le bloc de l'OTAN.

L'Allemagne a d'ailleurs développé depuis quelque temps elle aussi sa présence au Moyen-Orient. On constate en effet que les exportations allemandes vers des pays producteurs de pétrole comme l'Iran et l'Arabie saoudite sont en progression constante. Plus important encore, en 1979, lors du sommet de la Guadeloupe, l'Allemagne se voit concéder la tâche de coordonner l'aide internationale à la Turquie. La Turquie représente justement un de ces pays sur le bord de la faillite possédant une position stratégique et qui contient des ressources pétrolières encore inexploitées.

Voilà qui montre bien comment se conjuguent à la fois les facteurs de la crise dans les pays sous-développés et dans les pays capitalistes avancés, au profit de nouvelles alliances. Voilà aussi qui aide à comprendre les approches de plusieurs gouvernements européens en direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ainsi que de l'Internationale socialiste qui se fait de plus en plus active partout où les peuples se soulèvent contre l'impérialisme américain.

L'Internationale socialiste, dont on entend beaucoup parler ces derniers temps, n'est-elle pas justement au plan politique l'expression de la montée de l'Europe sur l'échiquier mondial? Il n'est pas étonnant de voir l'attention de l'Internationale socialiste se tourner vers des pays du tiers-monde où l'Allemagne a des intérêts importants et mène une concurrence aux capitaux américains, comme en Amérique latine par exemple.

Les changements technologiques permettront-ils aux principaux pays capitalistes de se tirer de la crise actuelle pour quelques temps au moins?

N'est-il pas significatif non plus que ce soit Willy Brandt, ex-chancelier allemand, président de l'Internationale socialiste, qui ait présidé la Commission indépendante sur les questions concernant le développement international qui relançait en 1979 le dialogue Nord-Sud par la publication de son rapport[3]? Ce rapport propose d'ailleurs entre autres des formes d'assistances aux pays les plus pauvres et souffrant de la famine, met de l'avant la détente mondiale et la lutte contre le protectionnisme ainsi qu'une réforme du système monétaire mondial.

Il semble en effet que le dialogue Nord-Sud qui va pourtant d'échec en échec depuis plusieurs années ait tendance à être repris par ces pays qui, se tirant mieux de la crise que les USA entendent pousser plus loin leurs tentacules dans les pays du tiers-monde, comme c'est le cas de l'Allemagne surtout et peut-être aussi du Canada qui fait lui aussi beaucoup de tapage sur le dialogue Nord-Sud.

La crise n'a donc pas que des effets dans les pays du tiers-monde. On constate qu'elle entraîne l'accroissement des contradictions au sein de ce qu'il a longtemps été convenu de considérer comme un bloc monolithique. Aujourd'hui, il ne peut plus en être question, du moins plus comme avant. Il y a là suffisamment d'indices (même si il

2. International Hérald Tribune, 7 février 1980, cité dans Le monde diplomatique, juin 1980, p. 5

3. *North-South, A program for Survival*, **the MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 1980**

Signe de la montée de l'Europe sur la scène mondiale et en particulier dans le tiers-monde, la Convention de Lomé signée en 1975 crée des liens commerciaux entre l'Europe et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

restera à analyser plus précisément les contradictions qui animent les pays du bloc soviétique) pour éviter de penser que les contradictions actuelles de l'impérialisme et les facteurs de guerre se réduisent automatiquement à une confrontation Est-Ouest.

* * *

La crise que nous traversons est mondiale et ses enjeux apparaissent aujourd'hui plus clairement. On a parfois l'habitude de poser ces enjeux en parlant d'une nouvelle ère de protectionnisme que traverseraient les économies capitalistes. De façon évidente, le capital rencontre des problèmes dans des secteurs autrefois centraux comme l'automobile et l'acier. Ce sont ces secteurs que les différents pays tentent de protéger par des mesures protectionnistes. Il serait cependant erroné de penser qu'on est en voie de retourner à une nouvelle ère protectionniste. C'est là un faux débat dans lequel on serait forcé de reconnaître par ailleurs que la protection par l'Etat des secteurs en difficulté s'accompagne souvent de l'idéologie du laisser faire et de l'anti-étatisme sur le plan intérieur. Dès lors que l'on parle de secteurs économiques de pointe, de puissances en développement, il n'est évidemment plus question de protectionnisme, au contraire. La question n'est pas là, elle est plutôt de savoir comment le capitalisme retrouvera ce nouveau souffle qui semble lui manquer depuis 1974 et qu'il cherche dans une nouvelle division des marchés et des transformations au sein même du processus de production.

Chose certaine, la crise actuelle entraîne toute une série de réenlignements politiques à la fois chez les pays du tiers-monde et chez les pays capitalistes avancés. Ces réenlignements, il serait dorénavant futile de vouloir les figer dans des concepts comme Nord-Sud ou Est-Ouest. Chose certaine, ces réenlignements ne se font pas sans secousses ou sans casser des pots. C'est là un terrain d'instabilité politique croissante ainsi que d'ébullition sociale.

LE MEXIQUE, CE N'EST PAS SEULEMENT ACAPULCO!

Six films sur "un autre Mexique" disponibles au Cinéma d'information politique

Premières questions sur le bonheur

Ce film nous raconte la vie quotidienne des paysans "communeros" en lutte contre les petits propriétaires.

Couleur, 1h40mn, réal.: Gilles Groulx

Tierra y libertad

Ils sont 50,000 autour de la ville de Monterrey à vivre dans des bidonvilles qu'ils appellent "colonias". Ces colonias sont en train de constituer la véritable opposition au Mexique. La bourgeoisie a peur... est-ce possible, et si près de chez-nous...

Noir et blanc, 93mn, réal.: Maurice Bulbulian

Le deal mexicain

Pour le paysan mexicain, apparaît tôt ou tard un moyen de s'en sortir: aller faire la récolte des tomates et du tabac en Ontario... le rêve. Mais, arrivés sur place, les désillusions commencent. Ce film montre bien comment "le deal mexicain" peut être avantageux et pour qui.

Couleur, 50mn, réal.: Bosco Arachi

Ethnocide

L'extermination d'une minorité indienne importante par l'arrivée du capital. L'industrialisation ne leur profitera jamais. Mais le film se termine sur un espoir: une manifestation pour l'unité prolétarienne.

Couleur, 103mn, réal.: Paul Leduc

Journaleros

Le quart de la population du Mexique suit, chaque année, le mouvement saisonnier des récoltes en quête de travail. Ils gagnent à peine de quoi vivre jusqu'au lendemain. Alors, ils songent à s'organiser malgré les menaces de mort des patrons.

Couleur, 84mn, réal.: Edouardo Maldonado

Les délaissés

Quel avenir attend les jeunes des classes pauvres au Mexique? La délinquance, la drogue, de mauvaises conditions de vie: un mariage à trois qui n'existe pas qu'au Mexique.

Noir et blanc, 25mn, réal.: Maurice Bulbulian

Ces films sont maintenant disponibles pour location au Cinéma d'Information Politique (CIP)
1407 Iberville, Montréal H2K 3B1 523-0285

Alliés ou ennemis?

Voilà qu'à nouveau, l'antisémitisme reprend sa place dans le portrait de famille du capitalisme en crise. A l'attentat terroriste à la gare de Bologne en Italie qui a fait des douzaines de victimes parmi les ouvriers, à la fusillade du Ku Klux Klan contre des communistes à Greensboro aux Etats-Unis, au harcèlement et au meurtre du Noir Albert Johnson à Toronto au Canada, il nous faut désormais ajouter l'explosion contre la synagogue de la rue Copernic l'automne dernier à Paris en France.

Même si des décennies se sont écoulées depuis leur dernière défaite, les fascistes n'ont pas oublié aucune de leurs victimes classiques: les ouvriers, les communistes, les Noirs, les juifs.

Et dès que ces attaques meurtrières visent les juifs, les sionistes font entendre leur voix. Au "Juden Raus!" ("Dehors les juifs") des fascistes répond le "Israël est notre seule patrie!" que lancent les sionistes pour inciter les juifs à partir. Et en effet, l'explosion de la rue Copernic ne s'était pas sitôt produite qu'on pouvait entendre le premier ministre israélien Menachem Begin lancer cet appel du haut de sa tribune de Jérusalem.

Alors, dans ces circonstances, quelle doit être la réponse des progressistes, qui ont le racisme en horreur, face à cet appel au soutien que leur lance les sionistes?

Un mensonge à deux visages

Malgré ce qu'on serait porté à croire, le sionisme et l'antisémitisme ne s'opposent pas. Bien au contraire. Des faits tirés de l'histoire passée et moderne nous montrent bien qu'ils sont alliés. Cette alliance trouve sa source dans le même postulat de base, à savoir que les juifs et les non-juifs ont toujours été, sont aujourd'hui et seront toujours incompatibles. C'est ce même mensonge raciste qui nourrit l'antisémitisme et le sionisme. Et donc, pour combattre le racisme, il faut engager la lutte contre **ces deux idéologies.**

Pour ceux qui ont toujours cru au préjugé voulant que le sionisme et l'antisémitisme soient des mouvements antagonistes, il peut s'avérer surprenant de comparer certaines de leurs affirmations. Surprenant, parce que littéralement parlant, la distinction entre sionisme et antisémitisme est parfois impossible à établir. Qu'on en juge par les citations suivantes:

"Un Etat, construit selon le principe de la pureté de la nation et de la race, ne peut être honoré et respecté que par un juif qui déclare son appartenance à son propre genre"[1]

"Si les juifs avaient leur propre Etat dont la grande majorité de leur peuple ferait leur foyer, la question juive pourrait déja être considérée comme résolue à l'heure actuelle(...) Les sionistes militants sont ceux qui se sont le moins opposés aux idées fondamentales contenues dans les Lois de Nuremberg parce qu'ils savent que ces lois constituent la seule solution juste pour le peuple juif également"[2].

L'Etat dont parle la première citation est le Troisième Reich sous Hitler. Quant aux Lois de Nuremberg de la deuxième citation, il s'agit des lois racistes de ce Troisième Reich. C'est en 1934 qu'un éminent sioniste allemand, J. Prinz, fit la première déclaration. La deuxième est tirée de l'introduction faite par les nazis en 1935 à leurs Lois de Nuremberg.

Ce qui va suivre n'est pas un extrait de **Mein Kampf** mais ce sont les paroles de Moses Hess, un idéologue sioniste respecté:

"Le baptême ne peut remodeler le nez juif ni transformer les cheveux noirs et bouclés des juifs en cheveux blonds peignés bien droit. La race juive est une race fondamentale et se reproduit dans son intégrité malgré les influences du climat. Le type juif est toujours demeuré le même à travers le cours de l'histoire"[3].

Et quelle conclusion, Theodor Herzl, le fondateur du mouvement politique sioniste, tire-t-il de l'affaire Dreyfus (procès politique antisémite qui s'est déroulé en France au 19e siècle). On peut trouver la réponse dans les pages de son journal personnel:

Faudrait-il choisir entre les camps nazis et ceux des réfugiés palestiniens?

"Mon attitude est désormais plus libre envers l'antisémitisme maintenant que j'ai commencé à le comprendre historiquement et à le pardonner. Par-dessus tout, j'ai reconnu le vide et la futilité d'essayer de "combattre" l'antisémitisme."[4]

Il est certain que si quelqu'un croit futile de **combattre** le racisme et pense que la solution finale réside dans la forme la plus extrême de ségrégation des "races", alors il n'y a plus de barrière à la collaboration dans les faits entre les sionistes et les antisémites.

Quoi qu'on en pense...

Les préjugés voulant que le sionisme et l'antisémitisme soient des mouve-

1. **J. Prinz,** *Wir Juden*, **p. 154, cité dans** *Zionism and its scarecrows*, **Khamsin no 6, pp. 33-57**
2. **Die Nurnberger Gesetze, p.13-14, cité dans** *Zionism and its scarecrows*, **ouv. cité.**
3. **Moses Hess,** *Rome and Jerusalem*, **cité dans** *Zionism and its Scarecrows*, **ouvr. cité.**
4. *The Diaries of Theodor Herzl*, **Gollanz, Londres 1958, p.6**

ments opposés s'avèrent sans fondements malgré ce qu'on pourrait croire.

Qu'on le veuille ou non, on ne peut cacher ce fait que le fondateur du mouvement politique sioniste s'est rendu en Russie rencontrer le ministre tsariste de la police, celui-là même qui avait fondé les "Cents Noirs", un groupe de vigiles antisémite responsable de pogroms importants (soulèvements violents contre les communautés juives) comme le massacre de Kishinev (1904). La raison de ce voyage? Parce que, comme le dit le biographe de Herzl, ce dernier était convaincu que leurs intérêts coïncidaient, c'est-à-dire leur intérêt à déplacer les juifs de leur lieu de naissance, de vie et de travail dans l'empire russe.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, quand des organisations juives ont appelé au boycottage économique de l'Allemagne nazie, c'est un Congrès **sioniste**, tenu à Prague en 1933, qui s'y est opposé. Les sionistes ont plutôt conclu un accord économique **avec** Hitler, l'Accord Haavara, qui permettait aux juifs allemands de transférer leurs capitaux en Palestine et qui, en échange, encourageait les compagnies juives de Palestine à acheter des produits de l'Allemagne nazie. Cet accord a eu pour effet de briser la campagne de boycottage et de donner à Hitler une couverture pour ses persécutions antisémites.

De plus, dans les années 30, de jeunes sionistes polonais saccageaient les bureaux des journaux de gauche, au cri de "L'Allemagne pour Hitler! L'Italie pour Mussolini! La Palestine pour nous!"

Pendant l'holocauste, le Dr Rudolf Kastner, chef des sionistes hongrois, conclut l'accord suivant avec les SS: contre l'émigration en Palestine de quelques milliers de juifs triés sur le volet ("le meilleur matériel biologique" selon les mots de l'ultra-raciste Adolf Eichmann) les camps de rassemblement des juifs "indignes" destinés à Auschwitz connaîtraient le calme et l'obéissance!

Pour décrire une telle collaboration pratique, faudrait-il utiliser les mots du premier président israélien, lui-même, Chaim Weizman: "Le sionisme est la vie éternelle et, comparativement, sauver des millions de juifs ne fait qu'étirer leurs vies sur du temps emprunté"[5]? Ou bien alors prendrons-nous les mots de David Ben-Gurion, le premier à devenir premier ministre d'Israël, quand en 1938 il faisait part à l'Exécutif sioniste de sa **peur** que des juifs persécutés trouvent refuge **à l'extérieur** de la Palestine et que le sionisme ne soit plus ainsi "à l'ordre du jour"? Ou enfin, emprunterons-nous les mots d'un membre de la "gauche" du mouvement sioniste, Y. Grienbaum (un membre du Mapam, Parti ouvrier uni, et ministre de l'Intérieur dans le gouvernement provisoire israélien de 1948)? En 1942 celui-ci s'objectait à ce que des fonds juifs soient utilisés pour financer des projets visant à sauver la vie de juifs européens:

"Quand on m'a demandé si l'argent du Fonds de construction sioniste pouvait être utilisé pour sauver des juifs, j'ai répondu "Non" et à nouveau aujourd'hui je dis "Non". Je sais bien que des gens se demandent pourquoi j'ai jugé nécessaire de donner cette réponse. Des amis me disent que même si ce que je dis est correct, il y a certaines choses qui ne doivent pas être révélées dans une période de tristesse et d'anxiété comme celle-ci. Je ne suis pas d'accord. Selon moi, on doit s'opposer à la vague qui relègue au second rang les activités sionistes."[6]

Quant à la droite du mouvement sioniste, à laquelle appartient Menachem Begin, premier ministre actuel d'Israël, on peut commencer par rappeler le cas de Jabotinsky. Ce dernier, en 1919-21, a mené des négociations avec le général Petlyura, un antisémite virulent bien connu pour les pogroms qu'il a dirigés en Ukraine. Petlyura était alors à la tête de forces contre-révolutionnaires combattant les Bolchéviques. Jabotinsky voulait mettre sur pied un bataillon juif pour aider Petlyura à renverser la révolution russe, une révolution qui marquait des pas importants dans la lutte contre l'antisémitisme.

Dans les années 30, c'est Georg Kareski, un sioniste, disciple de Jabotinsky, que les nazis nommèrent au poste de directeur responsable des activités juives en Allemagne. Le 23 décembre 1935, le journal **Angriff** (journal de Goebbels) pouvait ainsi publier une interview d'une page avec Kareski sous le titre de "Les Lois de Nuremberg satisfont les revendications sionistes séculaires".

Dans la même veine, on pouvait lire dans les éditions du 20 avril et du 1er juin 1966 du journal israélien **Ha'olam Hazeh** la dénonciation d'un scandale qui s'était produit quinze ans auparavant. En effet, en 1950, le gouvernement réactionnaire irakien et l'Etat israélien concluaient une accord secret qui prévoyait l'exode des juifs irakiens. Ces derniers, véritables victimes inconscientes et involontaires de cet accord, ne voulaient pas quitter leur patrie. Alors, des agents **sionistes** ont secrètement bombardé des établissements et des lieux de rencontre des juifs irakiens pour les terroriser et les faire partir. C'est ainsi que l'Etat irakien a pu acquérir les propriétés de ces ex-citoyens juifs et que l'Etat israélien a obtenu de nouveaux colons.

Aujourd'hui même, les sionistes qui contrôlent les organisations d'aide aux réfugiés juifs refusent toute assistance aux juifs qui fuient les persécutions antisémites en Union soviétique à moins que ceux-ci n'acceptent de demeurer en Israël, ce qui ne semble pas être le voeu de plus de la moitié d'entre eux.

Pour se "justifier", le sionisme accuse l'antisémitisme. Pourtant, quelle qu'en soit la couleur, du faux "socialisme" au fascisme véritable, le sionisme a toléré, collaboré et même appuyé les antisémistes les plus connus. En témoignent les accords entre Herzl et Plehve, Kastner et Eichmann, Jabotinsky et Petlyura, Kareski et Goebbels, le Congrès sioniste et Hitler, l'Etat irakien et l'Etat israélien... Depuis ses débuts jusqu'à nos jours, le sionisme constitue une collaboration enracinée dans le postulat raciste de l'éternelle incompatibilité entre juifs et non-juifs, une collaboration qui vise une complète séparation entre eux.

Le sionisme, un projet raciste

Ayant choisi de **ne pas** combattre le racisme, s'étant lié avec des antisémites, le mouvement sioniste justifie toute son action au nom de son propre projet politique. Et en quoi consiste ce projet? Il ne s'agit de rien d'autre que de la création d'un Etat lui-même fondé sur l'idée méprisable et antiscientifique de la "pureté raciale"; cette fois, celle des juifs. Le sionisme n'est pas l'expression politique d'une nation **existante**, il veut plutôt créer une entité entièrement nouvelle. Cette entité est formée de gens qui, jusqu'alors, avaient vécu pendant des générations aux quatre coins du globe et qui, supposément, partageraient le même héritage biologique. Nous revoilà à nouveau aux prises avec le mythe raciste de la lignée commune![7]

La loi israélienne actuelle donne la possibilité à un juif (défini comme l'enfant d'une mère "juive"), qu'il soit né à Moscou, Vancouver, San Salvador, Addis Abeba ou ailleurs, de demander et d'obtenir automatiquement la citoyenneté israélienne. Par contre, un Arabe né dans un des villages détruits de la Palestine ou ailleurs au pays, et ayant été conduit à l'exil à la suite de la colonisation économique et militaire sioniste, n'a aucun droit à cette citoyenneté et ne peut retourner dans sa patrie.

---

5. **Cité dans Y. Elam,** *Introduction to Zionist History*, **Tel Aviv 1972, p. 111**
6. **Cité dans S.B. Beit-Zvi,** *Post-Ugandan Zionism in the Crucible of the Holocaust*, **Tel Aviv, 1977, p.110**
7. **Ainsi s'explique la réaction furieuse des sionistes à la parution d'un livre d'Arthur Koestler qui soutenait que des millions de juifs européens descendent de la population khazar convertie de la Russie du sud.**

Les mouvements fascistes ne sont pas mort comme en témoignent ces deux photos. A droite: confiscation d'une photo de Hitler lors d'une manifestation en Allemagne. A gauche: Dennis Darling un des dirigeants du Nationalist Socialist White People Party des USA.

On voit donc que les Palestiniens et les juifs sont les victimes communes des actions barbares et collectives des sionistes et des antisémites visant à séparer géographiquement les peuples sur la base de critères purement raciaux.

Peut-on se surprendre alors que Weizmann, le premier président d'Israël, et Smith, qui fut pendant longtemps premier ministre de la République d'Afrique du Sud, aient entretenu une amitié personnelle et politique chaleureuse et durable[8]? Ou bien que lors de son voyage en Israël, il y a cinq ans, le premier ministre Vorster d'Afrique du Sud ait été chaudement accueilli? Pourtant, c'est ce même Vorster qui, pendant la Deuxième Guerre mondiale, avait été emprisonné en Afrique du Sud pour ses sympathies nazies! Mais il faut bien se rendre compte que les raisons qui soustendent cette idéologie commune d'apartheid et cette étroite alliance politique et militaire entre Israël et l'Afrique du Sud ne tombent pas du ciel. Au contraire, il faut plutôt les chercher dans le soutien politique et économique que l'impérialisme occidental fournit à ces deux Etats colonisateurs pour les maintenir en vie.

"Dehors les Palestiniens!"

Tout comme les antisémites visent à chasser les juifs de "leurs" présumées terres, de même les sionistes se rallient autour du mot d'ordre: "Dehors les Palestiniens!". Ils veulent bel et bien chasser les Palestiniens des terres où ils sont nés, où ils vivent et travaillent.

"Nous sommes arrivés dans ce pays déjà habité par des Arabes et nous y avons établi un Etat hébreu, c'est-à-dire juif. Dans de grandes régions nous avons acheté des terres aux Arabes. Les villages juifs sont apparus à l'endroit même où étaient établis des villages arabes. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas car les livres de géographie n'existent plus. Non seulement les livres n'existent plus, mais les villages également n'existent plus. Nahalal est apparu à la place de Mahlul, Gevat à la place de Jobta, Sarid à la place de Haneifs et Kefar Yehoshua à la place de Tel-Shaman. **Partout où on a construit dans ce pays, il y avait auparavant une population arabe".**[9]

L'auteur de ces lignes sait bien de quoi il parle car il a été un des principaux maîtres d'oeuvre de la "nouvelle" géographie de la Palestine. Il s'agit en effet du général israélien Moshe Dayan qui s'adressait aux étudiants de l'Université technique d'Haïfa.

Ce qui est en cause ici, ce n'est pas simplement le cas de juifs qui arrivent dans un pays déjà habité pour fuir des persécutions, comme par exemple le Canada et les Etats-Unis où la plupart des juifs ont émigré. Ce qui est en cause, c'est l'objectif des sionistes qui n'est pas seulement d'établir des colons, mais aussi de faire de la Palestine un Etat exclusivement juif. Et cet objectif, **tout** le mouvement sioniste le partage. Au congrès de fondation de "l'aile gauche" Ahdut Ha'avoda, cet objectif a été affirmé aussi clairement que possible: "Le transfert de la terre de Palestine, ses rivières et ses ressources naturelles dans les mains de tout le peuple juif", c'est-à-dire le peuple de la présumée "race" juive, **partout** où elle peut se trouver dans le monde.

Jusqu'à ce que le mot ne devienne une source d'embarras, une importante agence sioniste, le Fonds juif international (FJI), avait une section consacrée à la **colonisation.** Presque toutes les terres d'Israël appartiennent aujourd'hui ou sont administrées par le FJI qui se base sur une politique qui, si elle était appliquée ailleurs dans le monde, serait automatiquement dénoncée par les gens progressistes. En effet, le FJI interdit aux non-juifs de s'établir, d'ouvrir un commerce ou parfois même de travailler sur ses terres, **simplement parce qu'ils ne sont pas des juifs...** à savoir, parce qu'ils sont nés de la "mauvaise" mère. Ceux qui ne sont pas juifs ne peuvent devenir membres d'un kibboutz, ces symboles "progressistes" qu'Israël offre à la jeunesse mondiale en soif d'idéalisme.

Mais en quoi la politique du FJI diffère-t-elle de celle de la Russie tsariste qui interdisait aux juifs (justement parce qu'**ils** étaient nés de la "mauvaise" mère) de vivre à l'extérieur d'un endroit déterminé, appelé "Pale"?

Le ministère israélien de l'Habitation possède un département spécial appelé "habitation pour les minorités". C'est ainsi qu'à Jérusalem, ce ministère construit des logements pour les juifs à l'intérieur de la ville alors que le "département de l'habitation pour les minorités" fait exactement l'inverse. Il "é-

---

8. Voir l'étude de Richard Stevens, *Weizmann and Smith*, Institute for Palestine Studies, Beirut, 1975

9. Voir le quotidien israélien *Ha'aretz* du 4 avril 1968 (les soulignés dans la citation sont de nous)

claircit" (il s'agit de l'expression officielle) les non-juifs, c'est-à-dire qu'il transfère à l'extérieur de Jérusalem tous ceux qui y résident actuellement. On pourrait multiplier ces exemples mais le principe sous-jacent est maintenant clair.

L'application systématique de ce principe rend non seulement plausible mais également inéluctable le témoignage qu'ont récemment révélé de jeunes soldats israéliens au professeur Israel Shahak, président de la Ligue des droits et libertés d'Israël. Le docteur Shahak qui a lui-même survécu aux camps de concentration nazis est un des juifs qui, en Israël, dénoncent avec courage la "nature raciste du sionisme", la "nazification" des juifs israéliens et leur adoption progressive de "toutes les valeurs et idées de l'antisémitisme"[10]. Voici comment a témoigné un réserviste israélien en mai 1980: *"Durant la première moitié du mois de mai, j'ai servi dans la région du mont Hébron. J'appartiens à une unité de combat et habituellement nous ne sommes pas appelés dans ces régions. Dè notre arrivée au mont Hébron, un représentant du gouvernement militaire et un colon de Kiryat Arba, qui s'est présenté comme un officier bien qu'il fût vêtu en civil, nous ont adressé la parole. Leur discussion portait sur Les Arabes, tels qu'ils sont". Selon leur description, il était clair que les Arabes "ne sont pas comme des êtres humains" tels que nous l'entendons et "qu'on doit les traiter comme des animaux qu'on dompte. A plusieurs reprises ils ont souligné que "les Arabes ne comprendront la leçon" que par les coups et les humiliations. Le représentant du gouvernement militaire a même dit que les Arabes veulent être battus.*

"Les instructions étaient plus précises: quand vous effectuez des perquisitions, vous devez particulièrement battre le père devant sa famille, spécialement devant ses enfants. Le représentant du gouvernement militaire a ajouté: 'Battre la mère, ce n'est pas la même chose. Et s'il y a résistance, on doit briser les os du père et de ses fils aînés. Mais s'il n'y a pas résistance, et spécialement si le père se met à plat ventre sous les yeux de ses enfants, on doit le battre et le frapper à la figure par deux fois et on doit se contenter de ça.' Mais il doit y avoir un minimum de coups donnés."

M. David Ben-Gourion, premier ministre, proclamant la création d'Israël en 1948.

Comparons ces conseils visant le bien de tous "sans distinction" aux paroles du très "distingué" ex-ministre des affaires étrangères d'Israël, Abba Eban. Celui-ci, un juif né en Afrique du Sud, fait allusion à ses coreligionnaires provenant de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les juifs "orientaux" ou "noirs" comme on les appelle. Ils représentent maintenant une plus grande partie de la population juive israélienne que les juifs d'origine européenne, et ils subissent une discrimination **systématique**.

"Au lieu de considérer nos immigrants comme un pont vers notre intégration au monde arabophone, nous devons viser à leur inculquer l'esprit occidental plutôt que de leur permettre de nous entraîner vers un **orientalisme qui ne nous est pas naturel"**[11] (souligné par nous).

C'est la même "distinction" qui a caractérisé au début du siècle la demande de soutien qu'a lancé Herzl au gouvernement britannique. Le sionisme "constituerait à cet endroit un rempart contre l'Asie... Nous serions l'avant-poste de la civilisation contre le barbarisme" de dire Herzl. Le langage que tenaient Herzl et Eban, et que les militaires israéliens ont mis en oeuvre à Hebron, est celui de Cecil Rhodes, d'Ian Smith et des colons algériens. Le racisme fait partie de l'arsenal de tous les impérialistes.

Mais dans ce cas-ci, comme en ce qui concerne l'alliance entre Israël et l'Afrique du Sud, il ne s'agit pas seulement d'une idéologie raciste commune. Les exemples sont là pour le prouver. Même l'étude la plus superficielle sur l'histoire du sionisme montre que ce projet de colonisation a bénéficié du plus ferme appui, premièrement de l'impérialisme britannique, et, plus tard, de l'impérialisme américain, parce qu'il représentait un élément important du maintien de leur domination mondiale. S'il n'avait pas joué ce rôle, le sionisme n'aurait jamais réalisé son propre objectif fondamental de créer un Etat raciste sur le territoire du peuple palestinien.

Juif et sioniste: deux réalités différentes

Les sionistes voudraient nous faire croire que tout juif est un sioniste et donc, qu'être antisioniste signifie être antisémite. Pourtant les faits nous montrent qu'il s'agit là d'une propagande qui n'est pas fondée.

Pendant des décennies, le sionisme était une tendance politique **minoritaire** chez les juifs d'Europe et ne trouvait aucun écho chez les autres communautés juives ailleurs dans le monde. L'immense majorité de ceux qui ont fui les pogroms antisémites et la misère face à la montée d'Hitler **ne sont pas** allés en Palestine et n'avaient pas l'intention de construire un Etat "juif". Un grand nombre de ceux qui ont survécu au nazisme en Europe sont demeurés vivants grâce à la protection que leur a fournie l'Union soviétique.

Des 3,975,000 juifs qui ont émigré entre 1880 et 1929, seulement 120,000 ont choisi la Palestine. Davantage sont venus au Canada, en Argentine, en Grande-Bretagne. On retrouve même 30 000 juifs qui ont émigré en Egype. Comme les autres immigrants de cette période, le plus grand nombre a décidé d'aller aux Etats-Unis, soit 2,885,000 juifs.

En Russie, qui était la terre d'origine de l'immense majorité des immigrants juifs (2,285,000), la plupart de ceux qui étaient actifs au niveau politique étaient militants de mouvements révolutionnaires, particulièrement le Bund, qui s'est joint au parti bolchévique après la Première Guerre mondiale. Ils avaient choisi de **combattre** l'antisémitisme en menant la lutte pour le socialisme dans leur patrie. Ils s'opposaient avec vigueur aux efforts des sionistes en vue de convaincre les juifs "d'accepter" l'antisémitisme. Ils voyaient justement que cette attitude divisait la classe ouvrière et sapait la lutte commune contre le tsarisme et le capitalisme.

A l'époque, le mouvement sioniste lui-même était influencé par le courant socialiste révolutionnaire. Une tendance importante désirait être à la fois sioniste **et** révolutionnaire. De là provient le "sionisme prolétarien" ou "sionisme de gauche", dont la principale organisation était la **Poale-Zion**

---

10. Voir ses essais: "What are my opinions?" et "The racist Nature of Zionism and of the Zionistic State of Israel"

11. Sur les points de vue et les attitudes sionistes à l'égard des juifs d'Afrique du sud et du Moyen-Orient, voir aussi Raphael Shapiro, *Zionism and its Oriental subjects,* **Khamsin no 5, pp. 5 à 26**

(Travailleurs de Sion) avec comme idéologue Ber Borochov (1881-1917). Pendant la Première Guerre mondiale, la Poale-Zion adopta une position anti-impérialiste et forma un contingent pour combattre dans l'Armée rouge. Pendant quatre ans, cette organisation a mené des discussions avec le Comintern au sujet de son admission. A cet égard, elle s'opposait complètement aux sionistes fascistes de la trempe de Jabotinsky qui s'alliaient aux Blancs. Néanmoins, à son tour, elle buta sur l'écueil du nationalisme et quand elle a finalement refusé d'abandonner le sionisme, le Comintern l'a dénoncée.

Borochov avait remarqué que le peuple juif d'Europe de l'Est avait une structure sociale "anormale", semblable à une "pyramide inversée". Les masses n'étaient pas constituées d'ouvriers et de paysans mais se retrouvaient dans la petite bourgeoisie urbaine formée majoritairement de travailleurs artisans. Alors que la structure féodale se décomposait, que le capitalisme éliminait la production à l'échelle artisanale et qu'une compétition nationale intense faisait rage chez les ouvriers à cause d'un chômage massif, en même temps on persécutait les juifs et on les empêchait de devenir prolétaires selon Borochov.

Comme "solution", Borochov prônait l'émigration en Palestine et la création d'une société juive "normale" avec sa bourgeoisie et son prolétariat qui aurait alors une "base stratégique" pour mener la lutte de classe pour le socialisme.

Dès le départ, il était erroné de rechercher un point de vue "purement juif" afin de mener la lutte pour le socialisme. De plus, pour créer un prolétariat "purement juif" en Palestine, les "sionistes de gauche" devaient déplacer et expulser les travailleurs agricoles arabes qui s'y trouvaient déjà et leur interdire l'entrée au sein de la classe ouvrière urbaine en développement. Déraciner tout un peuple et en faire un peuple de réfugiés **reproduisait** exactement ce qu'enduraient eux-mêmes les juifs en Europe. Les "sionistes de gauche" avaient beau professer des convictions "radicales", avec leur projet ils sombraient pour toujours dans les sables mouvants du colonialisme.

Certains des "sionistes de gauche" qui ont émigré en Palestine ont été ébranlés par la réalité qu'ils y ont découverte, à savoir que fondamentalement la Palestine était un pays arabe. A mesure qu'ils perdaient leurs illusions, ces juifs ont commencé à s'opposer au sionisme et à le dénoncer. A son tour, ce dernier les a qualifiés de "traîtres". Plusieurs sont alors retournés dans leur pays d'origine, ont rallié le parti communiste et ont milité au sein de l'Internationale communiste. Prenons comme exemple Leopold Trepper, un des principaux organisateurs de l'Orchestre rouge, un réseau de renseignements antinazi qui oeuvrait à l'intérieur de l'Allemagne et ailleurs en Europe durant la Deuxième Guerre mondiale: c'est lors de son émigration en Palestine qu'il a perdu ses convictions sionistes au profit des idées communistes[12].

D'autres y demeurèrent pour former en 1922 le Parti communiste de Palestine (PCP), résultat de plusieurs divisions au sein de l'organisation Poale-Zion. En 1924, le Comintern reconnaissait le PCP. Sa principale faiblesse pratique réside dans le fait qu'initialement il regroupait exclusivement des immigrants juifs et qu'il n'avait aucun lien avec la population arabe. C'est à la fin des années 20 qu'il recruta ses premiers membres arabes et ce n'est que dans les années 30 qu'il consacra des énergies importantes pour "s'arabiser".

La voilà la logique du racisme. A gauche, une allemande et un juif sont promenés dans les rues de Berlin pour avoir eu des relations sexuelles entre eux. Ci-haut, les soldats israéliens patrouillent la ville occupée de Jérusalem.

12. Leopold Trepper, *The Great Game*, Michael Joseph, Londres, 1977, chapitre 3

Cependant il devait faire face à cette réalité brutale, à savoir que les masses palestiniennes étaient trop souvent dominées par une direction qui n'avait aucun intérêt à établir des distinctions entre les juifs sionistes et antisionistes. Détourner la conscience anti-impérialiste des masses arabes vers un conflit avec **tous** les juifs faisait davantage l'affaire des propriétaires fonciers arabes, des sionistes et des impérialistes britanniques.

Récemment, on s'est penché sur l'histoire complexe du PCP et sur ses efforts, qui se sont révélés finalement infructueux, pour construire un parti communiste unique enraciné dans le prolétariat et la paysannerie tant arabe que juif. Ces efforts, déjà assez difficiles en eux-mêmes et particulièrement au cours de la révolte palestinienne de 1936, se complexifiaient à cause de la politique changeante du Comintern relativement aux alliances avec différentes classes dans la lutte pour la libération nationale.

En 1943, le PCP se divise selon les critères nationaux, donnant naissance à deux organisations séparées, l'une arabe et l'autre juive. En 1948, elles fusionneront à nouveau pour former cette fois le Parti communiste d'**Israël** (MAKI), reconnaissant ainsi le "fait" sioniste. Cette reconnaissance était conséquente avec la position que défendait alors l'Union soviétique. Mais à nouveau en 1965, le MAKI s'est divisé presque entièrement selon les critères arabe-juif, une fois de plus à propos de la position à adopter envers le projet sioniste. Mais ni le groupe arabe, ni le groupe juif n'a contesté le sionisme lui-même.

Aujourd'hui, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'Israël, un nombre croissant de juifs s'opposent au sionisme, même si les sionistes conservent toujours le haut du pavé au plan politique comparativement à la situation qui avait cours avant la Deuxième Guerre mondiale.

On ne peut combattre l'un sans combattre l'autre

La lutte contre l'antisémitisme est un élément essentiel de la lutte contre le sionisme, parce que historiquement, le sionisme est un sous-produit de l'antisémitisme. On peut établir un lien entre la persécution raciale et le développement du nationalisme juif en Palestine quand on se rend compte que les vagues d'immigration correspondent, tant par les dates que par l'intensité de ces vagues, aux vagues d'antisémitisme à l'époque même où se déroulaient les pogroms.

Qu'est-ce qui explique la floraison de l'antisémitisme à l'époque? Accompagnée en Europe de l'Est par la décadence de la société féodale, la crise économique du capitalisme a fait en sorte que la petite bourgeoisie de ces pays s'est enfermée de plus en plus dans le nationalisme économique. Elle s'est alors tournée contre les juifs considérés comme des compétiteurs. En effet, la communauté juive était composée de façon disproportionnée d'artisans et de petits bourgeois, conséquence directe de l'époque précédente, le féodalisme.

Tout comme les minorités germaniques dans les pays slaves, les minorités chinoises dans les pays du sud-est asiatique, ou les minorités hindoues en Birmanie, les juifs de l'Europe médiévale conservaient leurs traits culturels distinctifs à cause du rôle socio-économique particulier qu'ils jouaient, rôle lié à la montée du capitalisme marchand.

Quand le capitalisme **décadent** est en crise, quand les sentiments anticapitalistes se répandent parmi les masses, l'antisémitisme se révèle un instrument utile pour détourner ces sentiements de leur véritable cibre. Comme les juifs étaient associés à la montée du capitalisme, période durant laquelle le capitalisme a réellement joué un rôle progressiste dans l'histoire de l'homme, ceux-ci sont devenus des boucs émissaires.

La façon dont s'est déroulée la vague d'antisémitisme au Canada durant la crise des années 30, et particulièrement au Québec, s'inspire de la même dynamique de classe[13].

Parfois, l'antisémitisme se cache sous le couvert de l'antisionisme. C'est ainsi que des fascistes argentins ont participé à des tribunes antisionistes en Lybie et en Europe afin de promouvoir l'antisémitisme. Les délégués palestiniens ont dénoncé cette situation lors d'une conférence internationale antisioniste et antiraciste tenue en Lybie. L'OLP soutient de façon systématique qu'il y a une différence entre les sionistes et les juifs. Au Canada, des racistes déclarés comme Doug Collins se cachent à l'occasion derrière l'antisionisme. Une telle situation doit être dénoncée car elle ne sert que les intérêts des sionistes qui essaient de "prouver" ainsi que l'antisionisme équivaut à l'antisémitisme.

D'un autre côté, il est inacceptable de tolérer ou d'appuyer le sionisme au nom de la lutte contre l'antisémitisme[14]. Cette pratique inconséquente et erronnée se retrouve très souvent chez des gens qui sont par ailleurs progressistes. Comme ils ne comprennent pas le caractère raciste du sionisme et sa compatibilité, tant passée que présente, avec l'antisémitisme, ils s'abstiennent de s'opposer au sionisme.

L'antisémitisme et le sionisme se nourrissent à même la misère du racisme. Donc, si nous **combattons le racisme**, nous nous retrouvons aux prises avec ces **deux** idéologies.

---

13. **Lita-Rose Betcherman,** *The Swastika and the Maple Leaf*, **Fitzhenry and Whiteside, 1975.**
14. **Voir l'example récent que constitue l'éditorial de Robert Fulford, "Blaming the Jews", dans le** *Saturday Night* **de novembre 1980.**

canadian DIMENSION

Voici quelques extraits d'une récente circulaire envoyée aux abonnés de la revue *Canadian Dimension.*

C'est peut-être la dernière fois que la revue fait appel à ses lecteurs. En effet, si nous ne recevons pas de dons suffisants dans le prochain mois, il est fort possible que **Dimension** n'existe plus. Nous traversons la pire situation financière de notre histoire. Il n'y a que vous, nos lecteurs, qui puissiez nous sortir de cette crise.

Dans notre dernière lettre d'appel, nous vous avons expliqué que nous étions très optimistes face à l'année à venir. En effet, la nécessité d'une revue socialiste nationale au Canada s'est rarement fait sentir avec autant d'acuité. Nous étions déterminés à remplir ce besoin. Nous avons aussi abordé la question du marasme financier où s'enlisaient plusieurs publications de la gauche, dont notre propre revue. Il semblerait que plusieurs abonnés n'aient pas réalisé la portée de cette crise car les contributions reçues jusqu'à maintenant sont loin des dons reçus depuis quatre ans. C'est pourquoi nous vous écrivons à nouveau pour vous expliquer que notre survie dépend de vos contributions. (...)

Déjà, des efforts encourageants sont entrepris. Par exemple, à Toronto et Winnipeg, il y aura des soirées organisées pour ramasser les fonds nécessaires nous permettant de nous acquitter de nos dettes les plus pressantes. Nous vous enjoignons de poster vos contributions dès maintenant. Nous espérons que vous serez le plus généreux possible. Aidez-nous à sauver **Dimension!**

Au pays des multinationales

Lénine a dit que les monopoles étaient l'essence même de l'impérialisme. Aujourd'hui, il y a une documentation abondante sur cette question, produite entre autres par des centres comme le "Harvard's Multinational Enterprise Project" et le "United Nations Centre on Transnational Corporations" qui se spécialisent dans l'étude et l'analyse de ce domaine. Toutefois, cette recherche théorique s'éloigne généralement beaucoup de l'analyse de Lénine sur l'impérialisme.

Diverses théories ont été élaborées sur les "multinationales", en partant de la théorie des sociaux-démocrates qui voient les multinationales comme la source du progrès humain, pourvu que des méchanismes ou des institutions puissent être mis en place pour en assurer le contrôle (ex. Charles Levinson), jusqu'à la théorie révisionniste selon laquelle les multinationales seraient l'ennemi principal des peuples des divers pays du monde. Est-ce que le développement des multinationales a fait en sorte que les monopoles sont devenus, en quelques sortes, "en-dehors" ou "au-dessus" des nations, ou même "antinationaux"? Est-ce que les monopoles seraient devenus indépendants des Etats et seraient même devenus le principal obstacle empêchant les différents appareils d'Etats de développer des politiques qui servent les intérêts des populations?

Compte tenu du développement des multinationales, l'Etat et la souveraineté nationale sont-ils devenus des anachronismes de l'histoire?

Les grandes entreprises sont-elles devenues économiquement indépendantes des banques et des autres institutions financières au point que la notion d'"oligarchie financière" de Lénine serait dépassée? Ou assistons-nous plutôt à la naissance d'une oligarchie financière *internationale*?

Bien sûr, il y a derrière ce genre de questions des débats théoriques de fond qui demandent clarification. Toutefois, dans ce qui suit, nous examinerons surtout des faits qui devraient jeter les bases d'un tel travail de clarification.

Développement rapide depuis la Deuxième Guerre mondiale

Malgré le développement extrêmement rapide des multinationales, il est important de rappeler que l'existence des monopoles qui opèrent au niveau international n'est pas un phénomène nouveau. Comme le dit Henri Claude, un économiste près du Parti communiste français, dans une étude bien documentée:

"Les travaux historiques les plus récents indiquent en effet que la création de succursales ou de filiales de production à l'étranger remonte dans l'histoire du capitalisme au milieu du 19e siècle et que le phénomène s'est particulièrement développé de 1873 à 1914, si bien qu'à cette date, on a pu dénombrer 100 firmes américaines réellement multinationales selon les critères actuels et une quarantaine ayant des filiales industrielles dans un pays étranger au moins. **La plupart des plus impor-**

Tableau 1
Nombre de filiales industrielles à l'étranger de 187 "multinationales" des Etats-Unis

1901	1913	1919	1929	1939	1950	1959	1967	1975
47	116	180	467	715	988	1891	3646	(estimé)

Source: R. Vernon, *Les entreprises multinationales — la souveraineté en péril*, **Calman-Lévy, Paris, 1973, p. 39.**

Tableau 2
La valeur accumulée en dollars des investissements directs à l'étranger effectués par des entreprises américaines (en milliards de $US)

1897	1914	1919	1931	1945	1950	1960	1970	1976
0.6	2.6	3.9	8.1	8.1	11.8	32.8	75.5	137.2

Source: Business International (Genève)

Tableau 3
Investissements étrangers par pays d'origine (en milliards de $US)

	1913	1938	1957-58	1967
Etats-Unis	4	12	54	117
Grande-Bretagne	18	23	20	43
France	9	4	10	17
Allemagne de l'Ouest	6(a)	1(a)	2	12
Divers	7	13	15	39

(a = pour toute l'Allemagne)
Source: Nations unies, *Statistical Year Book*, **1978**

Tableau 4
Stock d'investissements directs à l'étranger (% du total)

	1967	1976
Etats-Unis	53.8%	47.6%
Grande-Bretagne	16.6%	11.2%
Allemagne de l'Ouest	2.8%	6.9%
Japon	1.4%	6.7%
France	5.7%	4.1%
Autres	19.7%	23.5%
	100%	100%

Source: Business International (Genève)

Tableau 5
% des investissements dans les pays sous-développés par rapport au total des investissements

	1929	1949	1959	1968
Etats-Unis	50%	50%	45%	35%
Grande-Bretagne	50%		40%	33%

Source: Business in Eastern Europe, 11 avril 1980, p. 116

tants groupes multinationaux actuels existaient déja en 1914."[1]

Le premier tableau montre la croissance extrêmement rapide des filiales étrangères des principaux monopoles industriels américains durant la période d'après-guerre: de 1950 à 1975, le nombre de filiales a été multiplé par 6. (voir tableau 1)

Non seulement la croissance des investissements étrangers a-t-elle été rapide dans la période d'après-guerre, mais une part de plus en plus importante de ces investissements est "directe" (c'est-à-dire, avec le but de contrôler des compagnies outre-mer) plutôt que par le biais d'un "porte-feuille" (pour toucher les retours financiers, surtout les intérêts, les dividendes et les gains en capitaux). Le tableau no 2, qui montre **la valeur accumulée en dollars des investissements directs de compagnies américaines à l'étranger**, illustre de façon frappante l'ampleur de cette croissance dans la période d'après-guerre. La valeur des investissements directs a été multiplée par 17 entre 1945 et 1976. (voir tableau 2)

L'évolution générale des investissements étrangers a été la suivante: d'abord, la domination britannique depuis le début du siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, puis c'est les USA qui viennent en tête de lice jusqu'en 1970 alors que leur domination commence à dénliner. (voir tableau 3)

Durant les années 70, nous assistons à un ralentissement du rythme de croissance des investissements étrangers des USA, de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi qu'à une croissance accélérée de ceux du Japon et de l'Allemagne. (voir tableau 4)

Pendant que ces chiffres démontrent un déclin **relatif** des investissements étrangers des compagnies américaines, en termes absolus le rythme d'augmentation de ces investissements est tout de même impressionnant: les pourcentages ci-contre (tableau 4) représentent une augmentation des investissements américains de $56.6 milliards à $137.2 milliards.

Transformations importantes durant l'après-guerre

Contrairement à l'opinion généralement répandue, les statistiques nous montrent que la part des investissements étrangers dans les pays sous-développés diminue, alors que les monopoles impérialistes investissent principalement dans les autres pays impérialistes. (voir tableau 5)

1. **H. Claude,** *Les multinationales et l'impérialisme*, **Ed. sociales, Paris 1978, p. 22.**

Si l'on regarde seulement les investissements directs, l'étude des Nations unies montre, qu'au milieu des années 70, près d'un quart des investissements mondiaux allait aux pays sous-développés. Voici les chiffres pour chacun des pays investisseurs en 1974: USA 21%, Grande-Bretagne 16%, Canada 23%, Allemagne de l'Ouest 30%, Japon 54%[2]. Il semble donc que le Japon aussi suit la même évolution.

Voici un extrait d'une récente déclaration de Kasuo Iwata, président de Toshiba Corporation:

"Les bouleversements au Moyen-Orient et l'instabilité politique dans d'autres régions du monde "en développement" font en sorte que les compagnies se tournent vers des régions plus stables, en particulier vers les Etats-Unis et l'Europe. Cette tendance va s'accentuer au cours des années 80.

"L'inflation, l'instabilité économique, les politiques économiques changeantes et la menace de guerre sont tous des facteurs qui n'incitent pas les compagnies à s'aventurer dans certaines parties du monde en développement. De plus, vu les changements de notre propre économie, les stratégies d'investissements à l'étranger des compagnies mettent maintenant l'accent sur des projets qui vont développer de nouvelles technologies ou augmenter leur propre efficacité dans la production. (...)

"De tels investissements ne font pas que faire avancer la prouesse technique et la capacité de compétition des compagnies japonaises; ils aident aussi à atténuer les frictions commerciales ainsi que les problèmes économiques et politiques possibles avec les principaux partenaires commerciaux du Japon."[3]

A l'époque de Lénine, la plupart des investissements étrangers allaient à l'extraction de matières premières et au développement du chemin de fer. Aujourd'hui, une partie de plus en plus importante des investissements étrangers est consacrée à l'industrie manufacturière. (voir tableu 6)

Si on regarde les investissements étrangers directs en 1974, les pourcentages qui sont dans l'industrie manufacturière sont les suivants: USA, 45%; Grande-Bretagne, 45%; Canada, 50%; Allemagne de l'Ouest, 71%; Japon, 35%. L'importance de l'investissement dans le secteur manufacturier est vrai aussi dans un certain nombre de pays sous-développés. (voir tableau 7)

Tableau 6
% des investissemensts dans le secteur manufacturier par rapport au total des investissements

	1929	1949	1959	1968
Etats-Unis	24%	33%	32%	41%
Grande-Bretagne	6%		32%	36%

Source: Business in Eastern Europe, 11 avril 1980, p. 116.

Tableau 7
Stock des investissements directs dans le secteur manufacturier par rapport au total des investissemenst étrangers

Argentine	(1973)	65%
Brésil	(1976)	77%
Mexique	(1975)	78%
Inde	(1974)	92%
Corée du Sud	(1975)	80%
Thaïlande	(1975)	93%

Source: COMECON, *Statistical Year Book*, **1976, pp. 411-413.**

Tableau 8
Part étrangère des activités des principaux monopoles industriels de l'Ouest

Plus de 75%	21
51% à 75%	31
26% à 50%	101
6% à 25%	156
Moins de 5%	47
Nil	25
Inconnu	41
Total	422

Source: M. Lavigne, *Les économies socialistes et européennes*, **Armand Colin, Paris, 1970, p. 381.**

L'internationalisation ou l'intégration du capital

Nous venons de voir des données qui montrent l'expansion extrêmement rapide des exportations de capital durant l'après-guerre. Et l'une des meilleures illustrations est qu'en 1971, il y avait près de 200 monopoles qui avaient chacun des filiales dans au moins une vingtaine de pays. IBM était présent dans 80 pays, Siemens dans 52, Imperial Chemicals (ICI) dans 46 pays, etc.[4] Des faits comme ceux-ci, ainsi que l'augmentation du nombre d'entreprises multinationales à participation, du nombre de consortiums, d'ententes de coopération, etc. amènent la plupart des analystes d'après-guerre à la conclusion qu'il y a une tendance à l'internationalisation ou à l'intégration du capital international, et beaucoup de ces analystes considèrent que c'est là la tendance la plus importante de l'après-guerre. Nous allons maintenant voir comment cette tendance s'est manifestée.

Premièrement, il y a le cas de **"l'entreprise multinationale"** au sens propre, c'est-à-dire un monopole dont la propriété, ou du moins le contrôle, est partagé par des membres de la bourgeoisie de différents pays. Les deux dernières listes des 500 plus grandes entreprises dans le monde publiées par la revue Fortune (pour les entreprises à l'intérieur et à l'extérieur des USA), citent trois exemples de ce genre: Unilever et Royal Dutch Shell (toutes deux contrôlées par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas) et Dunlop-Pirelli (Grande-Bretagne et Italie). D'après Barratt-Brown, les deux premières sont des compagnies qui ont été créées à la fin du 19e siècle[5]. D'autre part, le monopole Dunlop-Pirelli, lui, est né d'une fusion d'après-guerre. Chacun des autres importants monopoles industriels sont sous la coupe du capital d'un seul pays. Donc, les entreprises a propriété partagée dans différents pays ne sont certainement pas le phénomène principal de la période actuelle.

Toutefois, le fait que la plupart des monopoles ont des installations de production dans plusieurs pays est un phénomène qui a pris beaucoup d'ampleur depuis quelques années. On peut mesurer **"la part étrangère"** des activités des monopoles par une série d'indices: le nombre de ventes à l'étranger, ou de profits, ou l'actif à l'étranger, ou encore le nombre d'employés à l'étranger. En choisissant soigneusement les exemples, on peut créer une impression très nette quant à l'étendue de ce phénomène. Par exemple, Levinson nous dit que chacune des neuf plus grandes entreprises industrielles en Suisse ont moins de 50% de leurs employés à l'intérieur du pays (Nestlé, CIBA, Hoffman-Laroche, Brown Boveri, Sandoz...)[6]. La Suisse, il est vrai, représente un petit marché, et pour pouvoir être compétitive au niveau international, ces compagnies doivent avoir une présence massive sur les marchés étrangers. D'autres compa-

2. **United Nations Economic and Social Council,** *Transnational Corporations in World Development: a Re-examination*, **N.Y., 1973, pp. 8 et 242.**
3. **Fortune, 11/8/80, p. 60.**
4. **H. Claude, ouv. cité, p. 25.**
5. **M. Barrat-Brown,** *The Economics of Imperialism*, **Penguin, 1974, p. 219.**
6. **C. Levinson,** *L'inflation mondiale et les firmes multinationales*, **Seuil, Paris, 1971, p. 79.**

gnies dont "la part étrangère" est assez impressionnante sont les suivantes: ITT(USA) avec 72% de ses employés à l'étranger; Unilever (Grande-Bretagne/Pays-Bas), avec 70%, et Pepsi Co. (USA) avec 52%[7].

Les Nations unies ont fait une analyse de la "part étrangère" de chacun des 422 plus gros monopoles industriels en 1976 (mis à part le bloc soviétique) sur la base du pourcentage des ventes transigées à l'étranger par des filiales (à l'exception des ventes qui sont renvoyées à la compagnie-mère). (voir tableau 8)

Nous voyons d'après ce tableau que 52 monopoles, soit 12%, avaient une part étrangère de plus de 50% en 1976, et que 25 monopoles n'en avaient aucune. Si d'une part il est important de situer ce phénomène dans son contexte (en particulier, par rapport aux théories selon lesquelles les "multinationales" seraient des organismes dans les airs, sans liens avec une économie nationale ou un Etat), il serait d'autre part erroné de considérer ce phénomène comme étant sans importance. 153 de ces monopoles, soit 36% d'entre eux, ont une part étrangère de plus de 25%, et ceci est particulièrement vrai dans des secteurs tels les produits pharmaceutiques, où 15 des 16 entreprises ont une part étrangère de plus de 25%, ou les instruments scientifiques où 5 des 6 entreprises sont dans cette situation. Mise à part la Suisse (qui avait, sur la liste publiée par Fortune, seulement 14 des 500 plus importantes entreprises à l'extérieur des Etats-Unis l'année dernière), c'est en Grande-Bretagne que les monopoles ont le plus haut pourcentage de part étrangère: 15 des 41 entreprises britanniques sur la liste des Nations unies des 422 plus grandes entreprises, soit 37%, ont une part étrangère de plus de 50%. En comparaison, en Allemagne de l'Ouest, il y en a 0 sur 27, au Japon, 1 sur 49, et aux Etats-Unis, 12 sur 223. Malgré que la liste des Nations unies ne tienne explicitement pas compte d'un certain type de spécialisation internationale que les monopoles sont en train de développer (différentes composantes d'un produit sont fabriquées dans différents pays, par exemple, la "voiture mondiale" de GM, les tracteurs de Ford — la transmission est fabriquée en Belgique, les circuits hydrauliques en Grande-Bretagne, les boîtes de transmission automatique à Détroit — IBM se spécialise dans différents pays dans certains types de recherches, de développements et de production), il est clair que cette forme d'internationalisation prend de l'ampleur.

Le terme **"entreprise multinationale à participation"** fait référence à une filiale dont le contrôle est partagé par des compagnies de différentes origines nationales. Un exemple typique est la création par John Deere et Fiat (50/50) d'une filiale pour la production de machines agricoles et d'équipements pour les travaux publics pour le Marché commun. Dans l'industrie de l'automobile, il y a plusieurs entreprises à participation: Ford et Honda, GM et Isuzu, etc. Les pays révisionnistes aussi semblent trouver ce genre d'association avec des monopoles occidentaux intéressant: il y a Fiat en URSS, Skoda-Simmons Machine Tool Corp (N.Y.)... En général, ce genre d'association a l'avantage de partager les risques inhérents à tous nouveaux projets et de mettre en commun les ressources technologiques pour rendre la filiale plus compétitive. D'après Levinson, entre 1950 et 1970, le nombre de filiales de monopoles américains à l'étranger, contrôlés à 100% par ces monopoles, est passé de 75% à 40%[8]. L'étude des Nations unies confirme la même tendance depuis quelques années[9], pour les filiales de pays impérialistes dans les pays sous-développés et nous savons que beaucoup de pays sous-développés ont voté des lois rendant obligatoire la participation locale aux investissements étrangers.

Toutefois, l'étude des monopoles américains révèle que les entreprises à participation sont souvent instables, et que des compagnies qui comptent beaucoup sur leur nom pour la mise en marché ou qui fabriquent constamment de nouveaux produits (comme IBM par exemple) semblent préférer posséder des filiales à 100%. D'après une autorité bourgeoisie de l'économie japonaise, Yoshino, les monopoles japonais qui af-

Une multinationale, c'est quoi?

Si nous oublions pour le moment le débat qui a cours sur la définition précise de ce terme, et la polémique sur la supériorité de la notion de "transnationales", nous pouvons dire qu'il s'agit des grands monopoles industriels. Nous nous référons, par exemple, à différentes listes d'entreprises dressées par la revue **Fortune**: les 500 plus importantes entreprises industrielles aux Etats-Unis (dont plus de 50% des ventes viennent du secteur manufacturier et/ou du secteur minier), les 500 plus importantes entreprises à l'extérieur des Etats-Unis, les 50 plus importantes compagnies industrielles. Le Centre des Nations unies, lui, utilise une liste des 400 plus importantes compagnies industrielles au monde, dont approximativement 180 sont situées aux Etats-Unis. Donc, ces listes ne comprennent pas les monopoles dans le secteur du transport, des services publics, des marchandises, des banques et des assurances. Fortune dresse d'autres listes pour les plus grandes entreprises dans ces secteurs. En général, les monopoles du bloc de l'Est sont aussi exclus de ces listes.

Voici une série de données qui donnent un aperçu du pouvoir économique de ces monopoles:

— 80 entreprises américaines étaient responsables de 69% de tous les investissements américains à l'étranger en 1957.

— 49 entreprises britanniques étaient responsables de 83% de tous les investissements britanniques à l'étranger en 1962.

— 50 entreprises manufacturières japonaises étaient responsables de 40% des investissements directs du Japon à l'étranger dans ce secteur en 1974.

— au début des années 70, les 200 plus importantes entreprises à l'échelle mondiale étaient responsables de 75% de tous les investissements étrangers.

— les ventes de General Motors en 1970 ont dépassé le produit national brut (PNB) de 126 des 150 Etats indépendants.

— les ventes de filiales américaines en Europe en 1966 étaient deux fois et demi le montant total des exportations américaines.

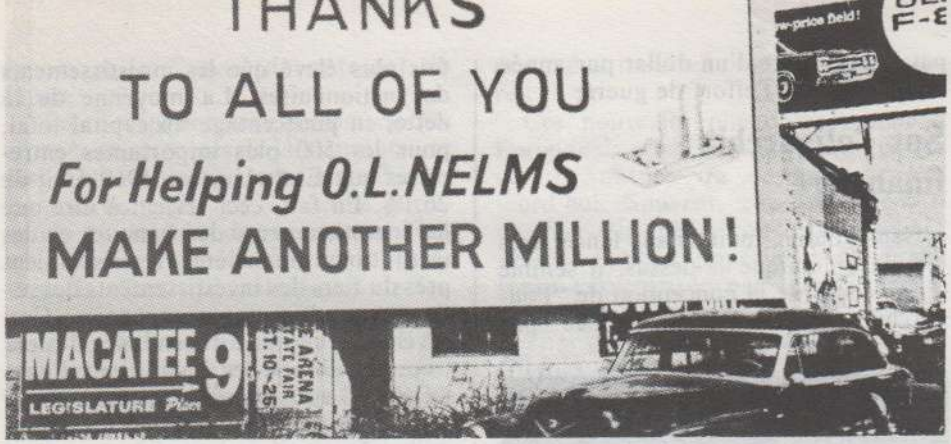
— en 1974, les 500 plus importantes compagnies industrielles aux Etats-Unis (d'après Fortune) employaient 75% de la main-d'oeuvre industrielle aux Etats-Unis, et rapportaient 75% des profits de source industrielle aux Etats-Unis.

— en 1967, ces 500 entreprises industrielles avaient 2,500 filiales industrielles; 130 de ces entreprises en avaient, à elles seules, 2,000.

Voici la répartition selon l'ONU des 422 plus grandes entreprises industrielles en 1976 suivant le pays d'origine:

Etats-Unis	223
Japon	49
Royaume uni	41
Allemagne (RFA)	27
Autres pays avancés	72
Pays en développement	10
Total	422

7. H. Claude, ouv. cité, p. 41.
8. C. Levinson, ouv. cité, p. 116.
9. UN Economic and Social Council, ouv. cité, p. 229.



"Merci à vous pour avoir aidé O.L. Nelms à faire un autre million"...

fichaient jusqu'au milieu des années 70 une grande préférence pour la formule "entreprise à participation" pour leurs filiales à l'étranger, "car de telles associations correspondaient à la stratégie des entreprises et répondaient à leur manque de ressources et d'expérience internationale", vont probablement diminuer la proportion de leurs entreprises à participation dans le futur[10].

Un **consortium** est différent d'une **entreprise à participation** qui, en principe, fait fonctionner une filiale pour une période de temps indéterminée et qui peut développer ses activités de diverses façons avec le temps. Un consortium est plutôt une association de diverses entreprises pour des fins très précises et pour une période de temps limitée. Les consortiums financiers mis sur pied sur une base ad hoc pour, par exemple, organiser la vente d'obligations, existent depuis longtemps déjà. Les consortiums sont assez courants aussi dans les projets à haut risque financier comme le développement de gisements de pétrole et le gaz, ou dans des projets d'envergure qui requièrent un haut niveau de spécialisation comme les projets hydro-électriques. Un exemple est l'important projet hydro-électrique au Nigeria: Montreal Engineering est responsable de l'arpentage et des plans, une compagnie japonaise est responsable de la construction et de l'installation des génératrices, une compagnie italienne est responsable de la construction de routes et de logements pour le personnel, et ainsi de suite.

Il y a aussi une variété d'**ententes de coopération** qui peuvent être considérées dans le cadre de l'internationalisation du capital. Par exemple, les pays du bloc soviétique sont particulièrement experts dans le développement de formes de coopération qui leur permettent d'acquérir la technologie occidentale sans frais. Ceci va de l'achat de manufactures toutes équipées à la mise sur pied d'entreprises à participation pour la production, la recherche et le développement, et la mise en marché; des coproductions où chacun des participants fabrique des morceaux du produit final, à l'achat de license, d'expertise et de programmes de formation ainsi que de morceaux spécialisés. Le paiement se fait habituellement sous forme d'une partie de la production qui découle de ces échanges. Ces échanges se nomment des "contrats de coopération industrielle Est-Ouest". Pendant l'année 1975-76, 35% de ces contrats ont été des contrats de livraison d'usines industrielles et ce, pour un total de plus de $4 milliards. En voici quelques exemples: la Pologne a acheté de Krupp une usine de $800 millions pour la liquéfaction du gaz; l'URSS a acheté de la compagnie Pechiney (France) une usine d'aluminium de $700 millions qui pourrait produire 500,000 tonnes par an, ainsi qu'une raffinerie de pétrole, des usines chimiques, des lamineries, une usine de tracteur[11]. De nombreux accords de coopération sont également conclus par des institutions financières pour la mise en commun de ressources ou pour la représentation mutuelle, ainsi que pour la mise sur pied d'entreprises à participation. Par exemple, les ententes conclues par Ina Corporation (USA), Morgan Granfell (Grande-Bretagne), Compagnie financière de Suez (France), Credito Italiano, Nikko Securities (Japon). Une autre de ces ententes lie Bank of America, Warburg, Paribas, Bayerische Vereinsbank, C. Itoh, et la Bank of Tokyo[12].

L'Etat et les monopoles

Les sociaux-démocrates en sont donc arrivés à la conclusion, qu'à l'époque du capitalisme monopoliste, nous assistons à la disparition de l'Etat. C'est l'envers de la médaille des théories sur l'intégration internationale du capital. Cela vaut la peine de voir comment ces idées sont présentées par leurs auteurs. Regardons, par exemple, cette citation de Charles Levinson, bureaucrate syndical international et théoricien de la social-démocratie:

"L'essor des activités multinationales, et par conséquence des transactions financières internationales, est indiscutablement un des changements structurels les plus significatifs de l'économie moderne. Face à cette concentration de puissance, la capacité de l'Etat-nation à gérer son propre système économique est mise en question. Bien qu'il continue à régner, l'Etat-nation semble ne plus gouverner. Il maîtrise de moins en moins son économie, comme le démontrent, par exemple, ses efforts désespérés pour endiguer l'inflation. Il risque fort de succomber au cours d'une régression lente mais ininterrompue.

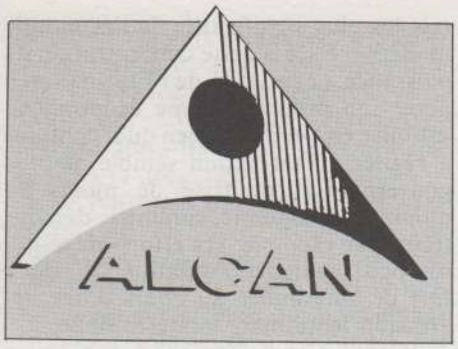
"Grâce à leur puissance économique, les sociétés multinationales sont en train de devenir des adversaires redoutables pour les Etats-Unis..."[13]

Ils en concluent que dans une situation où le pouvoir d'Etat est effrité par les "multinationales", le rôle de la classe ouvrière est donc de renforcer l'Etat. Ils en concluent aussi que tous les organismes multinationaux, y compris les syndicats multinationaux — il faut bien protéger le gagne-pain des bureaucrates syndicaux internationaux — doivent se développer et se consolider de façon à contrecarrer et exercer un pouvoir sur les "multinationales".

Les monopoles peuvent-ils rester indifférents aux rapports qui existent entre Etats dans un monde de conflits internationaux, face au danger de guerre mondiale, aux conflits de classes ouverts et violents et aux luttes anti-impérialistes dans plusieurs pays? Ces conflits n'ont-ils aucun rapport avec les intérêts des monopoles? Les politiques intérieures et internationales des Etats impérialistes ne sont-elles d'aucun intérêt pour les monopoles? Malgré la popularité de ces théories qui présentent les monopoles comme étant fondamentalement opposés aux Etats et qui prétendent que l'intégration des multinationales renvoie en fait l'Etat dans les poubelles de l'histoire, la réalité de tous les jours prouve bien le contraire.

Les politiques américaines sur les transactions monétaires et fiscales, la répression massive, les tarifs, les subventions à l'industrie, le soutien aux monopoles en difficulté (ex. Chrysler) et les nationalisations, l'éducation, l'immigration, la recherche et le développement, est-ce que toutes ces politiques reflètent l'indifférence de l'Etat américain envers les monopoles américains? Et que penser de Exim Bank qui accorde des prêts à des acheteurs étrangers de produits américains, ou de l'assurance d'Etat contre "les risques politiques" pour les investissements à

10. N.Y. Yoshino, *Japan's Multinational Entreprises*, Harvard University Press, Cambridge, 1976, p. 229.
11. UN Economic and Social Council, ouv. cité, pp. 281, 282, 285.
12. H. Claude, ouv. cité, pp. 26 à 39.
13. C. Levinson, ouv. cité, p. 119.



l'étranger, ou de "l'aide' étrangère, ou des accords diplomatiques ou militaires à l'étranger? Les dépenses d'Etat ne sont-elles d'aucun intérêt pour les monopoles? D'après Barratt-Brown, les contrats militaires ont représenté 20% des profits des plus importants monopoles américains au cours des années 60, et il est peu probable que ce pourcentage ait diminué depuis[14]. D'après Henri Claude, les dépenses militaires mondiales sont passées de $185 milliards en 1956 à $334 milliards en 1976 (selon la valeur du dollar en 1976)[15]. Les politiques d'organismes internationaux, comme celles du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, et d'organismes régionaux sont aussi très importantes pour les profits des monopoles, et ces institutions sont évidemment sous le contrôle des divers Etats. Dans les pays révisionnistes, il est indéniable qu'il existe des liens très étroits entre l'Etat et les monopoles. Mais parmi les pays impérialistes occidentaux, c'est au Japon que ces liens sont les plus clairs. Voici un extrait du livre de Yoshino, une des plus importantes autorités occidentales sur le Japon:

"Au Japon, il est implicitement reconnu que des fonctionnaires de carrière doivent se retirer de la fonction publique au début de la cinquantaine, et la plupart de ces hommes-là se lancent alors en affaires ou en politique pour une deuxième carrière. La bureaucratie a d'ailleurs développé une façon subtile mais hautement efficace de placer ses hommes à de bons postes dans des compagnies privées. C'est principalement, bien sûr, dans des compagnies qui ont des liens étroits avec le gouvernement. Dans certaines industries, cette pratique est devenue tellement habituelle que certains postes sont réservés à cette fin. Ce procédé est connu sous le nom de "Amakadori", terme qui veut dire "descendre du ciel", ce qui en dit long sur certains aspects du rapport entre le gouvernement et le monde des affaires au Japon."[16]

C'est exactement l'opposé de la politique de C.D. Howe au Canada durant la Deuxième Guerre mondiale qui avait favorisé l'intégration aux comités gouvernementaux de grands financiers payés au salaire d'un dollar par année afin de diriger l'effort de guerre.

Sur l'oligarchie financière

Sans vouloir maintenant lancer très loin la polémique là-dessus, il semble qu'au coeur de la conception de "l'oligarchie financière" développée par

Lénine, il y avait la **fusion** du capital bancaire et industriel, c'est-à-dire, le fait que le capital était monopolisé dans tous les secteurs de l'économie et qu'il existait donc une certaine unité entre les divers secteurs de la bourgeoisie monopoliste qui se traduisait par une série de liens financiers et personnels. Cette conception de l'oligarchie ne faisait pas référence au contrôle des monopoles industriels par les monopoles bancaires ou vice versa. Certains analystes prétendent que la notion d'oligarchie financière n'est plus pertinente puisque les grands monopoles industriels sont devenus financièrement indépendants. Sans entreprendre une analyse systématique de la question, il y a certains points que l'on peut relever.

D'abord, il semble qu'il y a eu d'importants changements conjoncturels dans l'état de la dette des monopoles industriels durant l'après-guerre, mais cela reste à confirmer. Nous ne nous attarderons pas de façon systématique sur cette question pour l'instant. Ce que nous avons, c'est une analyse faite par Fortune de la dette à long terme (plus d'un an) des 500 plus importants monopoles aux Etats-Unis en 1969. A peu près 20 de ces entreprises n'avaient aucune dette à long terme, et dans le cas de 30 autres, cette dette représentait moins de 5% de leur capital total. D'un autre côté, près de 50 compagnies avaient des dettes à long terme qui représentaient plus de 50% de leur capital total. C'est le conglomérat Ling-Temco-Vought qui était en tête de lice avec une dette équivalent à 85% de son capital total. Si notre interprétation de ces chiffres est juste, cela voudrait dire que le montant de la dette de ce conglomérat (surtout envers les banques et autres institutions financières) est six fois plus élevé que les investissements des actionnaires. La moyenne de la dette, en pourcentage du capital total, pour les 500 plus importantes entreprises aux Etats-Unis en 1969 était de 26.1%. En fait, ceci revient à dire que les investissements des banques et des institutions financières représentaient près du tiers des investissements des actionnaires dans ces compagnies. Ceci révèle une certaine dépendance des entreprises envers ces institutions financières et nous laisse supposer qu'un certain nombre de leurs transactions sont sûrement sujettes à certaines conditions établies par les créanciers[18].

Un autre élément important dans l'étude de l'oligarchie financière est la composition des conseils d'administration de la plupart des grandes banques au Canada. On y retrouve les présidents de la plupart des grands monopoles

industriels canadiens. Ces conseils d'administration indiquent sans aucun doute qu'il existe des liens assez étroits entre les monopoles des divers secteurs. Ou encore, prenez une importante famille américaine comme les Rockerfeller qui possèdent à la fois Exxon, la Chase Manhattan Bank, et plusieurs autres... Les lectures sur l'économie japonaise nous laissent la très nette impression que l'oligarchie financière existe au Japon. Pour l'instant, nous nous contenterons de citer un passage du livre de l'économiste précédemment cité, Yoshino:

"Malgré que le Zaïkaï n'est pas un organisme officiel, et que son membership n'est pas clairement défini,ce terme fait généralement référence à un petit groupe des plus importants hommes d'affaires de l'élite japonaise. Ils détiennent souvent de hauts postes dans des organisations aussi puissantes que le Japan Federation of Economic Organization, la Chambre de commerce du

14. M. Barrat-Brown, ouv. cité, p. 169.
15. H. Claude, ouv. cité, p. 169.
16. N.Y. Yoshino, ouv. cité, p. 54.
17. Voir P. Baran et P. Sweezy, *Notes on the Theory of Imperialism*, Monthly Review, Vol. 17, no 10, republié dans Boulding et Mukerjee, *Economic Imperialism*, Univ. of Michigan Press, 1972, pp. 156 à 170.
18. Fortune, Mai 1970, p. 222.

Japon, et le Conseil du patronat du Japon.

"En tant qu'hommes politiques chevronnés et respectés de la communauté des affaires, ils agissent, individuellement et collectivement, comme porte-parole des intérêts du monde des affaires. Ils maintiennent des liens étroits avec le Parti libéral-démocrate au pouvoir, et jouent un rôle important pour rendre accessible au Parti les ressources financières du milieu des affaires. D'ailleurs, l'appui du Zaïkaï est considéré essentiel pour être nommé premier ministre. (...) Ils servent d'intermédiaires lors de conflits entre le monde des affaires et le gouvernement ou entre certaines industries et entreprises. Ils ramènent à l'ordre des industries ou entreprises qui, selon eux, agissent à l'encontre des intérêts de la communauté des affaires dans son enemble"[19]. Cela correspond-il à votre conception de l'oligarchie?

Une analyse à approfondir

L'expression "entreprise multinationale" réfère de façon populaire aux monopoles qui ont des filiales à l'étranger, ou à la participation étrangère à la propriété ou au contrôle des monopoles ou de leurs filiales. Même si ce phénomène existe depuis le début du siècle, nous avons vu qu'il a pris énormément d'ampleur depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nous avons vu que pour les entreprises américaines, la valeur des investissements étrangers a été multiplée par 17 entre 1945 et 1976. Ceci, avec la croissance rapide du commerce international pendant cette période, représente un développement important de la nature internationale de l'économie mondiale.

Un autre nouveau phénomène important que nous avons identifié est le déplacement relatif des investissements étrangers vers les pays avancés et vers le secteur manufacturier. Ceci laisse supposer que la pénétration de grands marchés prospères est devenue une plus importante source de profits pour les investissements étrangers que l'exploitation de main-d'oeuvre à bon marché et l'accès aux matières premières.

Ces nouveaux phénomènes sont à l'origine de plusieurs nouvelles théories sur la nature du capitalisme aujourd'hui. Souvent, elles concluent à une nouvelle "phase" ou "étape" du développement de l'impérialisme, laquelle serait caractérisée par la domination des multinationales.

Pour des sociaux-démocrates comme Charles Levinson ou l'Internationale socialiste et la direction du Congrès du travail du Canada, l'intégration des diverses économies nationales est la conséquence du développement des multinationales. Ce que cette conclusion sous-tend, c'est que la compétition économique entre Etats impérialistes est en déclin, et que les guerres impérialistes ne sont donc plus nécessaires. Pour les sociaux-démocrates, ce qui caractérise les multinationales, c'est leur manque de liens solides à une économie nationale spécifique ou à un Etat. Pour eux, les multinationales ne sont non seulement "sans appartenance nationale" mais aussi "antinationales", et elles s'opposent aux Etats-nations souverains. Et, comme il est d'ailleurs typique des sociaux-démocrates, c'est dans les réformes qu'ils voient la solution à cette contradiction entre l'Etat et les multinationales — la réforme de l'ordre économique mondial qui permettrait un plus grand contrôle international des multinationales. Alors, prétendent les sociaux-démocrates, les multinationales pourraient jouer leur rôle essentiellement progressiste dans le développement de l'économie mondiale.

D'autre part, d'autres, comme les révisionnistes pro-soviétiques, ne nient pas le caractère nationale de ces monopoles mais les considèrent comme l'ennemi principal des peuples des divers pays du monde. Et d'après les tenants de cette ligne, les fractions de la bourgeoisie monopoliste dans les pays impérialistes font également partie du camp du peuple dans cette lutte. Leur solution: la nationalisation des multinationales comme étant une étape nécessaire pour arriver au socialisme.

Nous avons aussi mentionné le débat qui existe entre économistes marxistes sur l'existence ou non, encore aujourd'hui, d'une "oligarchie financière" décrite par Lénine comme étant "la fusion du capital bancaire et du capital industriel". Certains prétendent, comme le font Baran et Sweezy, que les multinationales sont financièrement indépendantes et donc que la fusion du capital bancaire et industriel n'est plus caractéristique de la bourgeoisie monopoliste dans les pays impérialistes.

Toutes ces théories ont d'importantes conséquences pour la stratégie et les tactiques du prolétariat des divers pays du monde et pour le mouvement communiste international. Ces théories entraînent des conclusions sur les alliances de classe, le rôle de l'Etat dans les pays impérialistes, l'analyse que l'on fait des relations politiques et économiques internationales et les perspectives de guerre et de paix. C'est pour cela qu'il est si important d'approfondir notre étude de l'impérialisme aujourd'hui.

Sur la base de cet article, nous concluons que les monopoles continuent d'avoir une identité nationale, que la compétition va en augmentant, surtout sur une base nationale, qu'ils sont de plus en plus reliés et unis à l'Etat dans les pays impérialistes et que l'oligarchie financière est encore une notion juste pour décrire la fraction dominante de la bourgeoisie dans ces pays. Malgré d'importants nouveaux développements durant la période d'après-guerre, les caractéristiques fondamentales de l'impérialisme telles qu'analysées par Lénine semblent encore justes. Toutefois, pour une analyse plus sérieuse de l'impérialisme aujourd'hui, il faudra poursuivre les recherches sur le rôle du bloc soviétique dans le système impérialiste, sur la tendance à l'intégration politique et économique comme on le voit en Europe, sur l'importance de la révolution scientifique et technologique, sur la nature des rapports de classe dans les différents types de pays du tiers-monde, sur le rôle de ces pays dans le développement du système impérialiste, etc.

Si cet article a pu au moins faire comprendre l'urgence de mettre à jour l'analyse marxiste de l'impérialisme, il aura rempli un de ses objectifs.

19. M.Y. Yoshino, ouv. cité, p. 13.

Déterminisme ou liberté?

D'une certaine façon, on peut dire que l'histoire de l'humanité, c'est celle des efforts des communautés humaines pour s'affranchir des contraintes face auxquelles elles se sont toutes et en tout temps trouvées afin d'assurer leur subsistance et se reproduire.

Cette affirmation, en apparence banale, constitue en fait une des conclusions majeures du matérialisme historique. En comprendre correctement les implications est essentiel à une lutte conséquente contre les diverses formes d'idéalisme qui se cachent derrière un bon nombre de positions politiques et de théories aujourd'hui à la mode et qui vont de la lutte ouverte contre le marxisme, dont le caractère scientifique est de plus en plus contesté[1] jusqu'à la condamnation virulente du marxisme-léninisme dont le "monstrueux Staline" est présenté comme l'incarnation vivante et combien repoussante[2].

Une défense valable du marxisme exigera plus qu'un court article de revue et nous n'avons pas fini de revenir sur cette question. Il faudra d'autant plus y revenir que les questions que nous avons nous-mêmes publicisées sur l'histoire de la lutte pour le socialisme, n'ont pas eu pour seul effet d'inciter à un examen plus matérialiste et plus scientifique du passé; elles ont aussi ouvert la porte à un certain nombre de points de vue et de positions qui ne sont pas sans rapport avec ces formes d'idéalisme aujourd'hui à la mode. Malgré leurs limites évidentes, il nous a paru utile de publier les notes sommaires qui suivent, comme contribution à un débat nécessaire, à un débat *politique*. Car il arrive qu'à certains moments l'action politique ne puisse avancer qu'en faisant des incursions importantes dans le domaine de la théorie. Et nous sommes présentement dans une telle situation.

Sous le titre général de "Documents pour la critique du révisionnisme", UNITÉ PROLÉTARIENNE publie des articles dont le but est de favoriser une meilleure compréhension des réussites et des revers de la lutte pour le socialisme jusqu'ici.

Les articles, commentaires et autres textes publiés dans le cadre de cette série, sous le titre de "Documents...", ne représentent pas nécessairement le point de vue de notre Organisation qui est présentement engagée dans l'étude de ces questions et entend mener le débat largement dans ses rangs, avec ses lecteurs et amis, avec d'autres organisations et partis, avant d'adopter des conclusion fermes.

Tous nos lecteurs sont donc instament invités à nous faire part de leurs commentaires, points de vue et critiques. Nous nous efforcerons de rendre compte du matériel que nous recevons, soit en le publiant, soit en le résumant.

L'avenir de notre lutte n'en sera que mieux assuré si nous parvenons à comprendre correctement son passé, qui fourmille de leçons dont le prolétariat doit aujourd'hui pouvoir profiter sans les distorsions qu'on a trop souvent fait subir à l'histoire de toutes parts en cette matière.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

Une des questions les plus troublantes que les sociétés ont eu à résoudre depuis qu'elles ont entrepris de comprendre leur propre évolution a certainement été celle du rôle même des hommes dans cette évolution. Posée au niveau des individus, cette question est celle de la liberté; posée en termes sociaux, elle devient celle du rapport entre les facteurs subjectifs et les facteurs objectifs. Les hommes sont-ils libres? Les sociétés peuvent-elles influencer le cours de leur développement? Questions fort anciennes, mais qui demeurent fort actuelles, notamment en regard de la lutte pour le socialisme.

Un retour dans le passé

L'histoire de l'humanité, c'est d'abord celle d'un grand nombre de communautés issues, ne l'oublions pas, de certaines espèces animales, des communautés très primitives plus ou moins nombreuses qui se sont développées un peu à la manière de troupeaux d'animaux, c'est-à-dire en utilisant la nature ambiante aux fins d'assurer leur survie et leur reproduction. Les premières communautés humaines sont longtemps demeurées dans l'ignorance des lois de la nature. C'était ce qu'Engels appellera **l'ère de la nécessité:** la nature commande à l'homme qui est dépassé par les forces naturelles et soumis à elles. L'eau, le feu, le tonnerre, le vent, la terre, les animaux et les autres communautés humaines, autant d'ennemis indomptables ou si peu...

Avec le développement des connaissances, sciences naturelles et sciences sociales, les bases de **l'ère de la liberté** seront jetées. C'est-à-dire que progressivement les sociétés humaines acquerront une maîtrise toujours plus poussée des lois de la nature et que les connaissances ainsi acquises permettront une utilisation toujours plus poussée des forces naturelles.

En même temps, les communautés primitives, isolées, se transforment en ce qui deviendra au 19e siècle, la société mondiale. Cela signifie qu'aujourd'hui la division du travail atteint des proportions mondiales: toutes les sociétés de la terre sont devenues interdépendantes. C'est la socialisation de l'humanité poussée à un niveau sans précédent.

L'histoire de l'humanité, c'est l'his-

1. **Suivant le *Monde Diplomatique* de février 1981, des universitaires français se donnent pour mission de détruire l'"hégémonie" du marxisme. Des biologistes réputés comme Jacques Monod et Laborit se complaisent dans des attaques sournoise contre le caractère scientifique du matérialisme dialectique et ce ne sont là que quelques exemples de points de vue qui ont leur écho même dans les milieux progressistes.**
2. **Ces positions se retrouvent chez certains partisans du "socialisme libertaire" dont Dimitri Roussopoulos de la revue *Our Generation*. Elles se retrouvent à un degré moins extrême chez la plupart des "anti-staliniens" qui se caractérisent entre autres par leur rejet du "parti d'avant-garde appliquant le centralisme démocratique"...**

toire de collectivités engagées dans la lutte pour leur existence. Ce phénomène est antérieur à celui des classes sociales, il est antérieur à celui des idéologies de classe, il est antérieur même à la conscience des sociétés de leur propre organisation et de leur propre développement.

Tout cela pour dire qu'on ne doit pas considérer l'histoire comme étant d'abord le résultat de l'action consciente de telle classe et encore moins de tel ou tel individu. Nous avons rejeté le point de vue selon lequel l'histoire de l'Europe du début du 19e siècle pouvait être réduite aux guerres de Napoléon et à ses talents de général! Nous devons aujourd'hui rompre avec la même conception mais appliquée cette fois au rôle déterminant de Marx, de Lénine ou de Staline. Aujourd'hui encore, tout comme au 19e siècle, l'histoire des sociétés c'est l'histoire de collectivités entières. Des collectivités humaines qui veulent vivre, qui veulent se reproduire et qui, de plus en plus, veulent vivre et se reproduire avec moins d'efforts, en utilisant le plus possible les moyens qu'elles ont développés pour transformer la nature et profiter des richesses qu'on y trouve.

Ce point de vue devrait nous amener à considérer le capitalisme comme étant d'abord et avant tout un énorme progrès social. Cela veut dire que la généralisation de la production industrielle, par exemple, porte en germe de plus grandes possibilités de bien-être pour l'humanité que les façons de produire antérieures. Cela veut aussi dire que le développement prodigieux des sciences depuis le 19e siècle en particulier, c'est-à-dire sous le capitalisme, a créé des conditions propres à des progrès sociaux encore plus grands.

Reconnaître cela ne nous empêche pas de voir que ce progrès social s'est accompagné de misères sociales importantes qui à certains égards étaient non moins grandes et non moins repoussantes que les misères sociales qui avaient caractérisé les sociétés précapitalistes. Mais ceci dit, on ne doit pas en arriver à voir l'histoire du capitalisme comme un fléau universel dont l'apparition a été à la source de tous les maux imaginables et comme un mal en soi dont l'humanité aurait pu et aurait dû se passer.

Cette conception de l'histoire est particulièrement importante à une époque où les sciences sociales, notamment l'anthropologie — pour être plus exact, il faudrait dire certaines vulgarisations de l'anthropologie — ont créé un tel engouement pour les sociétés précapitalistes, en particulier pour les sociétés primitives, pour leur mode de vie, pour leur système de valeurs, que certains nostalgiques de la vie "naturelle" des primitifs en arrivent à considérer que les progrès réalisés par les sociétés de classe ont été, en réalité, un recul et que l'avenir de l'humanité résiderait ni plus ni moins dans un retour en arrière.

L'histoire des communautés humaines, des temps les plus reculés jusqu'à nos jours, c'est toujours l'histoire de la lutte pour assurer leur subsistance et se reproduire.

Penser ainsi, c'est oublier un certain nombre de choses, à commencer par la démographie: les milliards de personnes qui peuplent aujourd'hui la terre pourraient-ils vivre de chasse, de pêche et de fruits sauvages? C'est oublier les progrès de la science en général et ses effets multiples sur les conditions de vie des hommes, même si les progrès de la science comportent des côtés négatifs. Malgré la pollution, malgré le cancer, malgré les singes de laboratoire privés de leur liberté, malgré l'oxyde de carbone qui asphyxie les cyclistes, etc. n'est-il pas vrai que l'espérance de vie va chercher dans les 70 ans dans de nombreux pays particulièrement pollués? N'est-il pas vrai que les décès d'enfants diminuent progressivement, malgré la "barbarie" des accouchements sous les réflecteurs?

Et, pour raccourcir une liste qui pourrait s'allonger, n'est-il pas vrai que la possibilité même de rêver à un retour au "passé naturel" est indissociable des conditions de vie dont jouissent les rêveurs incidemment? Et n'est-il pas vrai que ces conditions n'ont pu exister qu'en raison des malheurs "non naturels", créés par l'homme, dont se plaignent amèrement les mêmes rêveurs?

Les hommes n'ont pas appris à dominer toujours davantage la nature sans utiliser des moyens et développer des pratiques dont certaines répugnent littéralement aujourd'hui, telle l'anthropophagie ou cannibalisme, l'esclavage, la domination de classe, l'oppression des femmes et des communautés plus petites ou plus faibles.

Ceci reconnu, certains maintiendront parfois que, si le **mode de vie** des sociétés primitives est aujourd'hui impensable sans un cataclysme pire que tous les maux présents, il faut néanmoins retourner aux **valeurs** du passé et d'un passé le plus lointain possible. C'est oublier que "les valeurs primitives" dont on a la nostalgie, étaient l'expression ou le reflet de rapports sociaux aujourd'hui disparus, des rapports sociaux qui correspondaient à un développement très arriéré et à des connaissances scientifiques incomparablement moins grandes que celles d'aujourd'hui.

Penser autrement, ce serait penser en idéaliste, ce serait penser qu'il y a des valeurs éternelles indépendantes des conditions matérielles d'existence des sociétés qui y adhèrent et les véhiculent. Et penser qu'il y a des valeurs éternelles ou des valeurs naturelles (dans l'absolu), c'est faire abstraction de l'histoire de l'humanité, de l'histoire du monde des vivants dont les humains se sont détachés, comme une espèce particulière, il y a des millions d'années. Il n'y a de valeurs morales ou de formes culturelles que celles que les sociétés ont développées elles-mêmes historiquement. Et la chose la plus naturelle

pour l'humanité, cela demeure sa propre évolution.

De ce point de vue, la révolution socialiste ne vise pas à rétablir un "ordre naturel" qui aurait été aboli à un moment donné de l'histoire. Les diverses formes de sociétés passées ont été, pour ainsi dire, les réponses que les humains ont échafaudées face aux problèmes de leur survie et de leur reproduction. Ainsi l'anthropophagie, c'est-à-dire la pratique pour une communauté victorieuse de manger les membres de la communauté vaincue, pratique qui a précédé l'esclavagisme dans certaines régions du monde, était toute aussi "naturelle" que l'exploitation capitaliste. Il y a aujourd'hui même des prisonniers condamnés à passer 20, 30 ou 40 ans derrière les barreaux qui parfois trouveraient plus "naturel" que soit rétablie la peine de mort!

La révolution socialiste vise plutôt à donner à la société actuelle une forme d'organisation qui corresponde aux possibilités matérielles d'aujourd'hui et qui s'articule aux valeurs culturelles et morales que les conditions présentes et l'histoire de l'humanité font apparaître comme les plus favorables au bien-être de l'humanité. La société actuelle comporte objectivement un ensemble de moyens matériels qui permettent — très certainement dans les sociétés développées — de mettre un terme à l'exploitation capitaliste et à toutes les formes d'oppression dont celle-ci est le support: l'oppression des femmes, l'oppression nationale, l'oppression des diverses "minorités" que comportent nos sociétés, les personnes âgées ou handicapées, les homosexuels... C'est là que la recherche du socialisme trouve d'abord sa justification.

Mais le socialisme n'est pas une fatalité

La question de savoir dans quelle mesure les hommes sont maîtres de leur existence, dans quelle mesure ils peuvent faire des choix réels, soit comme individus, soit comme communautés sociales, est vieille comme le monde... ou presque. Elle est, disons, vieille comme la philosophie, c'est-à-dire qu'elle remonte aux temps où les hommes ont commencé à réfléchir sur le monde, sur la vie, sur eux-mêmes, pour comprendre pourquoi les choses se passaient de telle façon, si elles pourraient être autrement, et comment cela pourrait se faire.

On peut dire que la question du rapport entre les facteurs objectifs et les facteurs subjectifs dans l'évolution des sociétés appartient au même ordre de problème. Les facteurs subjectifs sont l'expression de la liberté des sociétés face à la transformation de leur situation; les facteurs objectifs représentent, quant à eux, ce que les sociétés ne peuvent pas transformer directement, ce qu'elles doivent prendre comme des données indépendantes de leur volonté.

Face à toutes ces questions, de la liberté des individus à celle des communautés, c'est-à-dire jusqu'au rôle des facteurs subjectifs dans l'évolution des sociétés, les réponses des philosophes ont toujours oscillé entre deux extrêmes: le déterminisme pur à un pôle, la liberté érigée en absolu à l'autre.

"Il arrive qu'à certains moments l'action politique ne puisse avancer qu'en faisant des incursions importantes dans le domaine de la théorie. Et nous sommes présentement dans une telle situation."

C'est au 19e siècle qu'une conception scientifique du monde a commencé à l'emporter définitivement sur les idéologies plus ou moins religieuses antérieures. En fait, l'esprit scientifique s'est développé considérablement en ce qui a trait aux phénomènes de la nature... beaucoup moins en ce qui concerne les personnes et les sociétés. Dans ce dernier domaine, les conceptions idéalistes sont beaucoup plus coriaces: on répugne généralement à reconnaître que l'existence des personnes et des sociétés se déroule suivant des lois que l'étude scientifique permet de découvrir comme en tout autre domaine.

On peut dire que le marxisme représente la première forme d'une conception scientifique rigoureuse des sociétés. Le marxisme repose sur la loi fondamentale suivant laquelle la vie des sociétés est déterminée, en dernière analyse, par le degré de développement des forces productives.

Mais alors, le marxisme est-il une philosophie du déterminisme social? En d'autres termes, le marxisme affirme-t-il que les sociétés sont absolument déterminées dans leur existence et leur développement, si bien qu'elles n'auraient aucune liberté? Si on devait répondre oui à cette question, la révolution serait un leurre puisqu'en dernière analyse, ce serait le déterminisme des forces productives qui jouerait.

Cette idée est difficile à accepter. D'une part, tout le monde connaît des situations où des choix sont possibles. Le peuple au Salvador a aujourd'hui le choix de demeurer sous la gouverne d'un régime réactionnaire ou de mener la lutte pour le renverser et instaurer la démocratie sinon le socialisme. D'autre part, on connaît une foule de situations historiques où les sociétés ont fait des choix qui ont modifié le cours des choses. Les hommes sont capables de faire des plans, des projets relatifs à leur existence collective et individuelle, tout comme ils en font relativement à la transformation ou à l'utilisation de la nature.

L'histoire de l'humanité, et plus particulièrement les dernières décennies, a amplement démontré que les hommes sont capables d'utiliser la nature à des fins précises et de la transformer de façon considérable dans le sens qu'ils souhaitent. Comment cela est-il possible? Cela est possible dans la mesure seulement où ils s'appuient sur les lois qui régissent la "vie" de la nature. Si aujourd'hui les hommes peuvent envoyer un vaisseau spatial en dehors même des limites du système solaire, c'est qu'ils ont appris un nombre important de lois diverses relatives à la gravitation, à l'énergie, à la résistance des métaux, aux communications électroniques, etc. Autrement dit, la liberté des hommes de transformer la nature est fonction de la connaissance qu'ils en ont.

C'est dans cette même perspective, essentiellement, que Marx et Engels ont étudié la vie des sociétés, notamment la société capitaliste. Leurs recherches les ont conduits à cette conception de l'histoire suivant laquelle la vie des sociétés avait été déterminée historiquement par le niveau de développement des forces productives, c'est-à-dire par le développement progressif de leur capacité d'assurer leur subsistance à même la transformation de la nature. Ce qui devrait nous amener à dire que la première loi des sociétés, c'est qu'elles sont déterminées par la nécessité d'assurer leur subsistance... Tout ce qu'elles font est finalement orienté vers la satisfaction de ce "déterminisme fondamental". C'est la manière dont elles le font, c'est l'organisation qu'elles se donnent pour satisfaire à cette exigence qui sont déterminées par le niveau de

développement des forces productives. C'est ce que Marx et Engels ont exprimé en disant que les rapports de production sont déterminés, en dernière instance, par le développement des forces productives.

La question qui se pose maintenant, c'est celle de l'action du prolétariat, et plus spécialement celle des communistes, en regard de la lutte à mener actuellement pour le socialisme. Est-il même conséquent de parler de lutte pour le socialisme? Ne devrait-on pas considérer que le socialisme sera le résultat nécessaire et inévitable du développement des forces productives? N'est-ce pas une illusion que de parler de lutte pour le socialisme?

Personne chez les communistes — sauf erreur de ma part — ni dans les différentes tendances socialistes n'a jamais affirmé que la lutte pour le socialisme était un leurre, une supercherie, qu'en définitive le socialisme résulterait inévitablement du seul développement des forces productives. Il n'en reste pas moins qu'à certains moments de l'histoire du mouvement communiste des positions ont été avancées qui équivalaient, à toutes fins utiles, à faire reposer l'avènement du socialisme uniquement sur le développement des forces productives. On peut dire — quoiqu'une démonstration rigoureuse reste à être faite — que ce point de vue est devenu dominant dans le mouvement communiste international après la Deuxième Guerre mondiale après l'avoir été dans les parties de la IIe Internationale dès la Guerre de 1914-18.

On doit même constater que certaines formulations de Marx et d'Engels se prêtent aisément à une telle conception du développement historique. De **l'affirmation de Marx** suivant laquelle il y a une "correspondance nécessaire" entre les rapports de production (donc entre les diverses formes historiques d'organisation des sociétés) et le degré de développement des forces productives, on passe parfois facilement à cette **autre affirmation** suivant laquelle à tel niveau de développement des forces productives correspondent nécessairement tels rapports de production.

Pourtant, il y a une énorme différence entre l'affirmation suivant laquelle le capitalisme est apparu en Europe de l'Ouest dans le sillage du féodalisme et de la production marchande en raison du développement des forces productives atteint dans cette région du monde, et cette autre affirmation qui dirait qu'il était inévitable (nécessaire) que le capitalisme apparaisse en Europe de l'Ouest à partir de la fin du moyen âge.

Autrement dit, si le matérialisme historique nous permet de comprendre, dans une certaine mesure — car tout n'a pas été dit à cet égard — comment certaines étapes de l'évolution des sociétés se sont déroulées, il ne nous permet pas de dire que ces étapes étaient inévitables. Il ne nous permet pas non plus de prédire l'avenir. Bref, on ne doit pas chercher à faire du matérialisme historique une recette magique dont l'application conduirait inévitablement au socialisme. Une telle attitude ne serait que l'envers du jugement de plusieurs sur le passé, à savoir que les "échecs" du socialisme sont dus à une mauvaise application du marxisme-léninisme.

Les sociétés ne sont pas déterminées à évoluer suivant un cours fixé d'avance. Les sociétés peuvent agir sur leur évolution. Mais — et c'est là que réside le grand acquis du marxisme — leur action ne peut pas aller à l'encontre des lois qui aujourd'hui régissent l'évolution des sociétés. Approfondir sa connaissance de ces lois, c'est se mettre en position d'intervenir plus efficacement dans les transformations sociales à venir et surtout de mieux servir la cause du socialisme.

Des conséquences pratiques

Ces considérations théoriques paraissent parfois bien abstraites et bien éloignées des "vrais problèmes politiques". Et pourtant, il n'est pas un seul "vrai problème politique" à propos duquel les solutions basées sur le matérialisme n'aient à être défendues sans relâche contre des solutions issues d'une vision plus ou moins idéaliste de la société. J'en donnerai quelques exemples.

De très nombreux socialistes et démocrates du Québec préconisent l'indépendance de la nation québécoise. Les raisons invoquées sont diverses: empêcher l'assimilation des francophones québécois, réaliser l'identité nationale, mettre un terme à l'oppression, affaiblir l'Etat fédéral et hâter la victoire du socialisme au Québec et dans tout le Canada... Tous ces motifs sont fort louables en eux-mêmes. Bien des luttes ont été menées et le seront encore sans doute pour en assurer la réalisation. Mais face à la question de l'indépendance, la question qui se pose, si on adopte le point de vue du matérialisme

C'est au XIXe siècle seulement qu'une conception scientifique du monde a commencé à l'emporter sur les idéologies antérieures toutes plus ou moins religieuses.

historique, c'est la suivante: pour quelle classe de la société québécoise l'indépendance politique représente un tel enjeu que cette classe irait jusqu'à la révolution pour atteindre ses fins? Car, dans la situation présente, on imagine mal comment l'indépendance du Québec pourrait résulter d'une négociation menée par une douzaine de premiers ministres. Tant et aussi longtemps qu'une réponse sérieuse n'aura pas été apportée à cette question, on doit considérer que la diffusion du programme "socialisme et indépendance" dans les masses québécoises ne sert pas ces dernières, qu'au contraire elle entretient des illusions qui tôt ou tard débouchent sur une grande désillusion.

* * *

Le mouvement des femmes fait sans doute face à autant de courants et de tendances politiques que tout autre mouvement populaire. Parmi ces courants, il s'en trouve qui mettent surtout l'accent sur la transformation des "mentalités" plutôt que sur celle des conditions matérielles faites aux femmes. Ce point de vue, qui s'éloigne d'une conception matérialiste des réalités sociales, peut aussi conduire à des culs-de-sac et à des reculs. Car toute transformation durable d'une forme quelconque d'idéologie suppose l'existence d'un support matériel.

Il est significatif que les femmes les plus impliquées dans le mouvement sont généralement des femmes actives hors du foyer, des femmes directement en contact avec les réalités sociales et forcées, pour ainsi dire, d'affronter les contradictions de la société sans l'écran d'un homme pourvoyeur de fonds à un titre ou à un autre. Les femmes militantes, on les trouve principalement parmi les travailleuses, syndiquées ou pas, les enseignantes, les femmes de fermiers, les étudiantes, les femmes chefs de famille dont plusieurs doivent avoir recours au bien-être social...

C'est pourquoi, d'un point de vue matérialiste, il est important de soutenir les luttes qui favorisent l'accès des femmes au travail et à des conditions de travail égales à celles faites aux hommes. C'est pourquoi il est tout aussi important de s'opposer à la réduction de la lutte des femmes à ce qu'on pourrait appeler la promotion des "valeurs féminines" par opposition aux "valeurs mâles". Ces valeurs existent bel et bien, mais la plus grande partie d'entre elles, sinon la totalité, sont bien davantage le résultat de l'oppression séculaire des femmes que l'expression d'une nature spécifiquement féminine. Le plus souvent elles ont été utilisées pour accréditer un statut d'infériorité pour les femmes.

"...les valeurs primitives dont on a la nostalgie, étaient l'expression ou le reflet de rapports sociaux aujourd'hui disparus, des rapports sociaux qui correspondent à un développement très arriéré et à des connaissances scientifiques incomparablement moins grandes que celles d'aujourd'hui."

Perdre de vue le rapport entre l'idéologie — y inclus les valeurs morales et les formes culturelles — et les rapports sociaux qui en constituent, pour ainsi dire, le principal "support matériel" ou les conditions d'existence, c'est courir le risque, dans ce cas précis, de faire le jeu de la bourgeoisie. Car, dans la société actuelle, c'est la conception suivant laquelle les femmes sont différentes par nature qui constitue la justification de leur confinement dans des rôles particuliers, des rôles qui ont comme conséquence de les maintenir dans une situation d'infériorité matérielle, sociale etc.

Il y a fort à parier que le mouvement d'émancipation des femmes ne deviendra irréversible que le jour où les femmes seront, dans leur grande majorité, dans une situation d'autonomie matérielle telle qu'elles pourront influer politiquement sur le cours des choses de façon déterminante. Jusqu'ici la force politique d'une classe ou couche sociale a trouvé sa source dans sa force matérielle, c'est-à-dire dans son rôle dans la production; non pas simplement dans la production de biens (valeurs d'usage) comme les repas en famille, mais bien, pour ce qui est du capitalisme, dans celle de marchandises (valeur d'échange) qui créent du capital.

* * *

La critique des "partis staliniens" est fort à la mode par les temps qui courent. A tel point que dans certains milieux un parti politique est par essence stalinien. Le courant anarchiste ou socialiste libertaire, qui a présentement une influence réelle dans la gauche voit ses partisans les plus radicaux rejeter totalement toute forme de parti au profit d'une sorte de fédération d'organisations diverses basées sur les affinités tout autant que sur les intérêts communs; d'autres, qui se réclament du socialisme libertaire ou en subissent seulement l'influence, préconiseront plutôt un parti de type nouveau qui aura ceci de particulier qu'il ne sera ni stalinien (lire communiste) ni social-démocrate, un parti qui n'appliquera pas cette forme suprême du stalinisme qui s'appelle le centralisme démocratique! Finalement, des sociaux-démocrates avoués affichent une mine réjouie depuis que la mode s'est développée de condamner ainsi le stalinisme.

Staline a le dos large à tel point que sa stature énorme semble projeter une ombre telle sur l'histoire que des personnages comme Bakounine, Bernstein, Kautsky... disparaissent complètement de la scène et, avec eux, les courants politiques qu'ils ont représentés[3]. Cela sert bien les détracteurs de Staline qui est devenu un simple épouvantail pour discréditer le communisme; cela les sert bien dans la mesure où ils arrivent le plus souvent à faire oublier que le socialisme libertaire (ou le socialisme utopique et l'anarchisme) et la social-démocratie ont une histoire au moins aussi longue que le communisme. Il ne serait donc pas déplacé de faire **aussi** l'évaluation de leurs contributions au développement de la lutte pour le socialisme. Que sont devenues les communautés auto-gestionnaires d'Owen et de Fourier en Angleterre, aux USA et ailleurs? Où en est le socialisme depuis le passage de la social-démocratie au pouvoir en Grande-Bretagne, en Allemagne, dans plusieurs provinces du Canada? Ces expériences font aussi partie de l'histoire.

Le courant libertaire est une expression de l'idéalisme, autant par sa vision simpliste de l'histoire que par sa façon de concevoir l'action politique révolutionnaire. C'est le règne de la spontanéité, de l'individualisme, d'une prétendue démocratie totale. Au nom du rejet de l'autoritarisme que cacherait le centralisme démocratique, on préconise des formes de démocratie directe où chacun, bien sûr, a toute liberté de dire n'importe quoi mais où en définitive ce sont ceux qui sont en position de le faire qui prennent les décisions qui leur plaisent quand cela leur plaît. Cette "démocratie révolutionnaire", il faut le savoir, c'est celle du parti libéral!

Il en va de même de leur opposition au parti stalinien qui trouve sa justification non pas dans une analyse du rapport de forces politique ni dans une ligne stratégique cohérente, mais bien davantage dans une espèce de rejet in-

3. A savoir des courants anarchiste en ce qui concerne Bakounine et réformistes en ce qui concerne Bernstein et Kautsky.

conditionnel de l'organisation, de la discipline, du travail collectif...

La ligne du socialisme libertaire et des "anti-staliniens" en général sur le parti et le centralisme démocratique est aussi une expression de l'idéalisme en politique[4]. Elle s'appuie sur des aspirations et des idées qui existent réellement dans la société bourgeoise, des idées qui s'opposent effectivement à l'exploitation et à l'oppression... mais elle en reste au niveau des idées qu'elle cherchera à faire passer dans la réalité sans prendre en considération les bases matérielles de ces idées, sans tenir compte des conditions matérielles à mettre en place pour permettre la réalisation de celles qui représentent réellement les intérêts de la majorité.

Incidemment, les libertaires affectionnent particulièrement un argument autrefois réservé à la propagande bourgeoise et qui s'exprime dans la question: "De quel droit les communistes peuvent-ils prétendre représenter les intérêts de la majorité?" Comme si tous les points de vue avaient la même valeur, comme si chaque individu spontanément avait une vision claire et progressiste des choses; comme s'il n'était pas possible d'arriver à une perception toujours plus approfondie et plus scientifique de la réalité... à condition, bien sûr, qu'on l'étudie; comme si l'idéologie bourgeoise ne nous était pas répétée, diffusée, en mots ou images, en symboles, en publicité, à la TV, dans les journaux, à l'usine, à l'école, au bureau... chaque jour du matin au soir...

* * *

Ces exemples, trop brièvement et trop partiellement présentés, j'en conviens, devraient néanmoins suffire à illustrer la nécessité impérieuse devant laquelle nous sommes d'approfondir bien davantage notre étude de l'histoire et notre analyse de la réalité présente, la nécessité aussi de mener une lutte résolue contre les positions de l'idéalisme en matière politique. Autrement, la critique du révisionnisme risque de se transformer en son contraire et de devenir une porte ouverte sur les courants politiques les plus étrangers au matérialisme historique.

Charles Gagnon
secrétaire-général de l'OMLC
EN LUTTE!

4. Il ne faudrait pas assimiler tous ceux qui adressent des critiques, même très dures, à des positions et à des pratiques de Staline aux "anti-staliniens". Cette expression désigne ici ceux qui utilisent le prétexte de la critique du stalinisme pour s'opposer au parti et au centralisme démocratique.

Où mène la voie initiatique?

Cette réflexion est le fruit d'une lecture critique de *La voie initiatique* de Jacques Languirand[1]. De prime abord, on est en droit de se demander où mène cette voie *initiatique*. Eh bien, on ne peut pas le savoir car c'est un *secret* qu'on ne peut connaître qu'en en faisant "... l'expérience qui, par définition, n'est pas communicable" (p. 25). Le *secret* ne peut être que *révélé*, le but de la connaissance étant *l'illumination*. Cependant, l'enseignement de cette pensée ésotérique, quant à lui, serait communicable. Examinons donc cet enseignement.

Premièrement, toute la philosophie ésotérique de Jacques Languirand a pour fondement une mauvaise interprétation des découvertes de la physique contemporaine: selon la physique d'Einstein, la matière, lorsqu'elle est soumise à certaines conditions, possède la caractéristique de se transformer en énergie et vice-versa. De cela, peut-on conclure que la matière n'existe pas? Non. La terre sur laquelle mes pieds reposent reste de la matière. Cependant, si la vitesse de déplacement de la terre dans l'espace atteignait la vitesse de la lumière, la terre serait convertie en énergie; mais cela n'est pas le cas et bien malin celui qui soutiendrait le contraire. Or, c'est bien ce que soutient J. Languirand:

"On pouvait croire, vers la fin du siècle dernier que l'explication de l'univers physique serait matérialiste. Mais on sait aujourd'hui que la matière n'existe pas. Ce qu'on appelle la matière est, en fait, de l'énergie. L'effondrement de la MATIÈRE, de l'explication matérialiste, devait par ailleurs entraîner la chute de la RAISON..." (p. 43)

Voyons sur quoi débouche cette interprétation abusive. Jacques Languirand nous en donne un résumé schématique, une *grille de plans*: le spirituel constitue la réalité alors que le psychique, le physique, l'humain constituent l'illusion. Le raisonnement est simple, c'est une règle de trois. Si **énergie = réel** et si **conscience = énergie**, alors **réel = conscience**. Il serait difficile de mieux dire que l'auteur: "C'est l'esprit même qui constitue le tissu (*STUFF*) de la matière" (p. 37).

Du point de vue du matérialisme dialectique, les idées sont soutenues par des pratiques. Analysons donc les pratiques qui soutiennent l'idéalisme à la Languirand.

Tout d'abord, il ne faut ni critiquer, ni diviser, ni analyser, ne rien remettre en question. *"Il ne faut parler d'ésotérisme que dans des circonstances favorables..." (p. 27)*. De plus, *"La démarche de l'intellectuel renforce l'Ego, alors que le dépassement que préconise la pensée ésotérique suppose d'abord qu'on s'abandonne à quelque chose de plus grand que soi" (p. 103)*.

Si on s'abandonne, si on abandonne la lutte qu'on doit mener pour acquérir une autonomie de pensée, alors on accepte la domination de ce quelque chose de plus puissant que soi. Quelle est cette chose qui nécessite de *s'attaquer à l'instinct de conservation*, de la faire céder toujours un peu plus?

Cette chose qui est très supérieure à notre petite conscience individuelle, c'est la conscience universelle, cosmique. Ce qui caractérise cette conscience, c'est qu'elle unifie, qu'elle est soutenue par une expérience qui est à la fois universelle et non communicable.

Evidemment, si vous mettez la hache dans toute critique intellectuelle, si vous clouez le bec des individus en leur disant que l'expérience supérieure est mystique, c'est-à-dire non communicable; une fois neutralisées les résistances à un tel discours, ce discours a tout le champ libre pour se déployer, pour devenir *universel*, sans opposition.

Ce qui est le plus dangereux dans cette philosophie ésotérique, c'est qu'elle préconise, sous l'étiquette du *déconditionnement*, la mort de l'individu, la mort de notre Ego, de notre originalité, la fin de la lutte pour une autonomie à gagner. Languirand n'est pas équivoque, il le dit clairement: *"... il faut commencer à mourir. Etre initié, c'est précisément mourir pour renaître" (p. 104)*.

Renaître le cerveau totalement lavé, sans plus d'instinct de conservation, renaître une marionnette dans les mains de qui?

Ce discours idéologique, s'adresse

1. Jacques Languirand, *La voie initiatique*, René Ferron éditeur, Montréal, 1978. Jacques Languirand est un écrivain qui anime depuis plusieurs années une émission régulière à la radio française de Radio-Canada consacrée justement à sa "pensée ésotérique". Il anime depuis peu une émission du même genre à la télévision.

principalement à ceux qui sont déjà écrasés sous le poids des interdictions, qui ont une peur insensée des représailles. L'ésotérisme exploite justement une peur supplémentaire: la peur bleue de la fin du monde. Car, à l'ère du Verseau, *l'humanité a maintenant le pouvoir de s'autodétruire.*

Soulignons finalement le caractère infantile de cette pensée magique qui prend ses lubies pour des réalités, qui a peur de ce que son imagination lui a fait inventer.

Il est plus que nécessaire de lutter contre ces idéologies qui obscurcissent et paralysent la pensée et l'action des femmes et des hommes vivant dans les contradictions des sociétés capitalistes avancées.

Marie-Josée Rhéaume,
professeur de philosophie

Ceux qui désireraient en savoir plus long sur ce type de phénomène social pourront se référer au livre de Jean-Pierre Gosselin et Denis Monière, *Le trust de la foie*, Editions Québec/Amérique, Montréal, 1978.

Entrevue avec
Henri Lamoureux

Ecrire pour qui?

Henri Lamoureux représente un phénomène nouveau dans la littérature québécoise et possiblement canadienne, phénomène qui a toute son importance pour tous ceux qui se battent pour défendre les intérêts du prolétariat et des classes laborieuses.

Inutile de dire que dans la jungle de la littérature, l'écrivain progressiste qui se donne humblement comme objectif de faire connaître la réalité du peuple et de la classe ouvrière en utilisant, pour se faire comprendre — parce que c'est pour lui, une priorité — une langue simple, passe pour un espèce d'huluberlu.

C'est pourquoi, quand on s'appelle Henri Lamoureux, qu'on est issu du prolétariat, qu'on a fait son apprentissage de la vie à l'école du syndicalisme et des groupes populaires, sans passer par les universités, que de surcroît, on veut s'insérer, comme écrivain, dans la lutte des classes et qu'on y réussit, le phénomère mérite d'être souligné et qu'on s'y arrête. Voici donc quelques extraits d'une entrevue réalisée avec lui l'automne dernier.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: *Pourquoi as-tu écrit* **L'Affrontement** *et* **Les Meilleurs d'entre nous?**
Henri Lamoureux: Essentiellement, **L'Affrontement** témoigne de la mort et des mutilations subies par les ouvriers, dans leurs usines. Le roman parle d'une lutte, menée par un syndicat pour briser avec une situation imposée par des assoiffés de profits. Ce récit illustre aussi la difficulté pour un militant non issu de la classe ouvrière de s'intégrer à une classe dont il ne fait pas partie. J'ai essayé d'expliquer qu'une grève ce n'est pas une partie de plaisir et que les ouvriers, quand ils y ont recours, ont d'ordinaire d'excellentes raisons pour le faire.

Quand à **Les Meilleurs d'entre nous**, il s'agit d'un roman qui vise à exprimer le vécu de gens vivant en quartier populaire. C'est un livre qui tente d'exprimer les joies et les misères d'un certain nombre de personnages qui sont liés par une commune appartenance de classe. L'action tourne autour d'une famille qui vit un certain nombre d'événements dramatiques extrêmement éprouvants. Dans ce livre, j'aborde aussi la question des groupes populaires et la place des petits-bourgeois dans ces organisations.

Dans ces deux romans, je fais intervenir des personnages qui ont choisi de rompre avec leur classe d'origine pour aller travailler soit dans des usines, soit dans des quartiers ouvriers. J'ai beaucoup de respect pour certains qui ont quitté leur nid douillet pour aller s'impliquer là où se mènent les luttes. Ceux que j'ai connus, constituaient à mes yeux quelques-uns des meilleurs éléments de leur génération.

Si j'ai écrit ces deux romans, c'est parce qu'à ma connaissance, ces sujets ne font pas partie, d'ordinaire, des préoccupations des écrivains québécois. Cependant, si on considère que les personnes sages ne parlent que de ce qu'elles connaissent, on comprendra pourquoi nos écrivains hésitent à aborder ces matières...

Pour moi, c'est une grande préoccupation que de favoriser une compréhension correcte de la vie du prolétariat. J'essaie de faire en sorte qu'en lisant mes livres, les gens découvrent qu'il existe des causes à leurs problèmes. Cette constatation devrait favoriser le développement de leur combativité et aussi celui d'un point de vue qui soit le leur et non celui d'une bourgeoisie en quête de boucs émissaires à qui elle voudrait faire endosser ses propres erreurs.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: *Quels rapports fais-tu entre le travail que tu faisais comme militant syndical et dans les groupes populaires et celui d'écrivain?*
Henri Lamoureux: J'aborde mon travail d'écrivain de la même manière que j'essayais de le faire comme militant ou permanent, que ce soit dans le mouvement syndical ou dans les groupes et organisations populaires. Je pense qu'un bon militant, c'est avant tout un bon éducateur. C'est la même chose pour un écrivain. Un écrivain, lorsqu'il parle du prolétariat, doit le faire avec respect et loyauté. Il doit témoigner de la réalité avec franchise et éviter de tomber dans le piège du populisme. Je suis très heureux lorsque des lecteurs me disent qu'en me lisant, ils ont appris quelque chose ou encore, que j'ai témoigné honnêtement de situations qui leur sont familières. Je suis fort satisfait aussi lorsque des gens qui avaient des préjugés envers les travailleurs ou les habitants des quartiers populaires me disent que la lecture d'un de mes livres les a amenés à revoir leurs opinions.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: *Qu'est-ce que la culture populaire, selon toi?*
Henri Lamoureux: C'est l'expression de la vie d'un peuple. Elle se traduit par une foule de comportements, d'attitudes, de manières d'être et de façons d'appréhender la réalité. Quand on parle de culture populaire, c'est par opposition à la culture bourgeoise. Si ce n'était pas le cas, on parlerait de culture, un point c'est tout. La culture bourgeoise se particularise par son inaccessibilité, son hermétisme, son élitisme. C'est une culture réservée à une caste de parvenus qui se prétendent souvent d'avant-garde... Parfois même, la culture bourgeoise va se donner des airs prolétariens. Du moment que ça ne fait pas tourner le champagne ou monter le prix du caviar...

UNITÉ PROLÉTARIENNE

La culture populaire, ça s'exprime par la fête; tout le monde peut participer à une fête populaire... Ça s'exprime aussi par le théâtre, par la chanson, par le langage, par des recettes de cuisine, par certaines formes de complicité, par mille et une choses qui font qu'un peuple vit et progresse (...)

Enfin, il existe aussi ce qu'il est convenu de nommer une culture universelle qui constitue l'héritage commun à tous les êtres humains. Règle générale, elle est le fruit du travail de millions d'ouvriers ou d'esclaves qui sont passés avant nous.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: *Comment les producteurs culturels peuvent-ils contribuer à l'avancement du prolétariat?*

Henri Lamoureux: Je pense que les producteurs culturels peuvent le faire de trois manières: d'abord, en s'impliquant eux-mêmes dans la lutte pour le progrès de l'humanité. Ensuite, en témoignant des multiples facettes de l'exploitation et de l'oppression. Enfin, en exprimant, dans leurs oeuvres toute la richesse du prolétariat. Cependant, je pense qu'un producteur culturel progressiste doit fuir comme la peste toute tentation de développer quelque Goldorak prolétarien que ce soit. Les images subliminales, que ce soit au niveau du surhomme ou au niveau de la caricature morbide, ne correspondent pas à la réalité et sont néfastes à tous points de vue.

UNITÉ PROLÉTARIENNE: *Comment envisages-tu les solutions aux problèmes vécus par tes personnages?*

Henri Lamoureux: Aux problèmes collectifs qu'ils vivent, je fais répondre mes personnages par des actions collectives (grève dans **L'Affrontement**, manifestation et organisation communautaire dans **Les Meilleurs d'entre nous.**) Aux problèmes politiques, les plus conscients d'entre eux envisageront des solutions politiques. Cependant, et même si cela ne fait pas l'affaire de certains militants un peu trop idéalistes, je n'ai pas encore mis de l'avant la nécessité du Parti. Il faut dire aussi que ces romans réfèrent à une réalité plus proche des années 70 que des années 80. Moi, je pense que je dois laisser mes personnages faire leur propre cheminement. Peut-être que dans un prochain roman, certains d'entre eux seront devenus communistes...

Vois-tu, dans les romans, c'est comme dans la vie; il faut que les personnages échappent au paternalisme de l'auteur (...)

Offensives Culturelles et Communautaires

OFFENSIVES: tel est le titre d'une nouvelle revue communautaire et culturelle qui voyait le jour en novembre 1980. Déjà, deux numéros sont parus et le troisième devrait être disponible le 1er mai prochain.

L'originalité de la revue réside dans sa politique d'ouverture annoncée dès le premier numéro:

"Le Collectif, loin d'être les ciseaux du censeur, va animer, sans prétention, les débats en intervenant au besoin pour soulever de nouvelles interrogations, nuancer certains aspects ou pour susciter la participation d'organismes ou d'individu-es susceptibles de favoriser la polémique."

A preuve, la polémique engagée suite à la parution d'un article de Réjean Mathieu (**Les groupes populaires et Dieu-le-père-qui-est-à-Québec-Ottawa-ou-ailleurs**, Offensives no 1). Dans une réplique, Henri Lamoureux, écrivain et militant d'organisations populaires de Montréal, apporte sa contribution au débat sur les causes de la démobilisation dans les groupes populaires. Ces deux contributions, quoique différentes, sont particulièrement intéressantes. Elles le sont d'autant plus si on les met en rapport avec l'article déjà publié par la revue le Temps Fou (**Un pas en avant, deux (trois?) en arrière**, J.G. Lague, Temps Fou no 5) ou encore avec certaines parties de l'ouvrage **La conjoncture au Québec au début des années 80.** Ces contributions évitent les lieux communs suivant lesquels la cause de la démobilisation des groupes populaires résiderait dans l'action des "ML".

Aussi, au sommaire du no 2, un article sur les théories de Henri Laborit, théories reprises dans le film **Mon oncle d'Amérique**, un film des plus populaires actuellement au Québec. Laborit prétend apporter une contribution scientifique au bilan des révolutions socialistes jusqu'à ce jour. Cependant, comme l'auteur, Daniel Hubert, le montre très bien, ce n'est là qu'une nouvelle forme de socialisme utopique!

Signalons aussi l'entrevue avec le Théâtre des Cuisines qui permet de mieux comprendre l'évolution de ce groupe féministe et de situer son action théâtrale.

Enfin, l'article de Charles Rajotte sur les origines des musiques populaires d'Amérique du Nord. Il s'agit là du premier d'une série d'articles sur l'histoire de la musique populaire au Canada et aux USA.

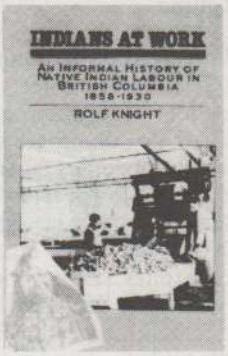
Il ne fait aucun doute que cette nouvelle revue vient combler un vide dans les domaines culturel et communautaire au Québec. Ce vide, Offensives le remplira d'autant mieux si il devient un véritable lieu de débat et contribue à approfondir la critique scientifique qu'il a déjà entreprise dans le domaine culturel.

C'est à lire!

Abonnement régulier: $7.00 (3 nos) — Offensives, C.P. 127, Succursale Rosemont, Montréal. H1X 3B6 — en français seulement.
$2.50 le numéro

Indians At Work

Rolf Knight, New Star Books 1978



C'est sur une réserve indienne de North Vancouver en Colombie-Britannique qu'est né le chef Dan George en 1899. Aujourd'hui, il connaît la célébrité à Hollywood en incarnant à l'écran le rôle d'un sage patriarche indien qui vit en harmonie avec la nature. Mais saviez-vous que le même homme a entrepris cette carrière artistique à la suite d'un accident qui a mis fin à ses 27 premières années de travail en tant que... débardeur?

En 1906, un premier syndicat apparaît sur les docks de Vancouver et il tient ses assemblées dans une salle située sur la même réserve. C'était tout naturel puisque la majorité des membres étaient des Autochtones, les autres étant d'origine anglaise ou hawaïne. Un travailleur noir originaire de la Barbade et des Autochtones constituaient la direction du syndicat.

On associe rarement les vieillards autochtones à des organisateurs syndicaux, à des grévistes militants. Et pourtant, c'est bel et bien **un** chapitre de l'histoire autochtone, un chapitre enterré depuis longtemps. En sortant des sentiers battus, le livre de Knight est le premier à dépoussiérer, recueillir et systématiser la véritable histoire des peuples autochtones en tant que travail-

leurs salariés, en tant que prolétaires.

Cette étude présente des faits qui font s'écrouler tant les versions chauvines que romantiques de l'histoire autochtone. En effet, on apprend que vers 1900, des Autochtones de la Colombie-Britannique ont remporté des prix de sténographie en France; qu'en 1886, d'autres ont pu s'entretenir en allemand avec l'anthropologue Boas à sa première visite sur cette côte, car auparavant ils s'étaient rendus en Allemagne; que lors de la Première Guerre mondiale, pendant le siège britannique de Bagdad en Iraq, d'autres ont commandé des navires de transport de l'infanterie motorisée. Ces versions de l'histoire qui substituent des stéréotypes statiques, le plus souvent nationalistes, à l'analyse de la réalité contradictoire et dynamique vécue par ces gens en prennent donc pour leur rhume.

Indians At Work s'attarde surtout à la Colombie-Britannique, à partir de la période de la Ruée vers l'or en 1858 jusqu'à la Crise des années 30. Il comprend aussi des chapitres plus courts portant sur les peuples autochtones au travail dans les Prairies, en Ontario, au Québec, dans les Maritimes et dans le Nord. On y fait état de capitalistes autochtones. Dans une annexe assez importante, Knight donne des renseignements sur d'autres "composantes" du tableau: la composition des sociétés autochtones avant la colonisation européenne et certaines des principales actions répressives entreprises par l'Etat canadien et ses agents, par le biais du ministère des Affaires indiennes, des missions et d'un "enchevêtrement spécial de lois autochtones".

Avec à l'appui une multitude de faits, d'autant plus convaincants qu'ils sont tirés de la vie quotidienne, Knight élabore le thème central de son livre. Il montre que partout au Canada, à l'exception des régions du nord où se pratique la trappe, les Autochtones ont connu une gamme d'emplois salariés et qu'ils ont travaillé à la production de biens pendant plus d'un siècle. Certains ont travaillé à la chaîne dans des conserveries, ont été ou pêcheurs, ou marins sur les bateaux des eaux intérieures et sur les voiliers transocéaniques. D'autres ont été camionneurs, fermiers (des Autochtones de la Colombie-Britannique ont remporté des prix pour la culture du blé lors d'expositions internationales comme en 1876), mineurs dans les mines de charbon. D'autres enfin ont oeuvré comme bûcherons ou dans des scieries. "Leurs emplois ont été extrêmement variés et ne se sont pas limités a des variantes non spécialisées de travaux traditionnels" (p. 194).

Dans cette première période de capitalisme concurrentiel basé sur les ressources naturelles, les Autochtones, à l'instar de nombreux autres travailleurs, ont combiné le travail salarié à une économie domestique de subsistance. Knight fait ressortir clairement que "le chômage semi-permanent et la dépendance sur la réserve (...) est un phénomène relativement récent". Il date de la dernière crise et résulte de l'inévitable évolution du capitalisme vers une monopolisation de plus en plus grande.

Après avoir été colonisés par l'expansion du capital européen en Amérique du Nord, les Autochtones ont connu directement pendant une longue période et en grand nombre, le processus quotidien de l'exploitation du travail, aux côtés de travailleurs d'autres nations. Aujourd'hui, le capital monopoliste en réduit plusieurs à vivre du chômage et à dépendre de leur réserve.

Après avoir survolé cette histoire, qui peut désormais nier que la libération des peuples autochtones a été et est toujours liée à la lutte de tous les travailleurs contre la domination du capital?

Men in the Shadows de John Sawatsky

Voilà le titre d'un livre paru au printemps 1980 qui vient jeter un peu de lumière sur ces *hommes dans l'ombre* que sont les agents des services de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada. Peu de livres sur la GRC ont livré autant d'informations sur des "services" aussi secrets.

John Sawatsky, l'auteur, journaliste à la Galerie parlementaire à Ottawa pour le Vancouver Sun, se place dans une perspective réformiste. Selon lui, tant que le gouvernement ne modifiera pas les structures inadéquates plaquées sur les Services de sécurité, ceux-ci demeureront relativement inefficaces. Mais le lecteur appréciera la méthode vivante de son enquête. Boudant les commissions d'enquête Keable et McDonald sur le même sujet, il a préféré parcourir le Canada et rencontrer plusieurs des acteurs directement impliqués dans les faits relatés.

Plusieurs exemples illustrent avec quantité de détails la force et les faiblesses de la GRC et Sawatsky les rapporte avec l'humour de pince-sans-rire qui le caractérise.

Men in the shadows présente de nombreux événements inédits: la machine à détecter les fonctionnaires homosexuels nécessairement "subversifs", à la fin des années 50; les tentatives infructueuses de Gouzenko, de l'ambassade soviétique, de livrer ses secrets et qui se fait répondre par la GRC de revenir le lendemain; l'infiltration de Richard Benning dans le groupe Partisan de Vancouver en 70-71 et autres plans d'attaque de la police politique contre les groupes militants.

Sawatsky nous renseigne sur les Services de sécurité eux-mêmes. En particulier sur les conflits assez vifs opposant les agents des services de sécurité à leurs supérieurs, les civils aux militaires au sein même de la GRC, les différents services entre eux.

Sawatsky nous apprend qu'il n'y a pas que la GRC qui agisse dans l'ombre mais des secteurs importants, au niveau fédéral, des ministères de la Défense, des Affaires extérieures, des Communications et des Approvisionnements et Services sans oublier le Groupe de planification et d'analyse du solliciteur général du Canada qui les coordonne tous.

Men in the shadows, fournit beaucoup de matériel qui donne à réfléchir pour tout militant progressiste. En particulier l'auteur se demande s'il n'a pas surestimé les forces de la GRC. C'est vrai que la GRC est assez puissante en termes de budgets, d'effectifs et de techniques. Certaines spécialités comme la filature, l'entrée clandestine et l'interception de courrier sont développées à un niveau de sophistication assez grand. Et comme le souligne l'auteur, on entend surtout parler des échecs dans ce domaine puisque parler des réussites compromet les activités en cours.

Mais l'ouvrage de Sawatsky possède justement cet avantage de fournir à différents endroits des exemples des faiblesses réelles de la GRC: grande difficulté d'analyse de la conjoncture canadienne, difficulté également de traiter les informations recueillies, conflits internes assez développés, difficulté de s'appuyer sur la population et, parallèlement, tendance à se lier à la pègre. En fait, le rôle objectif que tient la GRC dans la société la rend paranoïaque. Cela a limité dans le passé l'emprise de la bourgeoisie canadienne sur la situation et cela demeure encore un danger pour elle.

Abonnez-vous... à UNITÉ PROLÉTARIENNE

Abonnement d'un an (4 numéros): ☐ version française ☐ version anglaise

CANADA
☐ régulier ($10.00)
☐ 1ère classe et institutions ($12.00)
☐ de soutien ($12.00 plus n'importe quel montant)

ÉTRANGER
☐ surface ($12.00)
☐ avion ($15.00)

NOM ..... DATE .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... NO. DE TEL. (Canada) .....

OCCUPATION ..... LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez un mandat poste de préférence, à l'adresse suivante:
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Qué. H2K 3B1 — (514) 527-7319

UNITÉ PROLÉTARIENNE analyse en profondeur les aspects les plus importants de la vie politique et économique du Canada et du monde. En vous abonnant à UNITÉ PROLÉTARIENNE, vous vous assurez de recevoir à tous les 3 mois une revue qui accepte de poser les vraies questions sur la lutte pour le socialisme.

... au journal EN LUTTE!

Abonnement d'un an (46 numéros) ☐ **version française** ☐ **version anglaise**

CANADA
☐ régulier ($15.00)
☐ 1ère classe et institutions ($20.00)
☐ d'essai, pour 10 numéros ($3.00)
☐ de soutien ($20.00 plus n'importe quel montant)

ETRANGER
☐ surface ($20.00)
☐ avion ($30.00)

NOM ..... DATE .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... NO. DE TEL. (Canada) .....

OCCUPATION ..... LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez un mandat poste de préférence, à l'adresse suivante:
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Qué. H2K 3B1 — (514) 527-7319

EN LUTTE! est le journal de l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE!/IN STRUGGLE!. Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français, et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

EN LUTTE!
L'évaluation de la Deuxième Guerre mondiale
Reagan!
Dénonçons l'intervention US au Salvador · stop · le Canada est complice · stop · Contre le renouvellement du pacte militaire NORAD · stop · Reagan go home · stop ·
Pas d'armée US au Canada
à l'intérieur

... à FORUM INTERNATIONAL

Abonnement (4 numéros):
☐ régulier-surface ($12.00)
☐ 1ère classe-avion ($15.00)
☐ le numéro ($2.50)

☐ version française
☐ version anglaise
☐ version espagnole

NOM ..... DATE .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... NO. DE TEL. (Canada) .....

OCCUPATION ..... LIEU DE TRAVAIL .....

Envoyez un mandat poste de préférence, à l'adresse suivante:
Distribution Premier Mai, 1407 d'Iberville, Montréal, Qué. H2K 3B1 — (514) 527-7319

FORUM INTERNATIONAL est un instrument de polémique et d'information qui vise à intensifier la lutte pour l'unité des marxistes-léninistes à l'échelle internationale. Il est publié par l'Organisation marxiste-léniniste du Canada EN LUTTE! et est diffusé dans plusieurs pays.

Adresse nationale

pour contacter EN LUTTE!

ou pour correspondre avec UNITÉ PROLÉTARIENNE:

C.P. 340, Succ. M, Montréal, Qué. H1V 3M5

No de téléphone de la revue:

(514) 526-9870

Pour contacter EN LUTTE! dans les différentes provinces:

● visitez les librairies L'Etincelle ou

MONTRÉAL
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
325 Ste-Catherine est/
Montréal, Qué.
tél.: (514) 844-0756
H2X 1L6
Heures d'ouverture
Lun., Mar., Mer., de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi de 10h à 21h
Samedi de 10h à 17h

QUÉBEC
LIBRAIRIE L'ETINCELLE
110 St-Vallier ouest,
Québec, Qué. G1K 1K1
C.P. 64, St-Sauveur
tél.: (418) 522-2186
Heures d'ouverture
Merc. et ven.: 12h à 17h30
Jeu.: 12h à 21h
Sam: 12h à 17h

TORONTO
THE SPARK
802 Bloor St. ouest
Toronto, Ont.
tél: (416) 532-1614
M6G 1L9
Heures d'ouverture
Jeudi de 17h à 21h
Vend. de 19h à 21h à 21h
Sam de 10h à 17h

VANCOUVER
THE SPARK
25 Cordova ouest,
Vancouver, C.-B.
tél.: (604) 681-7723
V6B 1C8
Merc.: 18h à 21h
Jeu. et ven.: midi à 16h et 18h à 21h.
Sam.: 11h à 17h.

● ou écrivez à l'une des adresses suivantes:

ALBERTA ..... C.P. 4422, Edmonton Sud, T6E 4T5
NOUVEAU-BRUNSWICK ..... C.P. 2488, succ. A, Moncton, E1C 6Z5
NOUVELLE-ÉCOSSE ..... C.P. 7099, Halifax-Nord, B3K 5J5
QUÉBEC (ville de) ..... C.P. 64, St-Sauveur ouest, Québec, G1K 1K0
SASKATCHEWAN ..... C.P. 676, Régina S4P 3A3

201-24